



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Carburant plus cher - les conducteurs du Havre et sa région modifient-ils leurs habitudes ? - Paris Normandie
- Essence. Où trouver le carburant le moins cher en Seine-Maritime ? – Le courrier cauchois
- Carburants. Quelle place occupent les raffineries cauchoises dans l'approvisionnement français ? – Le courrier cauchois
- Normandie : Soutien massif à la recherche et à l'innovation - La Gazette France
- Recyclage plastique - l'usine Eastman à Port-Jérôme-sur-Seine validée par le Conseil d'État - La Gazette France
- Au Havre, GMP digitalise ses ordres de transport avec MouvOne - La Gazette France

Conseil de politique nucléaire

- « Le contexte international est particulier » - pourquoi Emmanuel Macron sera à Penly jeudi 12 mars 2026 ? - Paris Normandie
- Emmanuel Macron sera en Normandie jeudi - il présidera un Conseil de politique nucléaire à la centrale de Penly – Ouest France
- Emmanuel Macron, le président de la République, en visite à la centrale nucléaire de Penly – 76 actu

Décès d'un collégien

- Après le décès d'un collégien d'Yvetot, élèves et professeurs toujours sous le choc - Paris Normandie
- « Tous les élèves sont en deuil » - au collège Bobée d'Yvetot, des psychologues dépêchés après la mort d'un adolescent - ICI

Sécurité

- Un cycliste grièvement blessé dans un accident avec un camion au Petit-Quevilly - Paris Normandie
- « On rebouche jusqu'à 30 nids-de-poule par jour » - à Rouen, l'hiver a mis les routes à rude épreuve - Paris Normandie
- Près du Havre. Des gendarmes ont immobilisé un conducteur roulant à 188km/h – Le courrier cauchois
- Entre Tancarville et Le Havre. Une voiture prend feu en pleine circulation sur l'A131 - pompiers et gendarmes mobilisés – Le courrier cauchois

Social et société

- Violences conjugales - les premières victimes pourront bénéficier du Pack Nouveau Départ dès avril en Seine-Maritime - ICI
- « C'est beaucoup plus rassurant » - choisir que son chauffeur Uber soit une femme, c'est désormais possible à Rouen – ICI
- Le Havre. Pourquoi le mur dédié aux victimes de féminicides a-t-il déjà été effacé ? – 76 actu

Justice

- À Rouen, la discothèque le So et ses dirigeants renvoyés devant le tribunal correctionnel - Paris Normandie
- TÉMOIGNAGE. « Sans curatelle, je serais à la rue » - en France, 1 million de majeurs sont sous protection juridique – France 3 Normandie

Éducation

- À l'université de Rouen, la seule formation de la région pour les futurs profs de musique va disparaître – 76 actu

Santé

- « Ce n'est pas une surprise », pourquoi la Normandie est l'une des régions où l'on meurt le plus – France 3 Normandie
- VIDÉO. « C'est une révolution » - un Ehpad recrée des décors de Dieppe pour des malades d'Alzheimer, pour leur plus grand bonheur – France Normandie
- Cancer colorectal - « Faites-vous dépister », lance la Ligue contre le cancer en Seine-Maritime - ICI

Politique

- Municipales à Rouen. L'union, à gauche avec Nicolas Mayer-Rossignol, à droite avec Marine Caron, LFI et RN en embuscade – Ouest France
- ENTRETIEN. Municipales 2026 - les enjeux et les points chauds en Normandie vus par un politologue – Ouest France
- Au Havre, la gauche est déterminée à en finir avec « la vitrine d'Édouard Philippe » - Le poulpe
- Municipales 2026. Ville la plus pauvre de Normandie, Elbeuf cherche la relance – Tendances Ouest
- REPLAY. Entre chômage, éoliennes et offre culturelle... Que faut-il retenir du débat des candidats à la mairie de Fécamp ? – France 3 Normandie
- Fécamp. Avant le premier tour, des listes unies et un scrutin indécis – Le courrier cauchois
- Municipales 2026 au Havre. Emploi et attractivité - les propositions des sept candidats - Paris Normandie

- Municipales - « Antoine doit se retourner dans sa tombe » au Havre, l'extrême droite se dit l'héritière de Rufenacht - ICI
- Municipales 2026 à Saint-Étienne-du-Rouvray. Deux outsiders à l'assaut du bastion communiste - Paris Normandie
- Municipales - jeunesse et sports, un enjeu pour les candidats à Neufchâtel-en-Bray - Paris Normandie
- Jeunesse et sports - les propositions des candidats aux municipales à Dieppe - Paris Normandie
- Bolbec/Lillebonne - jeunesse et sports au cœur des municipales - Paris Normandie
- À Bolbec, le conseiller municipal Rachid Chebli dénonce les publications racistes d'un membre de la liste RN – 76 actu
- Gorgibus, Distant, Buirette... Découvrez la minute Municipales à Saint-Valéry-en Caux - Paris Normandie
- Métropole de Rouen - un groupe politique de petites communes qui monte, qui monte - Paris Normandie
- Municipales 2026 au Mesnil-Esnard. Trois listes en lice et des projets qui divisent la campagne - Paris Normandie
- Municipales 2026. Pour le candidat LO dieppois, « il faut que les travailleurs prennent le pouvoir » - Paris Normandie
- Municipales 2026. Une commerçante tête de la liste « Tous ensemble pour Argueil » - Paris Normandie
- Municipales 2026. In extremis Bellengreville a deux candidats et ne sera pas mise sous tutelle ! - Paris Normandie
- « M'avalier c'est difficile, et avaler les Ecologistes aussi », les raisons de l'union de la gauche à Rouen – France 3 Normandie
- REPLAY. Accusations de racisme, marché inattractif, manque de médecins... Ce qu'il faut retenir du débat des candidats à la mairie de Bolbec – France 3 Normandie
- Seine-Maritime. Municipales - la plupart des jeux seront faits dès le premier tour – Le courrier cauchois
- Goderville. Dimanche, des duels dans quatre communes – Le courrier cauchois

Acteurs publics

- Pour endiguer la crise de la police judiciaire, l'Intérieur mise sur une école de l'enquête
- En ligne, chez soi, sans oral et sur une demi-journée - comment l'UE a bâti un "téléconcours" pour ses hauts fonctionnaires
- Santé - les pistes de l'Igas pour mieux faire remonter les données RH et anticiper les évolutions salariales
- Dans les écoles, 61 % des incidents graves déclarés concernent des personnels

- Au Sénat, une proposition de loi pour limiter la “bureaucratization” de la dépense publique
- Égalité professionnelle dans la fonction publique - des progrès réels mais des résistances persistantes

Carburant plus cher : les conducteurs du Havre et sa région modifient-ils leurs habitudes ?

Nicolas Le Jean

6–8 minutes

Depuis le début de la guerre que livrent Israël et les États-Unis à l'Iran, le prix du carburant a enregistré une hausse notable. Ce renchérissement a-t-il changé les habitudes des automobilistes du Havre et de sa région ? Réponses à la pompe...



Stéphane, qui se rend régulièrement à Harfleur depuis Barentin afin de voir son amie, doit se résoudre à moins le faire. - Nicolas Le Jean/Paris Normandie



Publié: 9 Mars 2026 à 18h49 Temps de lecture: 1 min

Je n'ose plus prendre ma voiture : je sors moins », souffle Nory, un

quinquagénaire havrais. Lundi 9 mars 2026, à la station TotalEnergies du boulevard de Leningrad [au Havre](#), nous l'avons sollicité sur le prix du carburant alors qu'il faisait le plein. La station vend l'essence sans plomb (SP 95 E10) à 1,789 € le litre, et il faut compter 1,99€ le litre pour le gazole. Dans l'Hexagone, depuis le 27 février 2026, veille des premières [frappes israélo-américaines sur l'Iran](#), le prix du SP 95 a en moyenne augmenté de 10 cts le litre (environ + 6 %). Une hausse encore plus marquée pour le gazole : 26 cts, soit environ + 15 %.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« C'est sûr qu'on réfléchit à la pertinence d'un trajet. »

Laurent, Un automobiliste de Bolbec

On peut donc comprendre qu'à l'instar de Nory, les automobilistes changent leurs habitudes. « *C'est sûr qu'on réfléchit à la pertinence d'un trajet* » commente Laurent, cette fois sollicité à la station Auchan du centre commercial La Lézarde, à [Montivilliers](#) (SP 95 à 1,756 € et gazole à 1,985 €).



Laurent, de Bolbec, envisage d'aller moins souvent voir sa famille à Rouen. Et il évite l'autoroute pour se rendre au travail. - Nicolas Le Jean/Paris-Normandie

Ce Bolbécais a même attendu d'être sur la réserve pour venir faire le plein de gazole. « *Maintenant, parcourir 10 km me revient à 1 €, évalue-t-il, alors le calcul est vite fait. J'ai pas mal de famille à Rouen, mais là, je vais limiter les trajets* ». D'autant qu'il ne peut échapper à ses trajets professionnels [Bolbec/Sainte-Adresse](#), qui lui reviennent à « *6€ par jour contre 4/5€ quand le gazole était autour d'1,5 €...* ». Pour compenser, Laurent ne prend plus autant qu'avant la A29 pour se rendre au travail.

Rouler à l'économie

Toujours à La Lézarde, nous trouvons un autre Bolbécais, Sébastien. Il fait le choix de déjeuner dans sa voiture sur le parking du centre commercial où il avait à faire, avant de se rendre « *à un rendez-vous à [l'hôpital] Monod à 14 h. Avant la hausse des prix, j'aurais sans doute fait un trajet en voiture pour manger ailleurs* », renseigne-t-il. Travaillant au Havre, lui aussi a des trajets contraints, « *70 km tous les jours. Du coup, pour économiser, je réduis ma vitesse, même sur autoroute, où je roule désormais à 120 km/h contre 135 km/h avant. Et je quitte mon domicile cinq minutes plus tôt* ».

« Bruno sacrifie même un peu de son amour pour réduire la facture. »

Bruno, résidant dans la région de Fécamp (il travaille au Havre), roule lui aussi à l'économie « *Je faisais déjà attention à ma conduite, mais là, encore plus. J'affiche sur mon tableau de bord ma consommation à l'instant T* », précise-t-il. De son côté, Stéphane, qui réside dans le secteur de Barentin, près de [Rouen](#), sacrifie même un peu de son amour pour son amie [harfleuraise](#) afin de réduire la facture. « *D'habitude, j'effectue un à deux allers/retours par semaine pour la voir, mais là, je vais essayer d'en faire moins* », envisage-t-il, assurant que son amie « *comprend* ».

Une minorité moins concernée

Face au renchérissement du carburant, cinq conducteurs reconnaissent donc avoir modifié leur routine. Soit la majorité des neuf automobilistes que nous avons rencontrés. Quatre d'entre eux se sentent moins concernés parce qu'ils utilisent peu leur véhicule. Comme Didier, retraité d'Épouville, qui depuis longtemps ne sort sa voiture qu'une fois par semaine « *pour faire les courses. Pour le reste, j'utilise au maximum ma moto* ». Jean-Michel et Ginette, retraités Havrais, « *marche[nt] beaucoup. On habite aux Docks* », informent-ils, tout en maugréant : « *On doit mettre 30 € contre 25 € avant pour avoir le même nombre de litres* ». Harfleuraise, Valérie n'a « *que cinq minutes de trajet pour aller travailler, ça va* », affirme-t-elle, craignant davantage « *des pénuries à la pompe* ».

Quant à la Havraise Émeline, 23 ans, elle ne change « *pas plus que ça ses habitudes* » parce que, exprime-t-elle sans ambages, « *c'est chiant de devoir le faire !* ». La jeune femme reconnaît tout de même que le coût du carburant « *[l]'impacte* ». Mais, ajoute-t-elle, « *je suis peut-être dans le déni.* »

Lire aussi

[Carburant plus cher, la 11e défaite du HAC, le cadre de vie aux Municipales... le point actu à 20 h](#)

[Réaliser un film en équipe le temps d'un week-end : c'est possible au Havre](#)

[Football – Ligue 1. Attention, ça commence quand même à glisser du côté du HAC...](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#) [Montivilliers \(Seine-Maritime\)](#) [Harfleur \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Essence. Où trouver le carburant le moins cher en Seine-Maritime

Adrien Verger

~2 minutes

Avec la flambée du prix du pétrole liée au conflit au Moyen-Orient, les automobilistes regardent de près les tarifs à la pompe. En Seine-Maritime, certains distributeurs restent toutefois moins chers que d'autres. Voici où faire le plein au meilleur prix aujourd'hui.

Les stations les moins chères en Seine-Maritime

Selon les relevés les plus récents disponibles ce lundi 9 mars, plusieurs stations de grande distribution proposent encore des prix relativement bas dans le département. Parmi les stations affichant les tarifs sous les 1,80€ pour le SP95 :

- TotalEnergies Access à Dieppe : environ 1,639€ le litre
- Leclerc à Canteleu : environ 1,717€ le litre
- Carrefour Market à Epouville : environ 1,743€ le litre
- Esso - Les Grandes Ventes : environ 1,759€ le litre
- Carrefour Market au Havre : environ 1,779€ le litre
- Intermarché à Boos : environ 1,786€ le litre
- Intermarché à Tôtes : environ 1,789€ le litre
- Leclerc à Yvetot : environ 1,799€ le litre
- Leclerc à Neufchâtel-en-Bray : environ 1,779€ le litre

Comment trouver l'essence la moins chère près de

chez vous

Pour suivre l'évolution des prix des carburants en temps réel, plusieurs sites permettent de comparer les stations près de chez soi.

Le site officiel du gouvernement :

- prix-carburants.gouv.fr

Il recense les tarifs déclarés par les stations-service partout en France et permet de rechercher les prix par ville, département ou type de carburant.

Autre solution souvent utilisée par les automobilistes :

- carburants.org

Ce site compile les données disponibles et propose un classement des stations les moins chères par département, avec une mise à jour régulière des tarifs.

Carburants. Quelle place occupent les raffineries cachoises dans l'approvisionnement français ?

Cédric Thomire

3-4 minutes

Alors que les Français s'inquiètent de la hausse des prix à la pompe et s'interrogent sur une éventuelle pénurie de carburant, l'une des plus grosses raffineries du pays se veut rassurante.

Si la France ne produit quasiment plus de pétrole - sa production nationale ne représente qu'environ 1 % de sa consommation (77 millions de tonnes équivalent pétrole) - le raffinage reste un maillon stratégique de l'approvisionnement énergétique du pays. Et les deux plus grosses raffineries françaises sont situées en pays de Caux.

North Atlantic, 20% de la capacité française

La raffinerie [North Atlantic \(ex Esso\)](#), implantée sur la zone industrielle de Port-Jérôme à Notre-Dame-de-Gravenchon, transforme chaque année 12 millions de tonnes de pétrole brut en carburants, huiles et autres produits. *"Cela représente 20% de la capacité française (qui est de 57 millions de tonnes, N.D.L.R.), la France étant notre principal marché. Concernant la situation actuelle nous avons du brut et des produits en stock. Il n'y a pas d'inquiétude à avoir"*, indique la direction de North Atlantic. Elle n'envisage pas de pénurie, *"sauf à ce que les consommateurs se ruent sur les pompes, comme on a déjà pu l'observer lors de crises précédentes."*

TotalEnergies : près de 12 millions de tonnes de pétrole brut transformés en quelque 200 produits

[L'arrêt industriel en cours pour la maintenance des installations](#), qui prive temporairement la raffinerie de 40% de sa capacité pendant deux à trois mois, "*n'aura pas de conséquences*". North Atlantic s'approvisionne en brut par pipeline depuis les installations de la CIM sur le port du Havre, qui disposent de 2,4 millions de mètres cubes de capacité de stockage.

A 30 km des installations de North Atlantic se trouve la raffinerie de Normandie TotalEnergies, à Gonfreville-l'Orcher. Elle transforme elle aussi près de 12 millions de tonnes de pétrole brut en quelque 200 produits : essence, gazole, kérosène, huiles, lubrifiants et granulés de plastique.

La capacité de production des raffineries françaises s'est toutefois réduite depuis 2008 à cause de la fermeture de plusieurs sites (24 sites en 1975, 13 en 2010).

L'approvisionnement en brut dépend des importations

Au total, La France dispose de six raffineries en métropole et une en outre-mer. La production nationale de produits raffinés s'établit autour de 46 millions de tonnes par an. Notre pays ne produisant quasiment plus de pétrole, son approvisionnement en brut repose aujourd'hui presque entièrement sur les importations. Les derniers chiffres du Service des données et études statistiques du Commissariat général au développement durable indiquent qu'en 2024, l'Amérique du Nord est devenue la première région d'origine du pétrole brut importé en France, avec 23% du total, à la suite de la hausse importante des livraisons depuis les Etats-Unis (+ 33% entre 2023 et 2024). L'Afrique subsaharienne (principalement le Nigéria et l'Angola) représente 21% du marché. Elle est suivie par l'Afrique du Nord (17%). La Russie, dont les livraisons représentaient 9% du total en 2021, n'exporte plus de

pétrole brut vers la France depuis 2023, illustrant la forte
recomposition des approvisionnements énergétiques du pays.

Normandie : Soutien massif à la recherche et à l'innovation

Par LGFR

~3 minutes

En bref

Hervé Morin, Président de la Région Normandie, a présidé une réunion de la commission permanente le 2 mars 2026, où près de 190 délibérations ont été examinées.



© Région Normandie

À cette occasion, la Région a annoncé plusieurs financements significatifs destinés à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation. Un total de 229 000 € a été attribué pour soutenir deux projets de l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de Caen

(ENSICAEN) dans le cadre du dispositif « Normandie Recherche – Objectif Labels d'excellence ». Deux projets de thèse, financés à hauteur de 124 300 €, visent à encourager des recherches novatrices au sein du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et de l'École supérieure d'arts et médias de Caen (ESAM).

Du laboratoire à l'industrie : booster l'innovation technologique

La commission a également alloué plus de 1,23 million d'€ pour les chaires d'excellence, permettant le développement de projets variés, dont un laboratoire de design pour les transitions et une étude sur les circulations transnationales dans l'histoire de l'édition. En matière d'innovation, plus de 1,66 million d'€ ont été mobilisés pour financer des collaborations entre entreprises et équipes de recherche sur des projets prometteurs comme celui sur un nouveau matériau conducteur transparent.

Missions locales et culture : un investissement social et intellectuel

Le soutien à la culture scientifique a également été renforcé avec près de 304 000 € pour des initiatives comme le festival « Sur les Épaules des Géants » et des programmes éducatifs dans les quartiers prioritaires. En parallèle, la Région Normandie a mis en place plusieurs aides en orientation et formation pour favoriser l'emploi local, avec des montants allant jusqu'à 1,5 million d'€ destinés aux Missions locales. Ces initiatives visent à répondre aux défis économiques et sociaux actuels en Normandie tout en soutenant l'innovation et la formation des jeunes.

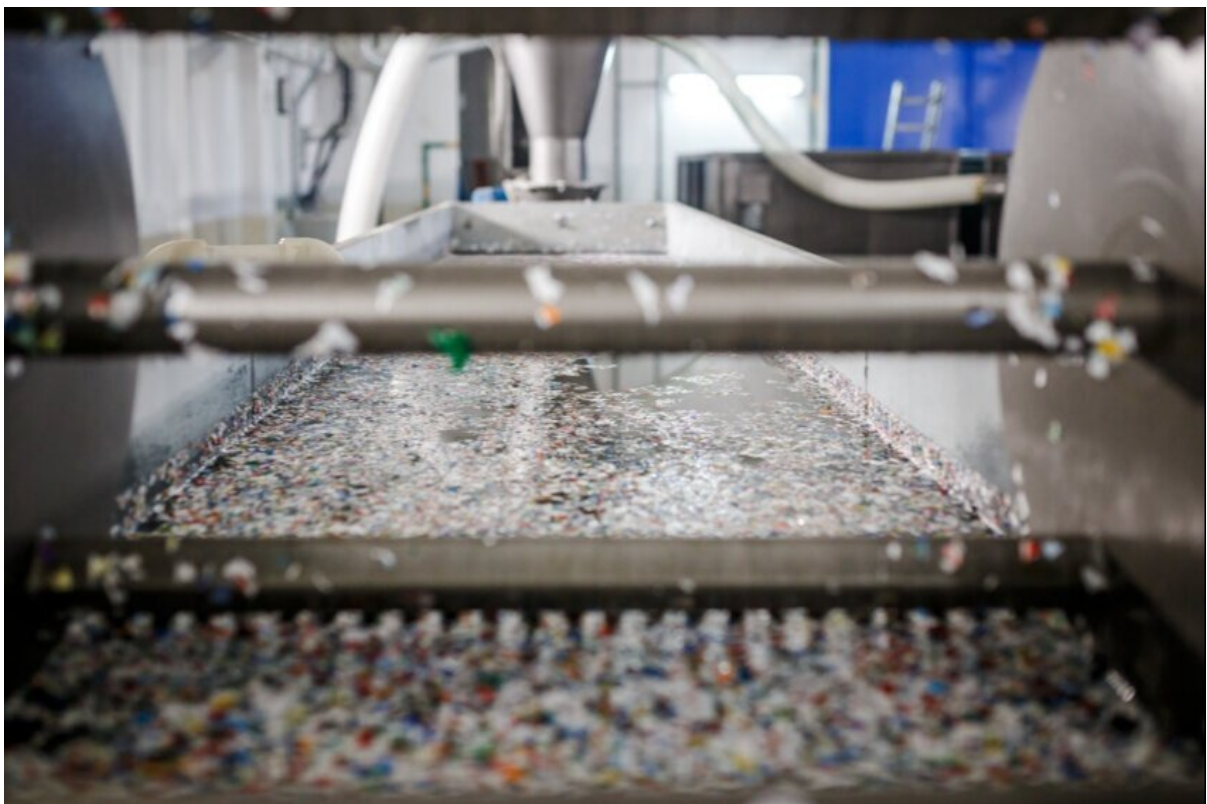
Recyclage plastique : l'usine Eastman à Port-Jérôme-sur-Seine validée ...

Par L.R

3–4 minutes

En bref

Le projet d'usine de recyclage moléculaire porté par Eastman à Port-Jérôme-sur-Seine vient de franchir un cap juridique décisif. En février 2026, le Conseil d'État a rejeté les recours d'associations écologistes, confirmant le statut de « projet d'intérêt national majeur » pour cet investissement d'un milliard d'euros.



© DR

Publié le 9 mars 2026 - Mis à jour le 9 mars 2026

L'institution judiciaire a validé le cadre d'autorisation de la future unité normande. Ce statut de projet d'intérêt national majeur facilite

les procédures administratives et confirme l'importance du site pour la souveraineté industrielle française. L'usine, qui devrait traiter jusqu'à 240 000 tonnes de déchets polyesters par an, vise à transformer des plastiques aujourd'hui non recyclables en matériaux de qualité vierge.

Au niveau départemental et régional, l'installation d'Eastman pourrait dynamiser les activités liées à l'ingénierie, la logistique et les services industriels autour du port et de la vallée de la Seine. Sur le plan national, ce projet s'inscrit dans une logique de diversification des flux industriels, en complément des filières traditionnelles de recyclage. Les retombées attendues incluent des effets d'entraînement sur l'emploi local, avec environ 350 postes directs et 1 500 indirects, tout en posant des questions sur la compétitivité et les coûts de production à long terme.

Pivot de la stratégie carbone et défis techniques

Ce projet s'aligne sur les objectifs européens de décarbonation. Toutefois, il illustre le dilemme entre ambition industrielle et prudence environnementale. Les associations, comme Zero Waste France et Notre Affaire à Tous, pointent des incertitudes techniques et des risques sanitaires, exigeant une vigilance accrue sur les procédés chimiques utilisés.

Les autorités devront désormais garantir la traçabilité des matières et la réduction des risques pour que le projet respecte les objectifs climatiques. Dans ce contexte, Port-Jérôme-sur-Seine pourrait devenir un laboratoire national pour l'évaluation coût-bénéfice du recyclage chimique. Le démarrage de l'usine, initialement prévu plus tôt, est désormais attendu pour le courant de l'année 2026.

Au Havre, GMP digitalise ses ordres de transport avec MouvOne

Par Chloé Guerout

3–4 minutes

Dossier

Au Havre, la Générale de manutention portuaire (GMP) automatise la gestion de ses ordres de transport routier grâce à la plateforme MouvOne de Soget.



Le port du Havre © DR

Publié le 9 mars 2026 - Mis à jour le 9 mars 2026

Au Havre, la Générale de manutention portuaire (GMP), acteur historique du transport et de la traction portuaire, accélère la digitalisation de ses opérations logistiques. L'entreprise s'interconnecte désormais à MouvOne, la solution développée par

l'éditeur de logiciel Soget pour gérer de manière collaborative les ordres de transport routier.

L'intégration permet d'automatiser les échanges entre GMP et les systèmes de gestion du transport (TMS) de ses clients. Les commandes sont ainsi intégrées automatiquement dans les outils de l'entreprise, sans ressaisie manuelle, et partagées en temps réel avec les donneurs d'ordre.

«MouvONE permet à nos clients de bénéficier d'une logistique plus fluide et plus lisible, avec un niveau de transparence renforcé. Il s'agit d'une avancée concrète au service de leur performance et de notre engagement opérationnel», déclare Louis Jonquière, directeur général de GMP.

Une meilleure visibilité pour les acteurs portuaires

La solution automatise également la transmission d'informations clés. Les tractionnaires sont informés en temps réel de l'avancement des opérations et les codes d'accès pour les chauffeurs, appelés TCT (Token Codes for Truckers), sont transmis directement aux conducteurs. Cette organisation réduit les échanges manuels et raccourcit les délais de traitement, tout en améliorant la fiabilité des flux logistiques.

« MouvONE incarne notre vision d'une logistique portuaire collaborative, où les systèmes s'interconnectent naturellement pour créer de la valeur collective», souligne Julien Prével, directeur général de Soget.

Avec ce déploiement, GMP poursuit la modernisation de ses opérations de transport routier. L'objectif est de renforcer la fluidité de la chaîne logistique et d'améliorer la coordination entre les différents acteurs portuaires. *« Plus les entreprises s'interconnecteront à cette plateforme, plus la fluidité et la compétitivité de la place portuaire s'en trouveront renforcées»*, ajoute Franck Soulé, secrétaire général du Syndicat des transitaires du Havre (STH).

« Le contexte international est particulier » : pourquoi Emmanuel Macron sera à Penly jeudi 12 mars 2026

Anthony QUINDROIT

6–7 minutes

Le président de la République est annoncé en Seine-Maritime jeudi 12 mars 2026. Attendu sur le site de Penly, à Petit-Caux, il présidera un cinquième Conseil de politique nucléaire.



Publié: 9 Mars 2026 à 20h00 Temps de lecture: 1 min

Le 10 février 2022, à Belfort (Franche-Comté), le président de la République Emmanuel Macron rappelait l'élan [qu'il voulait donner à l'énergie nucléaire](#) en France. Le discours s'inscrivait alors dans un contexte international chaotique – confirmé deux semaines plus tard par l'attaque de la Russie sur l'Ukraine – et des prix de l'énergie sous-tension.

Quatre ans plus tard, la situation mondiale est loin d'être apaisée. Sur le front ukrainien, le conflit s'est enlisé. Gaza s'est embrasée depuis le 7 octobre 2023. Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche le 20 janvier 2025 s'accompagne de déclarations tonitruantes qui font frémir les marchés mais aussi d'interventions militaires sans contrôle, en témoigne l'attaque sur l'Iran aux répercussions évidentes sur le Moyen-Orient. Et sur les prix du pétrole.

Juste après le Sommet mondial de l'énergie nucléaire

« *Le contexte particulier international rappelle le besoin de baisser la consommation des sources d'énergies fossiles* », souligne l'Élysée. C'est dans ce contexte que va s'ouvrir le cinquième Conseil de politique nucléaire (CPN), organisé pour la première fois à Petit-Caux, sur le site de la centrale de Penly, et présidé par Emmanuel Macron, jeudi 12 mars 2026, deux jours après le Sommet mondial sur l'énergie nucléaire, deuxième du nom, organisé en France.

Le détail du conseil, où seront également présents le Premier ministre eurois [Sébastien Lecornu](#) ainsi que les ministres de l'Économie, des Affaires étrangères, des Armées, ou encore les représentants d'EDF et d'Orano (entreprise spécialisée dans le combustible nucléaire et dont l'actionnaire principal est l'État) et de l'Agence de sûreté nucléaire, ne sont pas encore connus. Les grandes lignes, si.

« *Les trois sujets principaux sont un point d'étape sur les trois paires d'EPR 2 en France [les réacteurs nucléaires à eau pressurisée nouvelle génération, NDLR], un point sur la fermeture du cycle nucléaire et un point sur les réacteurs modulaires.* »

Pour la première partie, le choix de Penly n'est donc pas un hasard. Le chef de l'État pourra ainsi découvrir le chantier en cours de l'EPR 2 en Seine-Maritime : « *Nous sommes toujours sur une mise en service du premier réacteur en 2038* », confirme l'Élysée.

Recycler les combustibles

La deuxième partie, concernant la fermeture du cycle, vise à favoriser le recyclage des combustibles nucléaires pour les réutiliser et ainsi limiter la dépendance aux importations d'uranium et viser l'autonomie à horizon 2050. Le troisième item évoquera donc l'avenir des réacteurs modulaires, des réacteurs beaucoup

plus petits que les centrales existantes et vues par l'État comme une option intéressante pour accélérer l'électrification sur l'ensemble du territoire. « *L'envolée des prix du baril nous rappelle la dépendance aux énergies fossiles et la nécessité de nous améliorer au regard de l'électrification des usages* », continue-t-on au Palais, en évoquant le boom des véhicules électriques « *qui ont franchi le cap des 2 millions en 2024* » (en incluant les véhicules hybrides).

Pas sûr en revanche que le CPN normand ne provoque pas quelques remous tant l'énergie nucléaire reste décriée notamment pour [les déchets](#) qu'elle produit et pour les risques qu'elle engendre (voir Fukushima ou Tchernobyl)...

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Jeunesse et sports : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe](#)



Emmanuel Macron sera en Normandie jeudi : il présidera un Conseil de politique nucléaire à la centrale de Penly

Guillaume Sallard

6–8 minutes

Jeudi 12 mars 2026, le président de la République Emmanuel Macron sera présent en Normandie. Il présidera un Conseil de politique nucléaire depuis la centrale de Penly, près de Dieppe (Seine-Maritime). L'occasion pour lui de découvrir le chantier de l'EPR 2.



Jeudi 12 mars 2026, le président de la République Emmanuel Macron sera sur le site de la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime). Il y présidera un Conseil de politique nucléaire. Ce sera également l'occasion pour lui de visiter le chantier de construction de deux futurs réacteurs EPR 2. | ARCHIVES OUEST-FRANCE/ GUILLAUME SALIGOT

C'est une séquence consacrée à l'énergie nucléaire qu'[Emmanuel Macron](#) connaît cette semaine. Mardi 10 mars 2026, le président de la République accueillera à Paris le [deuxième sommet international nucléaire](#) qui réunira une soixantaine de pays. Son but : donner un nouvel élan à la relance de l'atome civil dans le monde. Un sommet qui fera suite à celui de Bruxelles, organisé en 2024.

Jeudi 12 mars, il prendra la direction de la Normandie, et plus précisément de la Seine-Maritime. Depuis le site de [la centrale nucléaire de Penly](#), il présidera un Conseil de politique nucléaire. Cette instance - qui rassemble plusieurs ministères, les autorités compétentes comme l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection), ainsi que les géants français EDF et Orano - décide d'orientations sur le programme de relance du nucléaire civil en France qui comprend notamment la construction d'au moins 6 nouveaux réacteurs.

Une première !

C'est la première fois que ce conseil est délocalisé, le choix s'est porté par l'Élysée sur le site de Penly puisque [les travaux de deux futurs réacteurs EPR2 sont en cours](#). Un [chantier titanesque](#) de démolition de falaise et de construction d'infrastructures en béton. Leur mise en service est prévue en 2038 pour le premier réacteur et un an plus tard pour le second.

Lire aussi : [Avec ses EPR2, EDF promet de construire aussi vite que les Chinois](#)

[Trois objectifs sont au programme de ce conseil, selon la Présidence de la République](#). Le premier : avancer sur la construction des six réacteurs nucléaires EPR 2 (à Penly en Normandie, Gravelines dans le Nord, et Bugey dans l'Ain). Tout comme sur l'éventualité de construire quatre paires de réacteurs supplémentaires.

Cette réunion vise à «permettre la bonne mise en route de

l'ensemble des chantiers d'ici la fin de l'année, et d'assurer la livraison des réacteurs dans les temps et dans les coûts», explique l'Élysée. Dans l'espoir d'éviter le dérapage du chantier de [l'EPR de Flamanville](#) (Manche), dont le coût avait été multiplié par six et la durée du chantier par quatre...

Emmanuel Macron, le président de la République, en visite à la centrale nucléaire de Penly

3–4 minutes

Jeudi 12 mars 2026, le président de la République, Emmanuel Macron, vient visiter le chantier de l'EPR 2 de la centrale nucléaire de Penly, près de Dieppe (Seine-Maritime).

Sur le même thème

[Centrale nucléaire de Penly](#)

[Emmanuel Macron](#)

[EPR](#)



Le président de la République, Emmanuel Macron, sera à la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime), jeudi 12 mars 2026.

©Archives – STEFANO RELLANDINI

Jeudi 12 mars 2026, la région dieppoise sera en ébullition.

Emmanuel Macron, le **président de la République**, vient visiter le chantier de l'**EPR 2** de la [centrale nucléaire de Penly](#) près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#).

Le président de la République avait annoncé en février 2022 un programme de construction de **six nouveaux réacteurs nucléaires** et une option pour huit autres avec une mise en service vers 2035 pour le premier d'entre eux, celui de [Penly](#).

« Un moment important »

À Penly, c'est un **conseil de politique nucléaire** qui se tiendra. C'est la première fois qu'il est délocalisé et le choix s'est porté sur Penly, « puisque des travaux ont déjà démarré », a justifié l'Élysée.

Ce rendez-vous sera l'occasion de faire des points d'étape sur la feuille de route de la politique nucléaire nationale, d'aborder où en sont les trois premières paires de réacteurs...

L'Élysée a rappelé que le président avait mis le [nucléaire](#) au cœur de sa politique, dès le premier mandat. Ce sera donc pour lui « un moment important d'être sur ce chantier ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Sa venue sera d'ailleurs historique puisque son cabinet assure que c'est la première fois qu'un président de la République se rend sur un chantier de construction de réacteur nucléaire en cours.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

« C'est lui-même qui a décidé de venir à Penly », notifie son équipe.

Le chantier de Penly dans les temps

L'Élysée a notamment rappelé que pour le moment, le chantier de l'[EPR2](#) à Penly « avance conformément au calendrier prévisible » et que le démarrage du premier réacteur était normalement prévu pour **2038**.

Lors de ce rendez-vous, plusieurs ministres seront aussi présents, à l'image de Roland Lescure, ministre de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique ou encore Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Il y aura aussi, bien évidemment, le président-directeur général d'EDF, Bernard Fontana ou encore des représentants de l'ASN, l'Autorité de sûreté nucléaire.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Après le décès d'un collégien d'Yvetot, élèves et professeurs toujours sous le choc

Brice Recotillon

6-8 minutes

Depuis l'annonce du décès d'un élève de 3e lors d'un voyage scolaire en Grèce, les membres du collège Bobée d'Yvetot sont toujours sous le choc. Un important dispositif d'accompagnement psychologique a été mis en place, ce lundi 9 mars 2026.



Après le décès d'un collégien d'Yvetot, le collège Bobée panse ses plaies. - Paris Normandie



Publié: 9 Mars 2026 à 17h58 Temps de lecture: 2 min

L'information du drame a largement dépassé les frontières de la

capitale du pays de Caux. [Comme annoncé dans ces colonnes](#), un voyage scolaire en Grèce auquel participaient deux classes de troisième du collège Bobée d'Yvetot, a tourné au drame.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une chute mortelle

Dans la soirée du 5 au 6 mars 2026, un garçon de 14 ans a chuté de plusieurs mètres d'une fenêtre de l'auberge de jeunesse où le groupe séjournait jusqu'au lendemain. Malgré une rapide prise en charge des secours, le décès du jeune homme sera déclaré à l'hôpital. Plongeant ses 62 camarades et six accompagnants dans le désarroi. *« Sur place, les professeurs ont fait ce qu'il fallait pour essayer de préserver au maximum les élèves »*, confie à Paris Normandie un parent dont la fille participait au séjour en Grèce.

Le directeur de l'établissement, Olivier Chaput, a maintenu à distance un lien essentiel avec les professeurs accompagnateurs. *« Mgr Lebrun a apporté son appui auprès du chef d'établissement. C'était important de la faire car il portait ça seul »*, exprime Dominique Beloeil, directeur du diocèse de Rouen.

En pleine nuit, des membres du CUMP (cellules d'urgence médico-psychologique) ont accueilli les parents d'élèves.

Dominique Beloeil, Directeur du diocèse de Rouen

Le retour en France s'effectuera, comme prévu avant le drame, dans la soirée du vendredi 6 mars où un comité d'accueil les attendait. *« En pleine nuit, des membres du CUMP (cellules d'urgence médico-psychologique) ont accueilli les parents d'élèves qui ont perdu leur camarade. Il y avait un peu un traumatisme, cette idée qu'un adolescent est mort. Pour les parents, ça aurait pu être le leur, explique Dominique Beloeil. Ils ont ensuite échangé avec les jeunes qui avaient perdu leur camarade et leur ont expliqué ce qu'ils allaient faire dans les jours qui viennent. »*

Dans la journée du samedi 7 mars 2026, ce sont les professeurs accompagnateurs qui ont bénéficié d'un suivi psychologique du

CUMP. Le tout, en étroite collaboration avec Olivier Chaput et ses adjoints, afin de ne pas culpabiliser les professeurs sur une potentielle responsabilité. Les circonstances exactes du drame restent à déterminer. Une enquête ouverte par la brigade de recherche de la gendarmerie d'Yvetot tentera d'y répondre.

Retour des élèves

La journée du lundi 9 mars 2026, marquant le retour en cours des deux classes de troisième, a été particulièrement lourde. Une chape de plomb s'est posée aux abords du collège, où les échanges entre les élèves de l'établissement catholique et les personnes extérieures étaient quasiment impossibles. « *Laissez-nous du temps* », conseille à *Paris Normandie* un professeur. Certains camarades présents lors du voyage scolaire n'ont pas eu la force de revenir en cours. « *Ma fille est restée à la maison aujourd'hui. Elle n'a pas voulu aller à l'école. On essaie de lui parler, mais je pense qu'ils vont faire leur deuil ensemble, entre camarades et professeurs* », poursuit le père d'une collégienne.

On bénéficie d'un triple accompagnement au collège Bobée

La journée de reprise a donc été consacrée à l'écoute personnalisée des élèves, professeurs, et personnels souhaitant mettre des mots sur des émotions. Pas moins de seize psychologues étaient à leur chevet. Un dispositif de grande ampleur à la vue des événements.

« *On bénéficie d'un triple accompagnement au collège Bobée, détaille Dominique Beloeil. Il y a le Samu à travers la cellule d'urgence médico-psychologique. Ensuite il y a une deuxième structure, c'est le rectorat, puisqu'on a une cellule psychologique avec des psychologues au rectorat, et puis on a la direction Diocésaine, qui s'appuie sur une structure de l'enseignement catholique qui s'appelle le Centre de Consultation Psychopédagogique et qui a aussi des psychologues sur l'Eure et la Seine-Maritime.* »

Le dialogue est donc privilégié par les professionnels de santé pour atténuer les effets du traumatisme. Le temps du deuil s'effectuera dans un deuxième temps. Celui du rapatriement du corps de la victime suivi de l'inhumation, dont les dates ne sont pas encore connues.

Lire aussi



[Jeunesse et sports : les propositions des candidats aux municipales à Yvetot](#)



[Municipales 2026 : six grands axes pour la liste « En commun pour demain », à Terres-de-Caux](#)



"Tous les élèves sont en deuil" : au collège Bobée d'Yvetot, des psychologues dépêchés après la mort d'un adolescent - ICI

Lila Lefebvre

5-7 minutes

Le collège privé d'enseignement catholique Bobée d'Yvetot accueille un millier d'élèves. © Radio France - Lila Lefebvre

Diffusé le mardi 10 mars 2026 à 6:31

Publié le mardi 10 mars 2026 à 6:31

Une cellule psychologique a été mise en place ce lundi 9 mars, au collège Bobée d'Yvetot, après la mort d'un élève de troisième, dans la nuit du 5 au 6 mars lors d'un voyage scolaire à Athènes, en Grèce.

"C'est un deuil qui impacte une collectivité, une institution." Ce lundi 9 mars 2026, une cellule psychologique composée de 17 soignants a été mise en place au collège privé catholique Bobée à Yvetot. L'établissement, qui compte 1.000 élèves, a perdu un élève de 14 ans dans la nuit du 5 au 6 mars, [victime d'une chute mortelle à Athènes](#), en Grèce, où il était en voyage scolaire.

Ce lundi matin, c'est la première fois que les élèves retrouvent les grilles blanches du collège Bobée. Tous ont été mis au courant dans le week-end. David s'attarde un peu avant de laisser entrer sa fille scolarisée en sixième : *"On a reçu régulièrement des mails de la part de M. Chapuis, le principal du collège, pour nous tenir informés de ce qu'il s'est passé en Grèce. C'est choquant parce qu'on laisse*

nos enfants partir en voyage scolaire, et puis notre enfant revient les pieds devant, ce n'est pas logique. On a tous été très touchés."

17 soignants au collège

Les 62 élèves qui étaient en Grèce, leurs six accompagnateurs ont été reçus par des secouristes de la CUMP (cellule d'urgence médico-psychologique) de la Seine-Maritime **dès leur retour à Yvetot dans la nuit de vendredi à samedi**. Sandrine Élias, médecin-psychiatre à l'hôpital du Rouvray à Sotteville-lès-Rouen, est coordinatrice de la CUMP : *"Plusieurs personnes de la cellule d'urgence étaient à la sortie des cars, mais pas pour organiser un débriefing parce que, à 2 heures du matin, c'est hors sujet, mais pour accompagner un peu les familles et leur dire qu'un temps d'échanges leur serait proposé."*

Ce lundi, **17 soignants étaient donc dans l'établissement** : cinq médecins ou infirmiers de l'hôpital psychiatrique du Rouvray, auxquels s'ajoutent huit psychologues dépêchés par le rectorat. Le diocèse de Rouen, dont dépend le collège, a trouvé quatre autres psychologues. Ils sont à disposition du groupe qui était en Grèce mais également de tous les élèves, enseignants ou parents qui le souhaitent.

La cellule reconduite mardi 10 mars

"Les 1.000 élèves sont tous concernés, c'est un deuil qui impacte une collectivité, une institution, explique Sandrine Élias. Ce n'est jamais une obligation. On se met à disposition des élèves et de leurs familles et, en général, les élèves arrivent rassemblés par petits groupes déjà spontanément constitués. Concernant quand même les personnes les plus impactées, on se rapproche d'eux pour voir quel est le réel besoin."

La cellule psychologique sera reconduite ce mardi 10 mars au sein de l'établissement. Une enquête a été ouverte par la police grecque, qui s'oriente vers un accident. Parallèlement, le procureur

de la République de Rouen a ouvert une enquête miroir "*en recherche des causes de la mort*". Enquête confiée à la brigade de recherches de la gendarmerie d'Yvetot, mais qui n'a pas vocation à mener des investigations sur les circonstances du drame. En revanche, elle pourrait permettre, si besoin, de mener des auditions complémentaires à la demande des autorités grecques.

- [Yvetot](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- ICI
- [Secours – Pompiers](#)
- [Collège](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

Une cellule de soutien psychologique au collège Bobée d'Yvetot

Focus sur les élections municipales à Évreux

Sur le même thème

[Passer la section](#)

Un cycliste grièvement blessé dans un accident avec un camion au Petit-Quevilly

Paris Normandie

1-2 minutes

Un cycliste a été gravement blessé dans un accident impliquant un camion le 9 mars 2026 au Petit-Quevilly.



Publié: 10 Mars 2026 à 06h59 Temps de lecture: 1 min

Un accident s'est produit le 9 mars vers 15h30 rue Lucien Vallée au [Petit-Quevilly](#), impliquant un poids lourd et un cycliste.

Urgence absolue

D'après les pompiers qui ont porté assistance à la victime, le cycliste, un homme de 46 ans, a été transporté par le Smur, en état d'urgence absolue et médicalisé au CHU de Rouen.

Lire aussi



« On rebouche jusqu'à 30 nids-de-poule par jour » : à Rouen, l'hiver a mis les routes à rude épreuve

Robin Rioult

6-7 minutes

L'hiver touche à sa fin et comme chaque année, il a fait beaucoup de dégâts sur nos routes. Un phénomène bien connu des services de la Métropole de Rouen, qui doivent redoubler d'efforts pour réparer des chaussées fragilisées par la météo.



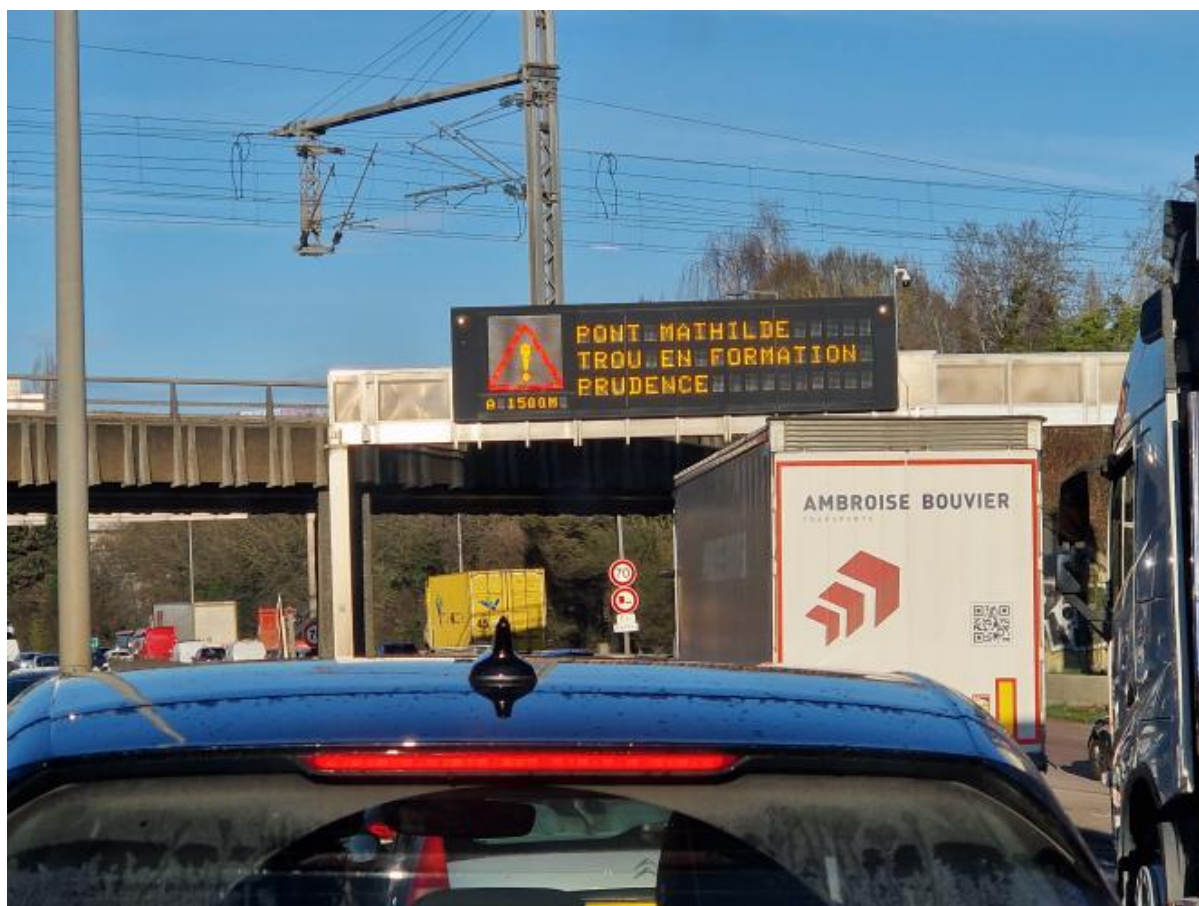
À Rouen, une équipe de 4 à 6 agents est chargée quotidiennement de la réparation des nids-de-poule. - Photos d'archives BORIS MASLARD - PND

Publié: 9 Mars 2026 à 17h02 Temps de lecture: 1 min

S'il y a bien un sujet qui énerve les automobilistes et les motards, ce sont les nids-de-poule. Réguliers comme du papier à musique, ils sont une malheureuse constante dans une Métropole comme celle de Rouen. Et, sans surprise, ils frustrant. « *Il est peut-être temps de reboucher le méchant nid-de-poule sur le pont Mathilde* », lâche un internaute dans une publication très partagée sur Facebook.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« *Toute la côte de Fond-du-Val est blindée de trous* », se désole une autre. « *Ils sont venus en réparer un peu et c'est déjà recassé.* »



Dans la matinée du 2 mars, il était conseillé aux automobilistes de rester vigilant quant aux nids-de-poule sur le Pont Mathilde à Rouen. - Mélanie Bourdon - PND

Pourtant, cette année, la situation n'a rien d'exceptionnel. Il est bon de rappeler que la Métropole et la Ville de Rouen ont [de quoi faire en matière d'infrastructure](#). Rien qu'à Rouen elle-même, il faut

prendre en charge près de 300 kilomètres de voirie. Autant dire que les équipes des services et Manuel de Araujo, directeur du pôle proximité sur le territoire de Rouen, ne manquent pas de travail.

Lorsqu'on lui parle de nids-de-poule, ce fonctionnaire n'est pas surpris. *« Ce sont vraiment des situations accentuées par les conditions climatiques. »*

Après le gel viennent les nids-de-poule

Les nids-de-poule sont généralement causés par [les cycles successifs de gel et de dégel sur les routes](#). Ils se forment après une infiltration d'eau sous la chaussée. Pendant les périodes de gel, cette eau se solidifie en glace qui, en gonflant, soulève la surface de la route. Puis, au dégel, la glace fond et s'écoule, laissant un vide qui ne soutient plus la chaussée affaiblie. Le passage des véhicules provoque alors de petits effondrements.

C'est un travail chronophage, mais on sait que l'on doit y passer de janvier à mars.

Manuel de Araujo, Directeur du pôle proximité sur le territoire de Rouen

« Nous avons eu beaucoup d'eau dernièrement, comme tout le monde a pu le constater, donc le sol a été infiltré, l'eau a gelé et les routes ont gonflé », souligne Manuel de Araujo. Et les fissures se forment rapidement. *« Vous pouvez passer dans une rue un jour et il n'y a rien, et le lendemain, ou le surlendemain, le nid-de-poule est là. »*

En vérité, la chaussée n'a pas besoin d'être particulièrement froide pour lancer ce processus. *« Quand on dépasse la barre des moins quatre, moins cinq degrés, les conséquences sont les mêmes que si le sol était à moins douze. »*

« C'est un travail chronophage »

À l'heure où la douceur et le soleil sont déjà de retour, les nids-de-poule sont une priorité pour les services de la Métropole. *« C'est un*

travail chronophage, mais on sait que l'on doit y passer de janvier à mars. On a des dépenses de voirie qui augmentent jusqu'à 50% dans ces périodes. »

Rien que sur le pôle de Rouen, une équipe de quatre à six personnes s'en occupe au quotidien.

Une fois repérés, ils sont pris en charge à [l'aide d'un camion spécialisé, acheté en 2022](#), qui peut régler les soucis en une dizaine de minutes. Rien qu'à Rouen, en moyenne, entre 2 000 et 2 500 nids-de-poule sont repérés chaque année « *En ce moment, on rebouche entre 20 et 30 nids-de-poule par jour* », souligne Manuel de Araujo. Si sur les réseaux sociaux les esprits s'échauffent, les services dédiés sont donc loin de laisser « *les poules faire leurs nids.* »

Lire aussi



[Métropole de Rouen : un groupe politique de petites communes qui monte, qui monte](#)



Près du Havre. Des gendarmes ont immobilisé un conducteur roulant à 188km/h

Luc Gallais

~2 minutes

Lors d'une opération coordonnée de sécurité routière (OCSR), menée samedi 28 février, mais rendue publique lundi 9 mars, les gendarmes de la brigade territoriale autonome d'Epouville ont procédé à des contrôles de vitesse pour des usagers de la route départementale 489.

La BMW du conducteur a été mis en fourrière

Sur cet axe fréquenté, en deux fois deux voies où la vitesse est limitée à 110 km/h, huit infractions ont été relevées par les militaires ce jour-là. La plus notable ? Un automobiliste a été flashé à 188km/h, soit [un grand excès de vitesse, considéré comme un acte délictueux](#). L'homme au volant a été placé en garde à vue par les gendarmes, son véhicule, une [BMW](#), a été mis en fourrière. Il a été condamné à six mois de suspension de son permis de conduire, 500€ d'amende et un stage de [sécurité routière](#), avant une nouvelle convocation ultérieure devant la justice.

Six autres infractions

Six autres infractions ont été relevées pour des vitesses supérieures entre 20 et 30km/h au-dessus de la limite autorisée, les conducteurs ayant écopé d'une amende de 135€ et d'un retrait de deux points sur leur permis de conduire.

Entre Tancarville et Le Havre. Une voiture prend feu en pleine circulation sur l'A131 : pompiers et gendarmes mobilisés

Cédric Thomire

~1 minute

Les sapeurs-pompiers sont intervenus lundi 9 mars sur l'autoroute A131 pour un [véhicule en feu](#). L'incendie s'est déclaré peu après 10h30, à hauteur de la commune de Saint-Vigor-d'Ymonville, dans le sens Tancarville - Le Havre.

Aucun blessé

Le feu n'a fait aucun blessé. Une seule personne se trouvait à l'intérieur du véhicule. Les gendarmes du peloton motorisé de Saint-Romain-de-Colbosc sont intervenus pour sécuriser les lieux.

La voiture a été retirée et la Dirno est intervenue pour le nettoyage de la route.

Violences conjugales : les premières victimes pourront bénéficier du "Pack Nouveau Départ" dès avril en Seine-Maritime - ICI

Marianne Naquet

5-7 minutes

Ludivine Privat, coordinatrice du Pack Nouveau Départ à la CAF 76. © Radio France - Marianne Naquet

Diffusé le lundi 9 mars 2026 à 7:44

Publié le lundi 9 mars 2026 à 7:44

Au lendemain du 8 mars, journée internationale des droits des femmes, on fait un point sur la lutte contre les violences conjugales avec le lancement du Pack Nouveau Départ, ce dispositif initié depuis fin novembre en Seine-Maritime, piloté par la Caisse d'allocations familiales.

C'est un dispositif lancé en novembre en Seine-Maritime. Le département a été choisi pour expérimenter [le "Pack Nouveau Départ"](#). Ce dispositif déjà déployé dans plusieurs départements, piloté par la CAF, qui vise à accompagner les victimes de violences conjugales lorsqu'elles souhaitent quitter leur conjoint violent.

L'idée du Pack Nouveau départ **est d'aider à un départ définitif**, explique sur ICI Normandie Ludivine Privat, coordinatrice du dispositif à la Caisse d'allocations familiales de Seine-Maritime, invitée de ICI Normandie ce lundi 9 mars 2026. *"Ce Pack a deux volets : le premier volet, c'est l'aide universelle d'urgence qui est versée depuis un petit moment et aujourd'hui donc on est un*

département toujours expérimental pour mettre en place le Pack Nouveau départ."

Toute personne qui se déclare victime de violences conjugales peut bénéficier de *"cette mise en réseau pour être aidée pour partir définitivement de façon sécurisée et rapide"*. Il n'y a **pas besoin de déposer plainte** ou d'avoir engagé une quelconque procédure.

"Il suffit d'en faire part à ceux qu'on appelle "des détecteurs". Ce sont les assistantes sociales, ça peut être les agents d'accueil de la CAF, ce sont les forces de police, de gendarmerie. À partir du moment où on exprime cette violence et le désir de se séparer de l'auteur des violences ou bien qu'il y a un risque d'y retourner aussi, la victime nous sera orientée."

Un seul interlocuteur pour toutes les démarches

La seule condition à remplir, c'est de résider en Seine-Maritime et d'être d'accord pour bénéficier **d'un accompagnement via un seul interlocuteur**. C'est essentiel, *"parce que souvent les personnes, quand elles doivent faire des démarches, et qu'elles sont victimes de violences, elles sont d'autant plus vulnérables."* Si des accompagnements existent, les femmes *"doivent aller à la CAF faire des démarches, à la CPAM, à l'Éducation nationale, trouver peut-être un nouveau logement. À chaque fois, elles doivent se déplacer. Vraiment, l'ADN de ce Pack Nouveau Départ, c'est que ce ne sont plus les victimes qui se déplacent mais ce sont bien les partenaires qui viennent vers la victime"*. Dès **le mois d'avril, les premières victimes pourront être orientées**.

Ce dispositif a fait ses preuves dans le Val-d'Oise, pionnier de l'expérimentation. *"On a été en lien notamment avec le Val-d'Oise, qui nous a fait part de son expérience. C'est une cinquantaine de personnes qui sont entrées dans ce dispositif et j'ai eu la chance d'écouter des témoignages de femmes. Elles expriment vraiment tout ce que ça a pu leur apporter et le fait qu'aujourd'hui, en fait, elles se sont séparées de l'auteur des violences."* **5 000 femmes sont [victimes de violences en Seine-Maritime](#)** selon des chiffres

donnés en 2024 par les forces de l'ordre. Dans le Val-d'Oise, ce dispositif a permis en deux ans à 192 femmes victimes de violences conjugales de prendre un nouveau départ. Pour rappel, en cas de violences, on peut composer le 17 pour appeler les forces de l'ordre. Il y a également le numéro 3919 pour joindre Violences Femmes Info.

Le 3919 est un numéro d'écoute, d'information et d'orientation pour les femmes et est gratuit. © Radio France

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Violences sexistes et sexuelles](#)
- [Justice](#)
- [Femmes](#)
- [Violences conjugales](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : ICI matin, l'invité ICI Normandie

[Passer la section](#)

Dr Ahmed Benhammouda, président de la Ligue contre le cancer en Seine-Maritime

"C'est beaucoup plus rassurant" : choisir que son chauffeur Uber soit une femme, c'est désormais possible à Rouen - ICI

Sarah-Yasmine Ziani

5-7 minutes

Laetitia Brossard a son entreprise de VTC "My Personal Chauffeur" à Rouen, et effectue aussi des courses via la plateforme Uber © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Publié le mardi 10 mars 2026 à 5:57

L'option existe depuis novembre 2024 à Paris et elle vient d'arriver à Rouen : pouvoir choisir que le conducteur de son Uber soit une femme. Pour les Rouennaises que nous avons interrogées, c'est un moyen de se sentir plus en sécurité et pour les conductrices aussi.

Sortir de soirée, se rendre à la gare ou à l'aéroport, commander un VTC via la plateforme Uber et pouvoir choisir que le conducteur soit...une conductrice. C'est désormais possible à Rouen (Seine-Maritime) : l'application de VTC propose aux clientes femmes une option qui leur permet d'être conduites par des femmes. **La fonctionnalité est apparue en novembre 2024 à Paris**, le but : renforcer le sentiment de sécurité à la fois pour les femmes chauffeurs et pour les clientes.

Cela fait deux ans que Laetitia Brossard est devenue chauffeur VTC. "J'ai un Peugeot 3008 dernière génération. Les clients sont ravis du confort", sourit-elle, les mains sur le volant. Les clientes, elles, sont souvent ravies de pouvoir choisir leur chauffeur. "En

tant que femme, j'estime que c'est un privilège d'être conduite par une femme."

Pour ça, il suffit de cliquer sur le bouton "Uber by Women" dans l'application. *"Elles se sentent rassurées d'avoir une femme au volant, explique la conductrice. Car l'apparence du chauffeur compte beaucoup, "parce que c'est ce qu'on dégage et les clientes peuvent se sentir en insécurité par la conduite, par l'intrusion dans les questions. On les ramène souvent chez elles, à leur domicile, donc c'est leur vie privée. Elles ont besoin de se sentir en sécurité, c'est très important."*

"Une présence masculine, c'est toujours un peu malaisant le soir"

Mais alors, qu'en pensent les Rouennaises, de cette nouveauté ? *"Je trouve ça plus rassurant. Quand on rentre le soir, c'est vrai que ça peut être dangereux. Quand c'est un homme, on n'est pas tout de suite rassurée",* confie Héroïse. Même avis pour Cassie : *"Pour les femmes, c'est quand même beaucoup plus rassurant. Il n'y a pas à se poser de question, il y a moins de stress". "Avoir une présence masculine le soir, même s'il n'y a pas forcément des attentions étranges derrière, c'est toujours un peu malaisant, le soir",* estime Louisa.

Quant à Célestine, elle pense utiliser la fonctionnalité le soir même pour rentrer d'une fête avec une copine : *"Quand il est 4h ou 5h du matin, on n'a pas forcément nos parents ou des amis qui sont sur leur téléphone pour nous venir en aide s'il y a un problème."*

Et puis c'est aussi bénéfique pour les conductrices elles-mêmes : Laetitia Brossard, par exemple, a développé [son entreprise de VTC "My Personal Chauffeur"](#) avec des clients privés qu'elle connaît bien. Mais quand elle effectue des courses via Uber : *"J'évite les trajets de nuit pour conduire des hommes",* indique-t-elle. Elle s'assure aussi que la personne qui a commandé le Uber est bien le passager : *"Parce que quelqu'un peut commander un Uber pour*

quelqu'un d'autre. Donc il peut y avoir aussi de l'insécurité pour le chauffeur qui veut faire du "By women" et qui se retrouve finalement avec un homme parce que c'est une femme qui a commandé pour lui."

En 2019, les témoignages de violences et d'agressions sexuelles subies dans les VTC s'étaient multipliés [sur les réseaux sociaux via le hashtag #UberCestOver.](#)

Pour afficher ce contenu X (anciennement Twitter), vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux.**

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

- [VTC – Voiture de transport avec chauffeur](#)
- [Taxis](#)
- [Femmes](#)
- [Uber](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Un homme de 30 ans a été interpellé ce samedi soir à Rouen, au

Le Havre. Pourquoi le mur dédié aux victimes de féminicides a-t-il déjà été effacé ?

4–5 minutes

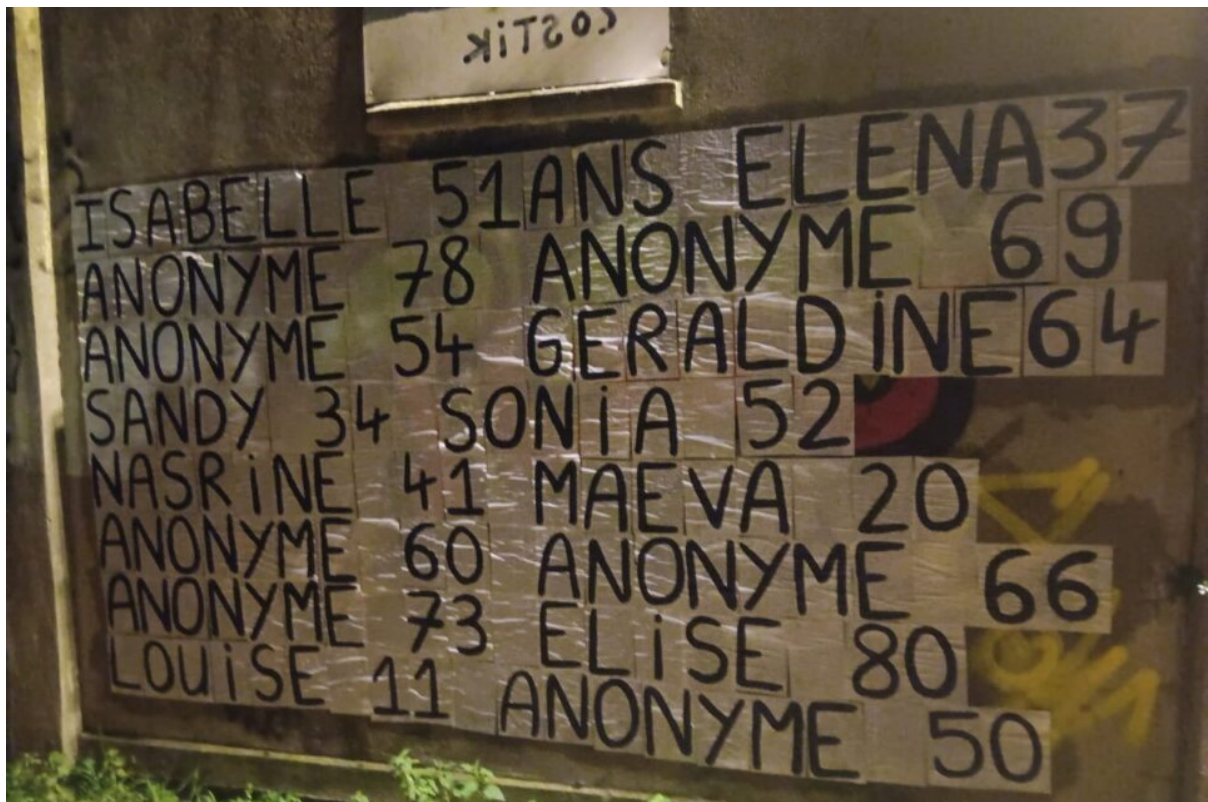
Deux jours après leur apparition le 2 mars 2026, les noms des victimes de féminicides de 2025 ont déjà disparu au Havre. Un nettoyage qui n'est "pas une prise de position".

Sur le même thème

[Droits des femmes](#)

[Féminicide](#)

[Féminisme](#)



Les noms des 167 victimes de féminicides en 2025 ont été effacés par la Mairie du Havre avant le 8 mars 2026. (©photo transmise)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 9 mars 2026 à 19h00

Lundi 2 mars 2026, l'escalier Montmorency [au Havre](#) était devenu [le lieu d'un « femmage »](#), c'est-à-dire un **hommage aux femmes victimes de féminicides** en 2025, sous la forme de collages indiquant chaque nom et âge. Deux jours plus tard, ces lettres avaient **déjà disparu**, laissant de nouveau apparaître de très nombreux tags.

À la demande d'un riverain

Ce nettoyage express n'était pas l'œuvre d'une personne opposée aux messages des collages, mais bien celle de la Municipalité. « Les services de la Ville sont effectivement intervenus dans l'escalier Montmorency **suite au signalement d'un riverain**. Comme à leur habitude, les services de nettoyage de la Ville interviennent pour retirer les affichages non autorisés sur l'espace public, sans aucune considération politique ou idéologique », précise la Ville du Havre.

« L'intervention du nettoyage du collage dans l'escalier Montmorency **ne constitue pas une prise de position** de la Ville tant sur le message que sur le mouvement », assure le message municipal.

Pourtant, ce n'est pas ainsi que cette action a été reçue. Sur les réseaux, plusieurs messages affichent plus que de l'agacement face à l'effacement des collages, avant même la **date symbolique du dimanche 8 mars**, [journée internationale de lutte pour les droits des femmes](#).

« Nettoyer leurs noms au karcher c'est comme les tuer une seconde fois »

Sur le compte « collages_féminicides_lehavre » on peut lire « Edouard Philippe, sachez que cette décision nous scandalise. Nous sommes en deuil pour ces 167 victimes de féminicides et nettoyer leurs noms au karcher c'est comme les **tuer une seconde fois**, puisque c'est les faire disparaître une seconde fois ».

Ce compte Instagram n'est pas le seul espace d'émotion sur le sujet. Des militantes se sont rendues sur place et ont trouvé d'autres riverains attristés. « Ils sont passés pour nettoyer le lendemain matin, puis le sur-lendemain encore. Ils ont été très vite », témoigne une habitante.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Sur les réseaux sociaux, les commentaires montrent principalement de **l'incompréhension et de l'agacement**. « Donc les tags ça dérange personne mais par contre les noms de femmes victimes de féminicide ça gêne ? », s'interroge une internaute. Parmi les réactions, beaucoup soulignent qu'il aurait été moins brutal d'attendre la semaine suivante, **après le 8 mars**.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Une autre précise qu'elle avait l'intention de venir **s'y recueillir le week-end**, trois jours plus tard. « Dégoûtée, je souhaitais venir voir votre travail et le photographe... J'espérais avoir un peu de temps... Je voulais cependant saluer votre femmage et votre engagement... Bravo », ajoute encore un autre commentaire.

Que dit la loi ?

Les collages, tout comme les graffitis, sont **interdits** en dehors des espaces urbains autorisés. Le collage, qui n'abîme pas la surface et reste éphémère, est néanmoins moins sévèrement puni que les tags, plus pérennes et coûteux à effacer.

Les auteurs peuvent se voir condamner d'une **amende administrative de 1 500 €**, voire davantage en cas de récidive ou de dégradation d'un bâtiment classé.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu.](#)

TÉMOIGNAGE. "Sans curatelle, je serais à la rue" : en France, 1 million de majeurs sont sous protection juridique

Écrit par Myriam Libert

4-6 minutes

Publié le 09/03/2026 à 06h30

Temps de lecture : 2 min

En France, près d'un million de personnes majeures bénéficient d'une protection juridique. Tutelle, curatelle, quelles réalités recouvrent ces mots ? Bien souvent des idées reçues, alors que ces mesures permettent d'améliorer la vie des personnes vulnérables. Rencontre avec Sarah qui a été sauvée, dit-elle, par cette procédure.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Sarah est sous curatelle depuis 23 ans. Elle peut retirer son argent à la banque, n'a besoin de personne pour faire ses courses, et finance même sa passion pour les poupées qui ornent son appartement.

En revanche, elle confie à Hélène Auvré, sa mandataire, toute une partie de ses démarches administratives.

Ce matin-là, Hélène se rend chez Sarah pour l'aider avec ses papiers. Même si elle se félicite aujourd'hui d'être capable de faire certaines démarches. *"Je me suis débrouillée toute seule !"*.

"Quelle évolution, Sarah", la félicite sa mandataire.

Sarah a beaucoup changé en 20 ans. En difficulté, souvent à découvert, elle avait demandé elle-même à être placée sous protection juridique, comme le sont près d'un million de Français.

Sans curatelle, je serais à la rue. J'avais un revenu, je payais les factures mais j'avais du mal à gérer l'argent.

Sarah, placée sous curatelle depuis 23 ans

Une personne qui bénéficie d'une curatelle est autonome dans sa vie de tous les jours, mais doit être accompagnée quand il s'agit d'actes ou de moments importants.

Le plus souvent, ces bénéficiaires sont des personnes qui souffrent de troubles psychiatriques, comme c'est le cas pour Sarah, qui s'est pourtant bien accommodée de la situation. *"J'ai 220 euros tous les 15 jours, et j'ai commencé par 50 euros tout au début avec Mme Auvré justement"*, explique-t-elle.

VIDEO - voir le reportage de A. Deshayes et F. Pesquet :

durée de la vidéo : 00h02mn05s



Sarah est sous curatelle depuis 23 ans, une mesure qui lui a évité de sombrer • ©FTV

"La mesure de curatelle, qui est la mesure la plus prononcée par les tribunaux, est une mesure d'assistance. Ce sont des personnes qui ont des difficultés à faire leurs démarches administratives et de gestion financière et patrimoniale", explique Hélène Auvré, mandataire judiciaire à la protection des majeurs à l'UDAF 76.

Il existe une autre mesure, [la tutelle, moins souple que la mesure de curatelle](#). La tutelle concerne des personnes majeures qui ne sont pas en mesure d'effectuer des actes de la vie civile et de veiller sur leurs intérêts. Le juge des tutelles désignera alors un tuteur, qui représentera la personne protégée.

Tutelle ou curatelle, ces accompagnements permettent de garder ses repères, de sortir de la pauvreté, ou d'éviter de sombrer.

Le grand public a l'image d'une personne qui gère des documents et de l'argent derrière son ordinateur. Mais c'est surtout une relation très humaine, où on est au cœur du quotidien des personnes. Le but n'est pas de normaliser leurs vies, mais c'est de les aider à prendre la meilleure décision pour eux.

Hélène Auvré, mandataire judiciaire à la protection des majeurs à l'UDAF 76

Le métier de mandataire devrait prendre de plus en plus d'importance dans l'avenir. Ces mesures de protection pourraient même doubler d'ici 2040 avec le vieillissement de la population.

Quant à Sarah, elle envisage aujourd'hui de déménager, car elle peut dorénavant envisager l'avenir sereinement. Elle est *"plus zen"*, conclut-elle dans un éclat de rire.

Avec Arthur Deshayes

À Rouen, la discothèque le So et ses dirigeants renvoyés devant le tribunal correctionnel

Sylvain Auffret

5-6 minutes

INFO PN. Le 18 mars 2026, le club le So et ses gérants seront jugés au tribunal correctionnel de Rouen pour vente d'alcool à une mineure et subornation de témoin. Début 2026, ils avaient contesté leur fermeture de 2 mois devant le tribunal administratif.



Les gérants de la boîte de nuit Le So seront jugés par le tribunal judiciaire de Rouen le 18 mars 2026. - Archives Paris Normandie

Publié: 9 Mars 2026 à 19h15 Temps de lecture: 2 min

Après [le tribunal administratif](#), le correctionnel. Après la fermeture du 19 décembre 2025 au 19 février 2026, contestée devant le tribunal administratif, la discothèque le So sera jugée au tribunal correctionnel de Rouen le 18 mars. Ses deux gérants devront répondre de vente d'alcool à une mineure et de subornation de témoin. Cette dernière infraction avait fait l'objet d'une procédure distincte initiée lors de l'enquête ouverte pour le viol de la mineure à qui l'établissement est accusé d'avoir vendu de l'alcool.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Enquête pour viol à l'extérieur

Dans la nuit du 19 au 20 septembre 2025, une bouteille de vodka a été servie à un groupe de sept clients tous majeurs, exceptée l'adolescente en question âgée de 17 ans. Celle-ci y consommera un verre, comme elle le précisera lorsqu'elle sera entendue dans le cadre de la procédure. Sans qu'il ne soit établi l'heure de sa sortie de l'établissement, la mineure de 17 ans sera retrouvée vers 8h du matin sur le parking près du So, avec un taux d'alcool de 1,12g d'alcool par litre de sang, et venant d'être victime à proximité de l'établissement d'un viol. Les deux gérants sont soupçonnés d'avoir sollicité la mineure pour qu'elle produise une attestation confirmant qu'elle n'avait pas consommé d'alcool dans l'établissement.

Des faits intégralement contestés

Lors de l'audience devant le tribunal administratif, devant lequel ils ont attaqué par [deux fois](#) l'arrêté préfectoral les faisant fermer, leur avocat avait indiqué que l'âge correct de la jeune fille n'avait pas été donné à l'entrée, puis que l'alcool avait été vendu à un des membres du groupe et non pas à elle directement. Concernant la subornation de témoin, les gérants la contestent également, faisant valoir qu'ils n'ont usé d'aucune « promesse, offre, présent, pression, menace, voie de fait, manœuvre ou artifice » comme le prévoit [l'article du Code pénal](#), pour obtenir un écrit qui ne

comporte pas d'attestation mensongère selon eux.

Le So risque une peine d'amende pour la vente délictuelle et pour ses dirigeants jusqu'à trois ans d'emprisonnement, 45 000 euros d'amende pour la subornation et en peine complémentaire une interdiction de gérer.

Lire aussi



Métropole de Rouen : un groupe politique de petites communes qui monte, qui monte



Municipales 2026. Au Houlme, Patricia Parmain présente une deuxième liste de gauche



À l'université de Rouen, la seule formation de la région pour les futurs profs de musique va disparaître

5–6 minutes

Le Master « M2E Éducation musicale », qui forme les étudiants aux métiers de l'enseignement de la musique, n'ouvrira pas à la rentrée 2026 malgré la mobilisation. Précisions.

Sur le même thème

[Musique](#)

[Université de Rouen](#)



L'université de Rouen ne formera plus les futurs enseignants en musique à la rentrée. (©JB/76actu/Illustration)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 10 mars 2026 à 6h48

Fausse note pour la rentrée 2026 à l'université de [Rouen](#). Les étudiants en L3 musicologie ont appris récemment que la formation M2E (pour Métiers de l'Enseignement et de l'Éducation) Éducation musicale, formant les futurs enseignants en musique, **ne sera pas dispensée en septembre**, après le vote du conseil d'administration de l'UNR (Université Rouen Normandie) le 30 janvier dernier.

La seule formation de Normandie stoppée

« On a été mis au courant par un professeur, raconte Niels, délégué étudiant en L3 musicologie. Il y a un sentiment d'abandon général. » **Six étudiants** de sa promotion, sur une trentaine en tout, seraient intéressés par cette formation, qui ne sera plus du tout dispensée dans l'académie de Normandie.

Alors ils se sont mobilisés. Ils étaient environ 70 selon les dires de Niels, **jeudi 5 mars** après-midi à [Mont-Saint-Aignan](#) avec les syndicats (Union Etudiante, FEDER, CGT FERC, SNAM CGT et SNEF-FSU), pour briser le silence de la présidence de l'université, **qui a finalement reçu quelques délégués**.

« On a fait face à un mur, qui nous a dit qu'il ne reviendrait pas sur sa décision », regrette Niels, qui annonce vouloir continuer à se battre, dès **ce mardi 10 mars devant le rectorat**, dans le cadre d'une mobilisation plus large contre la baisse des budgets. Selon nos informations, la rectrice a accepté de les recevoir jeudi 12 mars.

L'université donne ses raisons

Contactée, la présidence de l'université nous a renvoyés vers un communiqué de presse, publié lundi 9 mars. La décision est justifiée par la **réforme nationale de la formation des enseignants**. Désormais, ils seront recrutés à bac + 3, au lieu de bac + 5, et payés dès leur première année de master M2E, qui remplacera en septembre les masters MEEF (Métiers de

l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation).

Le concours d'enseignant à l'éducation musicale ouvrant **moins de 100 postes au niveau national**, la cartographie des universités proposant ce parcours n'a pas encore été publiée. « Compte tenu des effectifs actuels des étudiants dans le Master 1 MEEF éducation musicale à l'université de Rouen Normandie (2 inscrits), du faible nombre d'étudiants en Licence 3 musicologie inscrits au concours 2026 (4 inscrits), l'URN a choisi de ne pas ouvrir le parcours M2E Éducation musicale en 2026 », précise le communiqué.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Des alternatives à Tours, Paris... ou dans le privé

Selon Niels, ils seraient pourtant **au moins huit à être intéressés** pour l'année prochaine, six dans la promotion de L3 musicologie et deux étudiants en master. « On cherche un compromis, par exemple en mutualisant les cours du tronc commun avec les autres masters maintenus, détaille Niels. En vain. »

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Avec la non-ouverture de ce M2E Éducation musicale, les aspirants enseignants en musique devront se tourner vers Tours, Paris, **ou l'enseignement privé catholique** à Angers. « Il y a au moins deux étudiants précaires qui vont devoir arrêter après la L3 à cause de ça, et travailler », regrette Niels.

C'était le seul département de musicologie de la Région, on supprime toute possibilité de former des enseignants en Normandie, pourtant les résultats étaient bons, les oraux du CAPES se passaient à Rouen chaque année...

Les étudiants ne désespèrent pas de faire plier l'université de

Rouen, pour sauvegarder le seul parcours d'enseignant en musique de la Région.

Les revendications des étudiants en 3 points

- Que le M2E Education musicale soit créé au moins pendant 3 ans, pour permettre aux L1 de cette année d'aller au bout de leur parcours ;
- Qu'il soit indiqué clairement sur le site de l'université que les nouveaux arrivants ne pourront pas faire ce Master ;
- La recherche d'un compromis pour sauver le parcours M2E Education musicale.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

"C'est beaucoup plus rassurant" : choisir que son chauffeur Uber soit une femme, c'est désormais possible à Rouen - ICI

Sarah-Yasmine Ziani

5-7 minutes

Laetitia Brossard a son entreprise de VTC "My Personal Chauffeur" à Rouen, et effectue aussi des courses via la plateforme Uber © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Publié le mardi 10 mars 2026 à 5:57

L'option existe depuis novembre 2024 à Paris et elle vient d'arriver à Rouen : pouvoir choisir que le conducteur de son Uber soit une femme. Pour les Rouennaises que nous avons interrogées, c'est un moyen de se sentir plus en sécurité et pour les conductrices aussi.

Sortir de soirée, se rendre à la gare ou à l'aéroport, commander un VTC via la plateforme Uber et pouvoir choisir que le conducteur soit...une conductrice. C'est désormais possible à Rouen (Seine-Maritime) : l'application de VTC propose aux clientes femmes une option qui leur permet d'être conduites par des femmes. **La fonctionnalité est apparue en novembre 2024 à Paris**, le but : renforcer le sentiment de sécurité à la fois pour les femmes chauffeurs et pour les clientes.

Cela fait deux ans que Laetitia Brossard est devenue chauffeur VTC. "J'ai un Peugeot 3008 dernière génération. Les clients sont ravis du confort", sourit-elle, les mains sur le volant. Les clientes, elles, sont souvent ravies de pouvoir choisir leur chauffeur. "En

tant que femme, j'estime que c'est un privilège d'être conduite par une femme."

Pour ça, il suffit de cliquer sur le bouton "Uber by Women" dans l'application. *"Elles se sentent rassurées d'avoir une femme au volant, explique la conductrice. Car l'apparence du chauffeur compte beaucoup, "parce que c'est ce qu'on dégage et les clientes peuvent se sentir en insécurité par la conduite, par l'intrusion dans les questions. On les ramène souvent chez elles, à leur domicile, donc c'est leur vie privée. Elles ont besoin de se sentir en sécurité, c'est très important."*

"Une présence masculine, c'est toujours un peu malaisant le soir"

Mais alors, qu'en pensent les Rouennaises, de cette nouveauté ? *"Je trouve ça plus rassurant. Quand on rentre le soir, c'est vrai que ça peut être dangereux. Quand c'est un homme, on n'est pas tout de suite rassurée",* confie Héroïse. Même avis pour Cassie : *"Pour les femmes, c'est quand même beaucoup plus rassurant. Il n'y a pas à se poser de question, il y a moins de stress". "Avoir une présence masculine le soir, même s'il n'y a pas forcément des attentions étranges derrière, c'est toujours un peu malaisant, le soir",* estime Louisa.

Quant à Célestine, elle pense utiliser la fonctionnalité le soir même pour rentrer d'une fête avec une copine : *"Quand il est 4h ou 5h du matin, on n'a pas forcément nos parents ou des amis qui sont sur leur téléphone pour nous venir en aide s'il y a un problème."*

Et puis c'est aussi bénéfique pour les conductrices elles-mêmes : Laetitia Brossard, par exemple, a développé [son entreprise de VTC "My Personal Chauffeur"](#) avec des clients privés qu'elle connaît bien. Mais quand elle effectue des courses via Uber : *"J'évite les trajets de nuit pour conduire des hommes",* indique-t-elle. Elle s'assure aussi que la personne qui a commandé le Uber est bien le passager : *"Parce que quelqu'un peut commander un Uber pour*

quelqu'un d'autre. Donc il peut y avoir aussi de l'insécurité pour le chauffeur qui veut faire du "By women" et qui se retrouve finalement avec un homme parce que c'est une femme qui a commandé pour lui."

En 2019, les témoignages de violences et d'agressions sexuelles subies dans les VTC s'étaient multipliés [sur les réseaux sociaux via le hashtag #UberCestOver.](#)

Pour afficher ce contenu X (anciennement Twitter), vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux.**

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

- [VTC – Voiture de transport avec chauffeur](#)
- [Taxis](#)
- [Femmes](#)
- [Uber](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Un homme de 30 ans a été interpellé ce samedi soir à Rouen, au

VIDÉO. "C'est une révolution" : un Ehpad recrée des décors de Dieppe pour des malades d'Alzheimer, pour leur plus grand bonheur

Écrit par Clémence Blanche

4-6 minutes

Un Ehpad de Dieppe (Seine-Maritime) a décoré ses murs et les portes des résidents de trompe-l'œil de la ville. De quoi ravir et raviver les souvenirs des pensionnaires, souvent atteints de la maladie d'Alzheimer. Nous y avons fait un tour, vendredi 6 mars 2026.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Comment stimuler la mémoire des patients atteints de la maladie d'Alzheimer ou d'autres troubles cognitifs ? Au sein de l'OPAD, l'Office pour Personnes Agées de Dieppe (Seine-Maritime), des décors en forme de trompe-l'œil ont été installés sur les portes des chambres et dans la salle commune.

Ils représentent des lieux emblématiques de la ville de Dieppe pour faire remonter des souvenirs aux résidents.

Nous sommes dans la salle commune de l'office pour personnes âgées de Dieppe. Un lieu à première vue classique, tables rondes, déambulateurs et carrelage blanc... à une exception près. Sur les murs, des lieux emblématiques du centre-ville sont reproduits sous forme de décors.

durée de la vidéo : 00h01mn42s



VIDEO. Reportage de Grégory Archiapati et Stéphane L'Hôte. •
©France Télévisions

Dans cette unité, les résidents sont atteints de pathologies neurodégénératives du type de la maladie d'Alzheimer. Ils ne peuvent pas se déplacer de façon autonome à l'extérieur... Alors, ces trompe-l'œil changent radicalement leur quotidien.

[Un carrousel est peint sur les murs de la salle de l'ehpad dieppois, permettant aux résidents de raviver leurs souvenirs. • © Stéphane L'Hôte / France Télévisions](#)

"C'est une révolution au niveau des décors, cela améliore carrément l'environnement. C'est parfait !", s'enthousiasme Claude Maillard, l'un des résidents.

"C'est bien, c'est arrangé correctement. On va chercher plus loin, ça nous fait réfléchir... On a l'impression de changer de quartier quoi", plaisante une autre résidente, Yvette Abraham.

De quoi, aussi, rassurer les familles qui constatent les effets positifs

de ces décorations. *"Mon papa reconnaît des images qu'il a vécues quand il était à l'extérieur si je puis dire, et il en ressort un bien-être en ce qui le concerne"*, témoigne Arnaud Demarest, fils d'un résident.

[Les portes aussi sont décorées dans l'Ehpad dieppois. • © Stéphane L'Hôte / France Télévisions](#)

Et ce projet aide aussi les professionnelles de santé. La psychologue Anne-Sophie Aprile l'a déjà constaté. *"Ça peut aider en cas d'anxiété, car ce n'est pas rare, on trouve le moyen de les rassurer en parlant du carrousel, de leurs souvenirs"*, indique-t-elle en pointant le mur décoré derrière elle.

[Un exemple de porte d'une résidente décorée au sein de l'Ehpad dieppois. • © Stéphane L'Hôte / France Télévisions](#)

"J'ai pu dernièrement discuter avec une résidente, qui aime s'asseoir au sol. D'habitude j'ai peu d'échanges avec elle, et là, on a pu dialoguer toutes les deux assises par terre devant la façade, le décor", ajoute-t-elle.

En plus de la salle commune, les portes de chambres ont elles aussi été repensées pour ressembler à celles d'une maison... Pour que chacun se sente chez lui, plus que jamais.

Avec Grégory Archiapati et Stéphane L'Hôte

Cancer colorectal : "Faites-vous dépister", lance la Ligue contre le cancer en Seine-Maritime - ICI

Marianne Naquet

5-6 minutes

Le kit de dépistage du cancer colorectal. © Radio France - Marcellin Robine

Diffusé le mardi 10 mars 2026 à 7:44

Publié le mardi 10 mars 2026 à 7:44

Il y a chaque année 450 000 nouveaux cas de cancers colorectaux en France : à l'occasion de Mars Bleu, mois de sensibilisation, le président du comité de la Ligue du cancer en Seine-Maritime et ancien oncologue appelle chacun à se faire sensibiliser.

C'est le **troisième cas de cancer le plus répandu en France et le deuxième le plus mortel** : le cancer du colon. 450 000 sont de nouveaux cas chaque année. L'occasion d'en parler en ce mois de sensibilisation, c'est Mars Bleu. Le président du comité de la Ligue contre le cancer en Seine-Maritime et ancien oncologue, Ahmed Benhammouda, rappelle sur ICI Normandie ce mardi 10 mars que quand ces maladies sont dépistées, *"il y a un taux de guérison à 90%. Le dépistage permet de dépister des cancers de petite taille. Quand on fait un test, s'il est positif, on fait à la personne une coloscopie."* Dans 4% cas, les résultats montrent la présence de polypes. *"On les enlève et on fait dans ce cas de la prévention, parce que 90% des cancers proviennent des polypes. Les polypes risquent de devenir cancéreux. C'est un test extraordinaire et qui rend énormément de service à la population."*

Un taux de dépistage pas assez élevé, lié au "manque d'information"

Le [dépistage qui concerne les femmes et les hommes de 50 à 74 ans](#), consiste à faire *"un prélèvement de selles"*, chez soi, après avoir reçu un kit de dépistage délivré par la Sécurité sociale. *"On l'envoie via une enveloppe. On n'a rien à déboursier, zéro euro."*

Pas assez de personnes se font dépister : par exemple, **seulement 59 % des personnes interrogées ont l'intention de se faire dépister**, en dessous de l'objectif national fixé à 65 %. *Alors il y a beaucoup de raisons, chacun a ses raisons, mais surtout la première des raisons, c'est surtout l'information. J'ai déduit cela, c'est-à-dire qu'après 22 ans de dépistage, j'ai travaillé en tant que médecin coordonnateur de dépistage. On observe que, par exemple, chez les enseignants, la MGEN [une mutuelle] les fait participer au dépistage, que ce soit du sein, du colon ou du col de l'utérus. Cette mutuelle a un taux de participation de 80 à 90%."*

Pour Ahmed Benhammouna, c'est **lié au niveau d'information**. *"Ce sont des gens informés, soit l'information vient vers eux, soit ils vont chercher l'information et découvrent l'intérêt du dépistage et de la prévention, et donc ils se font dépister."*

Ahmed Benhammouda constate que, aussi dans le pays de Bray ou dans certaines régions du pays de Caux, certains se font moins dépister, soit pour le sein, soit pour le colon. *"L'information ne part pas bien. Il y a ceux qui sont débordés, qui ont peur aussi, il y a une peur du diagnostic."* Il rappelle que **le dépistage n'est plus aussi lourd qu'auparavant**, où il y avait trois prélèvements, là, c'est un seul prélèvement par jour. La Ligue contre le cancer appelle au dépistage, avec ce slogan "Va chier", avec notamment des artistes comme le Rouennais Franck Dubost.

- [Yvetot](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Cancer \(maladie\)](#)

Municipales à Rouen. L'union, à gauche avec Nicolas Mayer-Rossignol, à droite avec Marine Caron, LFI et RN en embuscade

Jean-Christophe Lalay

9–11 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Maire depuis 2020, Nicolas Mayer-Rossignol (PS) part favori pour attaquer un deuxième mandat dans la capitale de la Normandie, pour les Municipales des 15 et 22 mars 2026. Il a réussi à réunir toute la gauche hors LFI. Union aussi pour la droite et le centre derrière la candidate Horizons, Marine Caron. Les scores des deux extrêmes RN et LFI seront observés.

«Nicolas Mayer-Rossignol part favori, mais si LFI reste haut et que la dynamique centre-droite fonctionne bien comme on le sent dans plusieurs grandes villes, alors il peut y avoir match.» L'analyse est celle d'un observateur avisé de la vie politique de la métropole rouennaise. Marqué au centre-droit, il pronostique, malgré tout, une avance au candidat socialiste dans la course à la mairie de Rouen (Seine-Maritime), dont le premier tour se tiendra dimanche 15 mars 2026.

Une alliance pas gagnée d'avance

[Le PS à la tête de la mairie, ce ne serait pas une révolution à](#)

[Rouen](#). Le mandat de Pierre Albertini (UDF) de 2001 à 2008, mis à part, le parti de François Mitterrand tient la ville depuis 1995. Les

signes positifs en faveur du sortant se succèdent. Le seul sondage connu (Toluna-Harris Interactive. Juin 2025) donnait Nicolas Mayer-Rossignol, 48 ans, largement en tête.

Il a réussi à réunir toute la gauche dès le premier tour, des Écologistes à Place publique en passant par le Parti communiste. Une première à Rouen depuis 2008. PS, Verts et PCF gèrent la ville ensemble depuis 2020. Mais l'alliance dès le premier tour n'était pas gagnée d'avance. Les relations entre NMR et ses amis écologistes menés par Jean-Michel Bérégovoy ont été parfois compliquées.

La santé du maire sortant est aussi un élément de la campagne. [Il a annoncé sa candidature pour un deuxième mandat début janvier 2026, « rassuré sur mon état de santé », avançait-il.](#) Il avait en effet annoncé en novembre 2024 souffrir d'un cancer de la vessie découvert en 2022.

Centristes, Macronistes, et Républicains sur la même ligne

Marine Caron (Horizons) mène la droite unie à Rouen. |
ARCHIVES/OUEST-FRANCE

Après une première tentative peu probante en 2020, 6^e au premier tour derrière le RN, Marine Caron, 35 ans, revient sous les couleurs d'Horizons. Six ans après, elle a réussi l'exploit d'unir la droite dès le premier tour. Les centristes, Renaissance, les Républicains font corps derrière la jeune femme. Sans surprise, la sécurité figure en bonne place sur son programme. Elle se démarque de Nicolas Mayer-Rossignol sur des grands projets, s'interrogeant sur les financements d'un nouveau palais des congrès et d'une nouvelle ligne de tram. Opposition aussi sur le pilotage de la Métropole. Elle ne vise pas la présidence de la Métropole de Rouen, contrairement au sortant qui compte garder les deux sièges.

Lire aussi : [Toutes les listes et résultats élections municipales](#)

Aux extrêmes, Grégoire Houdan, 24 ans, mènera la liste RN et UDR, le parti d'Éric Ciotti et [Maxime Da Silva, 37 ans](#), est à la tête de la liste LFI. Sécurité, propreté pour le premier et gratuité pour le second sont leurs grands axes de campagne. Leurs scores du dimanche 15 mars seront bien évidemment décisifs pour un second tour avec une possible triangulaire.

Les résultats de 2020

Au second tour des municipales de 2020, Nicolas Mayer-Rossignol l'avait emporté, fort de 67,12 % des voix contre le DVD, Jean-François Bures (32,87 %).

Sept listes au premier tour des municipales 2026

Céline Vitard (Liste ouvrière pour la rupture avec la politique de Macron)

Amaury Renaud (NPA-révolutionnaires - Rouen ouvrière et révolutionnaire)

Marine Caron (Réussir Rouen)

Nicolas Mayer-Rossignol (Fiers de Rouen)

Grégoire Houdan (Rouen conquérante)

Éric Moisan (Lutte ouvrière - Le camp des travailleurs)

Maxime Da Silva (Faire mieux pour Rouen)

ENTRETIEN. Municipales 2026 : les enjeux et les points chauds en Normandie vus par un politologue

Raphaël Fresnais

8–11 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

En Normandie, des dizaines de milliers de candidats concourent aux élections municipales, les 15 et 22 mars 2026, dans les 2 651 communes de la région. À quelques jours de cette double échéance, tour d’horizon sur les enjeux et les points chauds avec le politologue caennais Pascal Buléon.

En Normandie, «des dizaines de milliers de candidats de toute origine sociales» concourent aux élections municipales les 15 et 22 mars 2026. Une perspective que le politologue caennais et directeur de recherche émérite au CNRS, Pascal Buléon, juge «réjouissante ».» En cela qu’elle vient contrecarrer la «lecture pessimiste» du soi-disant désintérêt des Français pour les affaires communes.

Lire aussi : [Retrouvez tous les candidats et résultats de votre commune sur notre site](#)

Que vous inspirent ces élections municipales en Normandie ?

Même si la moitié des communes ne comptent qu’une seule liste, [l’engagement reste spectaculaire](#) et c’est réjouissant. Deux points importants : les étiquettes nationales comptent dans les grandes villes mais s’effacent dans les villes moyennes et petites

communes. Par endroits les fins de longs mandats offrent une potentielle ouverture. Ces élections vont aussi permettre de juger de la percée du RN, qui a démarré nationalement en 1983 aux municipales à Dreux. Ce vote a pris de l'ampleur à l'est de la région via le grand Bassin parisien et la Picardie, et désormais dans les campagnes de l'ex Basse-Normandie. Quant à la fin du panachage, elle évite les règlements de compte dans les communes de moins de 1 000 habitants. Mais elle pourrait avoir un impact sur l'abstention.

Quels sont les principaux points chauds en ex Basse-Normandie ?

[Alençon est sans doute la ville la plus incertaine](#). Un méli-mélo avec six listes. La succession de Joaquim Pueyo est ouverte. Idem à Flers : après quatre mandats, le maire sortant Yves Goasdoué a adoubé son premier adjoint [Lori Helloco \(Divers gauche\)](#) contre [Jean-François Brisset \(Divers droite\)](#), le candidat du député Jérôme Nury (LR).

À Argentan, c'est un second tour dès le premier tour avec deux candidats. Dans le Calvados, le scrutin est serré à Falaise. À Vire, parmi les trois Divers Centre, Pascal Martin semble avoir une longueur d'avance face à Eddy Coutard et Régis Picot, tous deux issus d'un groupe scindé.

Cherbourg est à suivre : élu au conseil depuis 1995, le maire sortant Benoît Arrivé (PS) peut-il être touché par l'usure du pouvoir ? Ce serait une détonation dans l'histoire politique de la région, tant l'ancrage à gauche y est historique.

Pareil à Hérouville : en place depuis 2001, Rodolphe Thomas (Modem) sera-t-il réélu confortablement ou peut-il pâtir de l'usure du pouvoir ? À Granville, ça semble très ouvert. À Saint-Lô aussi, du fait de la présence de six candidats.

Lire aussi : [Municipales : Carentan est l'objectif majeur du RN](#)

Où le RN peut-il se distinguer ?

Ce parti a déposé 27 listes en Normandie, dont dix dans l'Eure, où il compte quatre députés. Il en présente une pour la première fois dans la Manche, à Carentan : cette nouveauté historique en dit beaucoup. Le RN y a fait près de 40 % aux législatives 2024. [Le maire ne se représente pas](#). Il n'y a pas de liste à gauche. Je ne le vois pas faire un petit score.

À Mézidon (Calvados), le RN était majoritaire en 2024 (51 %). À L'Aigle (Orne), la députée et ancienne ministre Véronique Louwagie (LR) va faire un bon score, mais le RN peut occasionner une triangulaire.

Lire aussi : [Municipales 2026 : Le Havre, ce fief où Édouard Philippe vise un troisième mandat tout en jouant son destin présidentiel](#)

Quid des grandes villes et des figures politiques de la région ?

La polarisation politique y est supérieure. Au Havre, Édouard Philippe (Horizons) met en jeu sa crédibilité présidentielle : l'enjeu est fort. Même cas de figure à Rouen, avec Nicolas Mayer-Rossignol qui joue son leadership au PS.

Caen tient le record avec neuf listes. La nouveauté, c'est qu'Aristide Olivier (Divers Droite) se présente pour la première fois après 18 mois de mandat. Mais dans cette ville politiquement tempérée, il aurait 3 000 à 4 000 voix d'avance sur son principal opposant Rudy L'Orphelin (Union de la gauche), si on se fie au résultat de Joël Bruneau aux élections municipales de 2020.

Le cas de [Sébastien Lecornu est différent à Vernon](#) : n'étant pas tête de liste, il n'est pas exposé.

Au Havre, la gauche est déterminée à en finir avec « la vitrine d'Édouard Philippe »

Auteur Sarah Benhaïda (Mediapart)

11–14 minutes

Candidat malheureux en 2020, le communiste Jean-Paul Lecoq est de nouveau en campagne pour conquérir la mairie. Entre montée de l'extrême droite et efforts redoublés à gauche pour faire voter les quartiers populaires, il menace Édouard Philippe et ses ambitions présidentielles.

« *Les Havrais parlent aux Havrais* », dit-il aux journalistes venues de Paris. Ce pourrait être son slogan, c'est en tout cas sa marque de fabrique. Pour la deuxième fois consécutive, le député communiste Jean-Paul Lecoq a décidé de repartir en campagne pour ravir la mairie du Havre. L'ancien maire de la commune voisine de Gonfreville-l'Orcher y affrontera de nouveau Édouard Philippe, qui lie ses ambitions présidentielles à sa réélection.

Avec cette année, une équation nouvelle : une montée du vote d'extrême droite aux derniers scrutins nationaux et le parachutage d'un candidat issu du parti ciottiste Union des droites pour la République (UDR), Franck Keller, arrivé de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) pour mettre en difficulté l'ancien premier ministre d'Emmanuel Macron. Battu par Édouard Philippe en 2020, Jean-Paul Lecoq escompte cette fois-ci réussir là où la gauche échoue depuis trente ans.

Mais pour reprendre sa ville natale et rendre au Parti communiste français (PCF) l'un de ses bastions historiques, il lui faudra

mobiliser dans les quartiers populaires où, ici comme ailleurs, l'abstention domine. C'est parce qu'il connaît bien cette désaffection que Jean-Paul Lecoq explique avoir commencé cette campagne « *il y a près de deux ans, avec des réunions de quartier partout* ».

« *On mesure aussi les difficultés financières des gens quand on rentre chez eux, ils discutent et questionnent notre programme, ils nous parlent des tarifs de la cantine, des regroupements et des écoles qui ferment, c'est comme ça qu'on fait un programme qui colle à la réalité de la vie des gens et on espère que ça va les mobiliser pour l'élection* », poursuit le candidat, seule tête de liste présent ce vendredi matin sur le marché Poincaré, où tous les commerçants lui donnent du « *Salut Jean-Paul* ».

La réalité du Havre, second port français pour le trafic global derrière Marseille (Bouches-du-Rhône) et premier pour le trafic des conteneurs, c'est un taux de pauvreté de 23 %. Et un taux de chômage de 9 % – « *le plus haut de la région Normandie, avec un emploi industriel sur quatre supprimé entre 2008 et 2018 dans la région havraise* », énumère Baptiste Bauza, directeur de campagne et colistier de Jean-Paul Lecoq. Des chiffres plus importants encore dans la ville haute et les quartiers sud, loin de la plage et des aménagements du centre-ville.

Dans certains secteurs des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) – Caucriauville, Mare Rouge ou Mont Gaillard –, c'est un foyer sur deux qui est considéré comme pauvre. Ici, l'activité économique se résume à une grappe de commerces entourant un petit PMU, voire parfois à moins que cela. Dans l'un de ces quartiers, Bois de Bléville, « *il y a une école, un arrêt de bus et pas de boulangerie* » pour près de 2 000 habitant·es, affirme Djawed Fridi, numéro deux de la liste de La France insoumise (LFI) au Havre.

Dispersion des voix à droite

Devant une école de la Mare Rouge, le tract de Jean-Paul Lecoq expliquant sa volonté de baisser les tarifs de la cantine scolaire en fonction des revenus des familles fait mouche auprès de Sébastien, père de cinq enfants. « *Nous, on travaille, donc on peut payer plus que d'autres, mais on n'est pas riches non plus, donc on a besoin qu'on nous aide un minimum* », indique cet agent portuaire de 42 ans, qui est sûr d'aller voter les 15 et 22 mars parce qu'« *il y a match au Havre* », et qu'il veut « *du changement dans [sa] ville* ». « *Cyril Hanouna l'a dit dans son émission il y a quelques jours, ça va être serré pour Édouard Philippe* », ajoute-t-il.

Parmi les mères massées devant les grilles de l'école, le vote est moins évident. Elles sont plusieurs à affirmer n'avoir jamais participé à un scrutin, par manque de temps ou d'intérêt. Beaucoup sont d'ailleurs un peu surprises d'apprendre que les municipales se tiennent dans moins d'une semaine. Amélie, 33 ans, explique ne plus se déplacer « *pour de toute façon voter blanc* ». « *On veut des gens qui nous écoutent et pour l'instant, ce n'est pas le cas, ni du maire ni même du président* », abonde Séverine, 47 ans, la seule du groupe qui mettra quand même un bulletin dans l'urne.

C'est pour porter la voix des habitant·es de la Mare Rouge et continuer de mener son « *combat contre l'abstention* » que Zehra Buyuk Sevindik a rejoint la liste de Jean-Paul Lecoq – qui regroupe cette fois-ci l'ensemble des partis de gauche à l'exception de LFI. Cette juriste de 36 ans, qui se lance pour la première fois en politique sans être encartée, en est persuadée : « *Si nous, dans les quartiers, on vote tous, Édouard Philippe sort.* »

À la tête de la mairie depuis 2010, date à laquelle il avait remplacé en cours de mandat son mentor, le chiraquien Antoine Rufenacht, l'ancien premier ministre avait été élu [dès le premier tour en 2014](#). Six ans plus tard, à l'issue d'une campagne [particulièrement agitée](#), et marquée par les crises sociale et sanitaire, Jean-Paul Lecoq était parvenu à lui imposer un duel de second tour, malgré [la désunion complète](#) de la gauche. Cette année, beaucoup imaginent une triangulaire, au sein de laquelle la gauche pourrait profiter de la

dispersion des voix à droite.

Même avec quelqu'un qui n'est pas du tout d'ici, le fait d'avoir la marque "Le Pen-Bardella-Ciotti", ça suffit à faire des voix.

Jean-Paul Lecoq, candidat communiste à la mairie du Havre

« La nouveauté des dernières législatives a été le vote extrême droite dans des bureaux de vote traditionnellement acquis à Édouard Philippe, analyse Baptiste Bauza. Il y a des bureaux de vote où la gauche passe devant parce que la droite baisse fortement du fait de l'augmentation de l'extrême droite. » Face à l'explosion du vote lepéniste, celui qui est également secrétaire de la section communiste du Havre assure mener la bataille culturelle toute l'année. Mais à chaque scrutin, l'évidence est là : *« Même avec quelqu'un qui n'est pas du tout d'ici, le fait d'avoir la marque "Le Pen-Bardella-Ciotti", ça suffit à faire des voix »*, constate Jean-Paul Lecoq.

Malgré tout, assure la socialiste Florence Martin-Péréon, numéro deux sur la liste, *« le Havre est une ville de gauche »*. *« Depuis trente ans, les socialistes et les communistes n'étaient pas unis sur une même liste, c'est ça qui explique les mauvais résultats des élections précédentes. Cette fois-ci, on est unis avec les écologistes et d'autres partis »*, souligne-t-elle.

Une union nouvelle qui pourrait effectivement changer la donne. Car si la droite a mis un terme à trente années de communisme municipal en 1995, c'est toujours la gauche qui l'emporte ici aux élections nationales – même si l'extrême droite prospère de longue date sur la désindustrialisation de la cité portuaire. Jean-Luc Mélenchon est arrivé en tête au premier tour de la présidentielle en 2022 avec plus de 30 % des suffrages exprimés. Et Jean-Paul Lecoq lui-même a été réélu député avec 65 % des voix en 2022 et de nouveau avec le même score en 2024.

Les quartiers populaires, clé du scrutin

Jean-Paul Lecoq parle de tous les sujets avec tout le monde. Face

au Medef local, aux artisans et industriels, il rappelle son ancien métier d'électricien-dépanneur, passé par « *toutes les entreprises du Havre qui avaient une machine à écrire ou une dépanneuse* » ou évoque son siège au conseil de développement du port. Avec des retraité·es qui font leur marché, il évoque la gratuité progressive des transports, « *comme vous l'aviez avant* ».

Devant l'école de la Mare Rouge, il répond même aux questions inquiètes des enfants. « *Est-ce que Trump va jeter une bombe en France ?* », l'interrogent ce jour-là deux d'entre eux. « *Non ! J'espère que non ! Les États-Unis, c'est comme si le garçon le plus fort tapait tout le monde à l'école. Il faut la paix et d'ailleurs, juste après je vais à une manifestation pour dire non à la guerre* », leur dit-il.

Depuis plusieurs années, Jean-Paul Lecoq réclame aussi en conseil municipal un centre de santé de la ville avec des médecins salarié·es, affirmant que 25 000 Havrais·es n'ont pas de médecin traitant. Aujourd'hui, cette demande s'est transformée en première promesse de campagne. Santé, [transport](#), mais aussi égalité. « *Le centre-ville est une belle vitrine mais dans les quartiers, rien n'est fait. Il faut créer des espaces attractifs, organiser des événements sportifs et culturels pour occuper les gens qui sont dans la rue à ne rien faire* », affirme Zehra Buyuk Sevindik.

Un abandon que Oumou Niang-Fouquet, adjointe d'Édouard Philippe chargée de l'éducation et de la jeunesse, réfute en bloc. « *Dans mon quartier, sous le dernier mandat, on a rénové des logements, refait l'école Jehan-de-Grouchy comme le gymnase Édouard-Vaillant qui sera livré sous peu, des terrains de foot et la piscine* », affirme l'élue au sujet de son quartier de Caucriauville, classé QPV avec près de la moitié des 16 000 habitant·es sous le seuil de pauvreté, et plus de 40 % de familles monoparentales.

Et de poursuivre : « *Je peux citer plein d'exemples dans les autres quartiers, la ville a investi 50 millions d'euros. Au Mont Gaillard, la scène du Volcan [scène nationale du Havre – ndlr] va arriver et une*

deuxième scène du Volcan ouvrira à Mare Rouge. La grande bibliothèque va déménager pour devenir une magnifique médiathèque près du centre commercial Auchan », énumère cette ancienne socialiste passée dans la majorité philippiste en 2020.

En campagne depuis un an « *pour pousser les gens à s'inscrire sur les listes électorales* », l'insoumis Djawed Fridi a une tout autre version des choses : « *À Caucriauville, les travaux ne touchent que ce qui longe le tram, les grands axes sont refaits mais juste derrière, c'est pourri. La deuxième scène du Volcan, on l'attend depuis le milieu du premier mandat d'Édouard Philippe. Quant à Auchan, les commerces y sont trop chers, et comme les loyers le sont aussi, il y a plein de logements vides* », rectifie-t-il.

Les habitant·es des quartiers populaires rencontré·es par Mediapart parlent essentiellement de pouvoir d'achat. Mais certain·es évoquent aussi des déclarations d'Édouard Philippe qu'ils et elles n'ont guère appréciées. Comme cette fois, se rappelle une mère de famille de la Mare Rouge, où interrogé sur les femmes portant le voile, le maire avait répondu : « *Je n'aime pas ça.* » Ou encore lorsqu'il avait affirmé que la colonisation n'était pas un crime à ses yeux.

En liant ses ambitions présidentielles à sa réélection pour un troisième mandat, l'ancien premier ministre a participé à la nationalisation du scrutin municipal. « *Le mandat de maire est celui que je trouve le plus formidable. Je l'ai toujours dit, je le dis depuis seize ans. Et la seule autre fonction qui pourrait me conduire à ne pas vouloir être maire du Havre, c'est la fonction présidentielle. C'est tout, c'est clair, c'est net, c'est simple* », a-t-il encore répété récemment.

Ce double enjeu qui attire toutes les attentions fait sourire Jean-Paul Lecoq : « *Nous, on aurait préféré nationaliser les grandes entreprises d'acier en difficulté, mais pour une fois qu'il nationalise quelque chose, c'est déjà pas mal !* »

Municipales 2026. Ville la plus pauvre de Normandie, Elbeuf cherche la relance

Tendance Ouest

5-6 minutes

Elbeuf est statiquement la ville la plus pauvre de Normandie avec 34% de sa population qui [vit sous le seuil de pauvreté](#) et un taux de chômage (24,7%) trois fois plus important qu'au niveau national (7,1%). Entre les commerces fermés et une précarité élevée, les candidats aux municipales veulent redorer l'image de la commune afin de favoriser la mixité sociale.

[Formation et emploi : retenir les jeunes](#)

Sur une dizaine de personnes interviewées dans les rues d'Elbeuf, la moitié de ses habitants est en recherche d'emploi comme Alexis Bouaziz, 21 ans, qui ne compte pas rester ici. *"J'ai contacté toutes les boîtes d'intérim mais personne ne cherche. Il n'y a pas d'offre ici, je pense déménager prochainement."* Un sentiment que partage également Séverine Renard, habitante depuis plus de 25 ans. *"Il n'y a pas de diversité d'offres d'emploi",* pour elle les commerces se résument à des fast-foods et *"il n'y a pas réellement de commerces de services qui pourraient créer de l'emploi. On est obligé de se tourner vers d'autres villes comme Rouen"*. Le défi est aussi de garder les compétences sur place. André Ciss, professeur de philosophie à Elbeuf, observe que *"ceux qui sont diplômés partent vers Rouen ou Paris"*. Pour contrer cette fuite, Yanis Khalifa propose d'attirer *"des acteurs technologiques comme des data centers pour offrir des débouchés aux étudiants de l'IUT du*

Multimédia et de l'Internet par exemple". Pour attirer des habitants plus aisés ou retenir sa population, les candidats souhaitent qu'Elbeuf redevienne un bassin d'activité et non une simple cité-dortoir. "Un jeune sur trois n'est ni en formation, ni en emploi", alerte Lisa Moreau. Elle souhaite mettre en place une MAM (Maison d'assistants maternels) dans le centre-ville pour "permettre aux parents de se libérer du temps pour trouver de l'emploi et l'idée est de créer au passage six emplois bruts : employés municipaux, assistantes maternelles ou encore secrétaires". Djoudé Merabet, lui, mise sur la mobilité vers les villes où il y a de l'emploi via la ligne F9, rappelant qu'Elbeuf est avant tout une "ville de services faute de foncier industriel".

Redorer l'image de la ville

Le constat est unanime, [l'attractivité passe par un changement urbain plus esthétique](#). Pour Yanis Khalifa, la rue des Martyrs doit subir un véritable *"plan Marshall"*. Il prône une rénovation des façades et une végétalisation massive car selon lui, *"les habitants consomment ailleurs car ils ne prennent pas plaisir à se balader à Elbeuf"*. Lisa Moreau déplore *"ces rideaux de fer baissés où il y a inscrit 'tout doit disparaître'"*, qui dégradent l'image de la ville. Elle propose de transformer ces locaux, déjà existants, en tiers-lieux ou en friperies pour *"redonner vie visuellement au centre"*. De son côté, Djoudé Merabet mise sur le projet "Elbeuf Cœur de Ville" à hauteur de 11 millions d'euros, qui comprend *"la végétalisation de l'espace, une mise en place de limite de vitesse en ville, et une amélioration du mobilier urbain"*. Ce projet, qui doit débiter dans six mois, vise à attirer plus de monde grâce à *"un environnement plus apaisé car moins de voitures, qui est propice à la balade et à la consommation"*.

Quelques chiffres sur la ville d'Elbeuf

A Elbeuf, la population recule depuis six ans selon l'Insee, tandis que près d'un logement sur cinq reste vacant. Entre précarité

élevée, fort taux d'activité et chômage record, la situation socio-économique de la commune révèle des fragilités structurelles.

Selon les données de l'Insee, la population d'Elbeuf a chuté de 1 029 habitants en six ans, passant à 15 474 habitants. Il s'agit de la septième ville de la Métropole Rouen Normandie. Le nombre d'habitants par km² a donc diminué, atteignant 45 habitants par km². Toutefois, cette densité demeure moyenne. Malgré ces départs, la population reste plutôt familiale. Les enfants, les étudiants et les jeunes actifs représentent chacun 20% de la population.

Des logements vacants

Le parc immobilier est fragile à Elbeuf car près d'un logement sur cinq est actuellement inoccupé. Seulement un quart des habitants sont propriétaires de leur toit, contre plus de la moitié à l'échelle nationale.

Un taux de précarité élevé

C'est une réalité sociale : 34% de la population à Elbeuf est touchée par la pauvreté. Contrairement aux idées reçues, la précarité frappe les actifs : près d'un trentenaire sur deux vit sous le seuil de pauvreté, une proportion similaire chez les moins de 30 ans. Cependant, le taux d'activité (le nombre d'actifs sur l'ensemble de la population) reste important (71,4%), puisqu'il dépasse la moyenne nationale (68,3%) mais le chômage, lui, est trois fois plus élevé (24,7%) qu'au niveau national (7,1%).

REPLAY. Entre chômage, éoliennes et offre culturelle... Que faut-il retenir du débat des candidats à la mairie de Fécamp ?

Écrit par Clémence Blanche

10–13 minutes

Sur le plateau de France 3 Normandie, ce lundi 9 mars 2026, les trois candidats à la mairie de Fécamp (Seine-Maritime) se sont affrontés sur deux thèmes : le cadre de vie et le quotidien, puis l'emploi et l'économie. Voici ce qu'il faut retenir de leurs échanges.

[Élections municipales 2026](#)

Pas le temps de regarder les 26 minutes de débat ? Pas de panique, nous vous faisons un résumé de la teneur des échanges entre les trois candidats à la mairie de Fécamp, lors de notre débat exclusif, ce lundi 9 mars 2026. 26 minutes pour vous aider à faire un choix éclairé, les 15 et 22 mars prochains.

Le débat de Fécamp commence à 25minutes et 25 secondes de la vidéo en replay.

Notre journaliste Bénédicte Drouet a reçu les 3 candidats pour détailler et mieux comprendre leurs propositions et leur vision de Fécamp, ville du littoral de 19 000 habitants et dirigée depuis 2014 par la droite.

- **Serge Girard (RN)**, tête de liste "[Un nouveau cap pour Fécamp](#)".
Le candidat de 72 ans est conseiller financier de métier, mais aussi un ancien athlète, coureur d'ultrafond.
- **Bénédicte Martin (Les Écologistes)**, tête de liste "[Fécamp](#),

[ensemble autrement](#)". La candidate de 48 ans est enseignante-chercheuse en économie à l'Université du Havre de métier. Elle mène une liste d'Union de la gauche.

- **David Roussel (Divers droite)**, tête de liste "[Choisir Fécamp](#)". Le maire sortant de 50 ans, cadre administratif de métier, brigue un second mandat après avoir été élu en juillet 2022, après la démission de Marie-Agnès Poussier-Winsback, devenue députée.

On vous propose de commencer par la fin, et pourquoi pas ? À l'issue de 26 minutes d'échanges nourris, les trois candidats ont pu s'exprimer sur le thème de leur choix, les voici.

David Roussel (DVD) ouvre le bal : *"dimanche avec notre équipe je propose de poursuivre la transformation de Fécamp avec 3 grandes priorités : la sécurité, ce n'est pas parce que Fécamp a une tranquillité préservée qu'il ne faut pas rester vigilants, la santé car trop de Fécampois sont privés d'un médecin traitant, le troisième est le logement, l'objectif est de construire 400 logements neufs"*, détaille-t-il. *"C'est l'heure des choix face aux extrêmes."*

"J'espère que cesseront les attaques personnelles, commence
Bénédicte Martin (LE). *Je sais, pour faire oublier que Monsieur Girard ne connaît pas la ville et que Monsieur Roussel souffre d'un bilan très contesté [...] Nous avons construit avec les habitants un programme ambitieux réalisable sans augmentation d'impôts : se loger, se soigner, bien vieillir, se déplacer, se former, trouver un emploi, pratiquer un sport, une activité culturelle". Afin de "protéger ce qui doit l'être, réparer ce qui a été abîmé et préparer notre avenir".*

Serge Girard (RN) s'est exprimé en dernier : *"La dette de notre ville atteint près de 27 millions d'euros, cette dette coûte annuellement près de 3 millions d'euros à la ville de Fécamp, autant de budget en moins pour les crèches, les écoles, la propreté la sûreté, les services publics en général. [...] Pour éviter cette catastrophe je vous propose une rupture véritable, une gestion rigoureuse des finances sans augmentation des taxes foncières,*

*une ville propre, sûre, connectée et dynamique". Il conclut :
"Dimanche ne votez pas pour le passé mais votez pour l'avenir".*

Reprenons le fil du débat. Le premier thème concernait le cadre de vie et l'attractivité de Fécamp. *"Quand vous voyez la rue piétonne, tous les commerces sont en train de mourir les uns après les autres, ça ne donne pas envie aux gens de venir faire leur course dans le centre-ville"*, a témoigné un habitant à nos journalistes. Autre sujet évoqué par une habitante : *"je suis handicapée, on aimerait avoir des places pour se garer"*.

Bénédicte Martin (LE) répond en première : *"Le diagnostic est assez juste des Fécampoïses interrogées. L'attractivité touristique est là grâce à un patrimoine naturel magnifique, historique et maritime aussi, mais il y a un problème d'attractivité résidentiel"*. Elle évoque la perte d'habitants : 200 000 habitants en moins sur les deux dernières années, *"à l'échelle de notre ville, c'est beaucoup"*. Elle évoque une proposition simple : *"un plan de rénovation de la voirie, en commençant par les axes les plus dégradés car dans certaines rues il n'y a pas de trottoir"*.

David Roussel (DVD), prend ensuite la parole : *"le commerce souffre comme dans beaucoup de villes moyennes, ça peut paraître anecdotique mais c'est 10% de vacances commerciales à Fécamp concentrées sur le secteur de la rue piétonne. Le commerce : ce sont des chefs d'entreprise, et il faut les accompagner."* Pour cela, il propose des animations régulières en centre-ville, une aide au loyer pour les nouvelles installations et une aide pour revitaliser les façades.

Pour terminer, la parole est donnée à **Serge Girard (RN)**, qui habite à Fécamp depuis un an. *"Si l'on parle de vie, il y a la sécurité d'abord, c'est important pour moi. Je pense que les effectifs de police doivent être augmentés, le nombre de caméras aussi. Puis, la propreté, on a fait une étude, un questionnaire, il est remonté que les rues ne sont pas propres"*, explique-t-il. Pour y remédier, il souhaite installer 30 poubelles publiques en plus. Avec 40% des

Fécampoïis actifs qui travaillent en dehors de la ville, il propose également d'améliorer la mobilité.

Selon les dernières données de l'Insee (voir tableau à la fin de cet article), 20,1% des habitants de Fécamp ont plus de 65 ans. Un enjeu majeur pour les années à venir.

Outre l'installation de mobilier urbain adapté et de sanitaires publics, **Bénédictte Martin (LE)**, souhaite ouvrir plus de résidences pour personnes âgées. *"Je dois dire Monsieur Roussel que vous avez eu la mauvaise idée de fermer une résidence pour personnes âgées, d'en vendre 2 autres, on aurait dû garder la main [...] et nous avons besoin d'une nouvelle résidence intergénérationnelle et inclusive"*. C'est ce que compte faire la candidate en réhabilitant la résidence Paul Bert.

Le maire sortant, **David Roussel (DVD)**, répond qu'il existe déjà 4 résidences pour personnes âgées dans la ville. *"Moi je tiens à rappeler quelque chose c'est que le maintien à domicile est la priorité. Il faut savoir que le CCAS de Fécamp c'est 100 000 heures de maintien à domicile"*.

Bénédictte Martin (LE) rebondit sur ces dernières paroles, rappelant que le prix du portage de repas à domicile a augmenté de 50% depuis la fermeture de la cuisine centrale. Elle compte rouvrir cette dernière avec des produits biologiques, locaux et de saison.

Une autre proposition pour le cadre de vie portée par **Serge Girard (RN)** concerne la santé et le sport. *"Le développement du nombre de médecins bien sûr tout le monde y pense, tout le monde en a envie, mais au-delà il y a aussi de la prévention à faire. Si on avait moins de malades, on aurait moins besoin de médecins. On sera là pour soutenir toutes les associations, sportives mais pas que"*.

David Roussel (DVD) ne manque pas de rappeler que son équipe a permis la création d'un triathlon et d'un urban trail. Il ajoute que des conventions sont déjà signées entre l'hôpital de Fécamp, la Ville, et des associations sportives pour faire de la prévention,

notamment auprès des jeunes. *"On se rend compte notamment que le Covid a fait énormément de mal auprès des jeunes."*

durée de la vidéo : 00h02mn36s



Focus sur les municipales 2026 à Fécamp (Seine-Maritime). •

©France Télévisions

Côté culture, les avis divergent grandement. D'un côté le maire sortant **David Roussel (DVD)** porte le projet d'un grand pôle culturel autour d'une nouvelle médiathèque à la place de l'actuelle bibliothèque Saint-Exupéry.

C'est un tout autre projet que porte **Bénédicte Martin (LE)** : *"A contrario, on pense qu'il ne faut pas concentrer mais qu'il faut développer deux pôles culturels"*, à savoir les infrastructures existantes comme la MJC et la réhabilitation du musée des Terre-Neuvas, à l'abandon.

Serge Girard (RN), de son côté, souhaite développer le pass culture *"pour les jeunes surtout, c'est important"*.

À Fécamp, le taux de chômage est important : il est de 17% selon les dernières données de l'Insee, c'est plus que la moyenne normande. Comment les candidats comptent résoudre ce problème ?

Pour **Serge Girard (RN)** il faut développer le tourisme *"mais on a un handicap ce sont ces éoliennes qui sont sur le front de mer, ce*

n'est pas très joli... Je suis contre les éoliennes et surtout c'est un patrimoine, un héritage qui a été bradé [...] La manne financière des éoliennes est un écran de fumée qui cache une mauvaise gestion, ajoute-t-il, on parle de 27 millions d'euros de dette" de la mairie.

La redevance de ce parc éolien est d'1,6 millions d'euros pour la municipalité, détaille **David Roussel (DVD)**. *"Mais surtout c'est de l'emploi et de l'activité économique, près d'une centaine d'emplois créés grâce à cette nouvelle activité industrielle. Donc une centaine de familles avec des cadres, des ingénieurs, etc. Je m'oppose à ce qui vient d'être dit, c'est aussi un tourisme industriel avec des sorties en mer"*.

"C'est une filière industrielle intéressante et il faut l'accompagner par de la formation, pour améliorer le lien entre un jeune et un emploi sur le territoire", ajoute **Bénédicte Martin (LE)**. La candidate souhaite également faire de Fécamp un Territoire 0 chômeurs, créer un salon de l'orientation et un revenu étudiant pour les accompagner dans leur réussite et qu'elle ne soit pas *"conditionnée aux origines sociales"*.

"La formation des jeunes est importante en effet pour les secteurs du commerce et du tourisme", abonde **Serge Girard (RN)**. Pour attirer de nouvelles entreprises ou commerces, il propose aussi *"l'incitation financière avec un pack pour les nouveaux arrivants, une aide aux nouvelles vitrines, pour développer le centre-ville et on le ferait aussi avec de l'animation, il n'y a pas assez de braderies par exemple"*.

Les chiffres à retenir à propos de Fécamp :

Les [élections municipales](#) auront lieu les dimanches 15 et 22 mars prochains.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Fécamp. Avant le premier tour, des listes unies et un scrutin indécis

Charles Turcant

~3 minutes

En 2020, dans une période atypique de crise sanitaire (avec plus de 60 % d'abstention à Fécamp), il s'en était fallu de peu qu'il n'y ait qu'un tour lors des élections municipales. Il [ne manquait que 17 voix à Marie-Agnès Poussier-Winsback](#) pour être réélue ; [ce qui avait été le cas, quelques semaines plus tard](#), au deuxième tour face à son prédécesseur, Patrick Jeanne.

Six ans plus tard, ce dimanche 15 mars 2026, les Fécampoises sont de nouveau appelés aux urnes. Sauf grosse surprise, il devrait y avoir encore un deuxième tour, sept jours après. Trois candidats sont aux prises. [Serge Girard \(Rassemblement National\)](#), premier candidat déclaré, se mêle à la bataille aux côtés de deux visages habitués à débattre lors des conseils municipaux depuis plusieurs mois. D'une part, [le maire sortant, David Roussel](#), qui a succédé à Marie-Agnès Poussier-Winsback, en juillet 2022. [D'autre part, Bénédicte Martin](#), principal visage de l'opposition fécampoise depuis que Patrick Jeanne et Emmanuel Patry se sont mis en retrait.

Lutte à trois jusqu'au deuxième tour ?

La majorité sortante présente une équipe dont plusieurs visages sont de la partie à travers les mandats, y compris celui de Pierre Aubry, malgré l'imbroglio des derniers mois. De son côté, derrière Bénédicte Martin, la gauche est parvenue à constituer une liste unique réunissant ses diverses sensibilités. Ça n'avait pas été le

cas en 2020 (avec Patrick Jeanne et Stéphane Talbot au premier tour), ni en 2014 (Estelle Grelier et Christophe Courcoux). Clin d'œil du destin : la fois d'avant, en 2008, Patrick Jeanne avait été réélu pour son dernier mandat à la tête de Fécamp... face à David Roussel.

18 ans plus tard, le tableau est forcément différent. L'union de la gauche peut-elle lui permettre de reprendre la mairie ? Cela dépendra de son électorat, mais aussi du poids du Rassemblement National au sein de celui de droite. Lors des législatives de 2024, le parti de Marine Le Pen était arrivé en tête du premier tour à Fécamp, face à une liste du camp présidentiel et une de gauche. Mais au deuxième tour, Marie-Agnès Poussier-Winsback (Horizons) se trouvait en tête dans sa ville, devant Douglas Potier (RN). S'il ne semble pas armé pour viser la victoire dans la cité des Terre-Neuvas, le RN peut jouer son rôle de trouble-fête ; avec la possibilité d'être présent au second tour s'il atteint les 10 % de suffrages exprimés. En 2014, ça avait été le cas pour Geneviève Salvisberg (RN) : 11 % au premier tour et 7,6 % au second. En 2026, y aura-t-il un second tour ? Avec qui ?

Municipales 2026 au Havre. Emploi et attractivité : les propositions des sept candidats

Paris Normandie

~4 minutes

Durant les deux semaines précédant les élections des 15 et 22 mars 2026, les sept candidats déclarés à la mairie du Havre détaillent leurs mesures phares concernant des thématiques relevant de la politique de la Ville. Septième volet : l'emploi et l'attractivité.



Port, industrie, tourisme, commerce local... Les propositions des candidats aux élections municipales au Havre. - BORIS MASLARD/
Paris Normandie

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Publié: 9 Mars 2026 à 18h31 Temps de lecture: 1 min

Comme en 2020, sept candidats briguent la mairie du Havre aux élections municipales des 15 et 22 mars 2026. Face au maire sortant, [Édouard Philippe](#) (Horizons), le député communiste [Jean-Paul Lecoq](#) mène une liste d'union de la gauche – à l'exception de La France insoumise, représentée par [Charlotte Boulogne](#). [Franck Keller](#) se présente sous la bannière UDR-RN. Deux collectifs citoyens sont cette année en lice : [Le Havre est à vous](#) avec à sa tête Marie Le Cieux et [Le Havre en débat](#) de Sophie Zarifian. Enfin [Magali Cauchois](#), déjà candidate en 2014 et 2020, porte pour la troisième fois la voix de Lutte ouvrière.

Le Havre Paris Normandie a demandé à chacune des têtes de liste de présenter sa mesure phare pour une série de neuf thématiques relevant de la politique de la Ville. Aujourd'hui : l'emploi et l'attractivité.

Les contributions sont présentées conformément à l'attribution de l'ordre des panneaux électoraux entre les listes candidates tirées au sort en sous-préfecture du Havre le 26 février 2026. Demain, les seniors.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Carburant plus cher, la 11e défaite du HAC, le cadre de vie aux Municipales... le point actu à 20 h](#)

[Réaliser un film en équipe le temps d'un week-end : c'est possible au Havre](#)

[Football – Ligue 1. Attention, ça commence quand même à glisser du côté du HAC...](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Municipales -"Antoine doit se retourner dans sa tombe": au Havre, l'extrême droite se dit l'héritière de Rufenacht - ICI

Amélie Bonté

4–5 minutes

[Passer au contenu](#) [Passer au pied de page](#)

Mardi 10 mars Fête des Vivien

Mardi 10 mars Fête des Vivien

Antoine Rufenacht a été maire du Havre de 1995 à 2010. ©
Maxppp - JM THUILLIER / PHOTOPQR/PARIS NORMANDIE

Publié le mardi 10 mars 2026 à 6:00

Au Havre, le maire sortant Horizons Édouard Philippe, met régulièrement en avant l'héritage d'Antoine Rufenacht (maire de 1995 à 2010). Une filiation également revendiquée par un autre candidat, Franck Keller, tête de liste UDR-RN. De quoi faire bondir dans le camp philippiste.

Au Havre pour les élections municipales des 15 et 22 mars, sept listes sont en course. Le maire sortant Horizons, [Édourd Philippe](#) [brigue un troisième mandat](#) en son nom. Il avait succédé à Antoine Rufenacht en 2010, choisi par ce dernier pour terminer son mandat.

Mais [Franck Keller, le candidat UDR-RN](#) actuellement élu à Neuilly sur Seine en Île-de-France, **se revendique comme l'homme de droite de ce scrutin**. Il n'hésite pas à mettre en avant une filiation Antoine Rufenacht, ancien maire du Havre, décédé en 2020 :

"Antoine Rufenacht a été membre du RPR, parti gaulliste, membre des Républicains et a clairement toujours été à droite contrairement à d'autres qui ont rejoint la Macronie, c'est-à-dire le bloc central. Quand on est macroniste on est pas du tout dans l'héritage d'Antoine Rufenacht."

Des propos qui font vivement réagir dans le camp d'Édouard

Philippe. A commencer par Agathe Cahierre, qui a bien connu Antoine Rufenacht. Elle a fait sa première campagne municipale avec lui en 1989 puis a été sa première adjointe de 1995 à 2010 :

"Antoine doit se retourner dans sa tombe parce qu'il était convaincu qu'il n'y avait aucune alliance à faire avec le RN. Il ne faut pas que les Havrais se bercent d'illusion, le RN est quand même dans la droite ligne du Front national. Antoine avait choisi en 2010 Edouard Philippe, c'était pour lui un successeur qui garderait une grande partie de l'héritage de son œuvre pendant 30 ans."

Et Agathe Cahierre rappelle qu'en 1998 lors de l'élection régionale, Antoine Rufenacht avait refusé l'alliance avec le Front national et a perdu la Région au profit de la gauche.

- [Élections municipales](#)
- [Mairie – Municipalité](#)
- [Rassemblement national](#)
- Antoine Rufenacht
- [Édouard Philippe](#)

Résultats des élections municipales 2026



Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Municipales 2026 à Saint-Étienne-du-Rouvray. Deux outsiders à l'assaut du bastion communiste

Blaise Diagne

5-7 minutes

Qui pour succéder à Joachim Moyse, le maire communiste de Saint-Étienne-du-Rouvray en fonction depuis 2017 ? Face à un Joachim Moyse forcément favori à sa propre succession s'avancent deux challengers : Noura Hamiche et Aziz Erden.



L'hôtel de ville de Saint-Étienne-du-Rouvray est occupé par un maire communiste depuis près de 70 ans. - Paris Normandie



Publié: 9 Mars 2026 à 18h02 Temps de lecture: 1 min

Olivier Goubert, Michel Grandpierre, Hubert Wulfranc, Joachim

Moyse : à eux quatre, ces élus cumulent – dans cet ordre – 67 années consécutives de gestion de Saint-Étienne-du-Rouvray. C'est simple, dans la commune ouvrière de la rive gauche, depuis la fin des années 50, les maires sont [communistes](#), et restent plutôt longtemps en poste, avec des mandats longs de respectivement 13, 29, 15 et 9 années pour le maire sortant Joachim Moyse.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une telle série doit forcément inciter le candidat Moyse à l'optimisme, d'autant que les scores ne faiblissent pas au fil des scrutins : en 2020, il recueillait ainsi 78,84 % des voix en sa faveur, à peine moins qu'Hubert Wulfranc six ans plus tôt (84,9 % des suffrages exprimés), et un poil plus que le candidat Wulfranc de 2008 (77,98 %). Des scores obtenus systématiquement au premier tour, face à une ou deux listes.

Ils sont deux, cette année, à relever le gant. Face à la liste PC, PS, Les écologistes « La gauche rassemblée, agir et vivre à Saint-Etienne-du-Rouvray » de [Joachim Moyse](#), [Noura Hamiche](#), conseillère municipale d'opposition depuis 2014, porte, comme en 2020, la liste « Saint-Etienne vraiment à gauche avec le NPA-Révolutionnaires ». Le troisième concurrent, [Aziz Erden](#), tête de la liste « Avec vous pour Saint-Etienne-du-Rouvray oui c'est possible ! » (sans étiquette) vit quant à lui sa première expérience politique.

Commerce et jeunesse

Que proposent-ils ? Le programme d'Aziz Erden fait la part belle à la jeunesse et au renouvellement urbain. Pour prévenir la délinquance, l'entrepreneur veut accompagner les jeunes Stéphanois dans des parcours d'insertion professionnelle. Pour leur donner des opportunités, il veut attirer commerces et entreprises au Madrillet et dans le vieux Saint-Étienne, « *les deux centres-villes de la commune* ». Pour cela, le candidat souhaite construire dans le premier cas, et réhabiliter l'existant dans le second.

Dans la même logique, Noura Hamiche souhaite s'adresser à la jeunesse de la ville en ouvrant des postes d'éducateurs de rue issus du tissu associatif local ou avec le statut d'agents municipaux. La candidate anticapitaliste évoque aussi dans son programme le sujet du logement. Elle souhaite notamment donner plus de transparence au processus d'attribution des logements sociaux qu'elle juge opaque.

Revitalisation du Madrillet

Joachim Moyse, lui, joue logiquement la carte de [la continuité](#). La revitalisation du plateau du Madrillet/Château Blanc va se poursuivre, avec le chantier de la Maison du citoyen et de l'accès au droit Clara-Zetkin avant celui du centre de santé municipal pensé pour accueillir généralistes et spécialistes en permanence. Le candidat communiste promet aussi la construction d'un nouveau quartier pavillonnaire quartier Seguin.

Côté sécurité, il entend poursuivre le développement de la vidéoprotection et renforcer les effectifs de la police municipale – comme, du reste, Aziz Erden.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Municipales 2026. Au Houlme, Patricia Parmain présente une deuxième liste de gauche](#)

Municipales : jeunesse et sports, un enjeu pour les candidats à Neufchâtel-en-Bray

Paris Normandie

5-7 minutes

Enjeux de campagne (8/8). Dans le cadre des élections municipales qui se dérouleront les 15 et 22 mars 2026, Paris Normandie vous détaille, chaque jour, les propositions des candidats à la mairie de Neufchâtel-en-Bray suivant huit thématiques. Aujourd'hui, jeunesse et sports.



Quelle politique en direction des jeunes ? - Paris Normandie



Philippe Trélat

En cœur pour Neufchâtel



Philippe Trélat - DR

« Notre liste *En cœur pour Neufchâtel* accordera une attention particulière à la jeunesse et au sport. Nous voulons assurer aux enfants de Neufchâtel les meilleures conditions d'apprentissage dès la maternelle, en adaptant les moyens humains dans les écoles et en renforçant l'accompagnement des équipes pédagogiques afin de répondre aux besoins de chaque élève.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Nous poursuivrons l'amélioration des équipements sportifs, avec la rénovation des vestiaires et des locaux associatifs pour offrir aux jeunes des conditions d'accueil adaptées et valoriser l'engagement des bénévoles.

Nous continuerons l'aménagement du plan d'eau

Le square Saint-Pierre sera réaménagé et sécurisé avec de nouveaux jeux pour les plus petits. Nous continuerons l'aménagement du plan d'eau afin de rendre cet espace encore plus attractif pour les familles et la pratique sportive.

Enfin, une concertation sera engagée pour étudier la création d'une micro-crèche municipale répondant aux besoins des familles et aux réalités du territoire. »

Joël Lacaille

Tous Unis pour Neufchâtel





Joël Lacaille - DR

« On le dit souvent, la ville de Neufchâtel dispose d'équipements publics d'une ville d'au moins 10 000 habitants. Des investissements ont été réalisés ces dernières années dans ce domaine. Toutefois, les infrastructures vieillissent et méritent toute notre attention par un plan pluriannuel de rénovation.

Nous devons aider équitablement toutes les associations sportives et culturelles

Aujourd'hui, nous devons aider équitablement toutes les associations sportives et culturelles, nombreuses sur le territoire de la commune. Nous devons aussi faire de notre ville, une ville sportive avec l'organisation de nouveaux rendez-vous populaires. Il faut aussi fédérer les associations sportives pour que le sport pèse davantage dans l'action municipale.

Les actions en direction de la jeunesse passent par l'émergence de nouvelles solidarités intergénérationnelles. Les différentes générations doivent échanger et travailler ensemble, c'est aussi ça une ville solidaire.

Fabrice Morice

Neufchâtel Pour Tous





Fabrice Morice - DR

« *Neufchâtel Pour Tous* place la jeunesse et le sport au cœur de son projet de ville. Nous créerons un office municipal des sports, véritable pilier de la coordination sportive locale, et mettrons en œuvre une Fête du Sport annuelle pour célébrer la pratique sportive sous toutes ses formes.

Le Conseil municipal des jeunes sera renforcé et doté d'un budget participatif, donnant aux jeunes Neufchâtelois un vrai pouvoir d'agir sur leur ville. Le « pass culture Normandie » pour les moins de 18 ans complétera ce dispositif en ouvrant l'accès à la culture pour tous.

La lutte contre le décrochage scolaire sera une priorité

Nous soutiendrons activement les mobilités actives et les activités physiques et sportives, en aménageant des espaces adaptés et sécurisés. La lutte contre le décrochage scolaire sera une priorité, accompagnée de la création d'une délégation aux droits de l'enfant. Un pôle scolaire moderne avec cantine sur place offrira aux enfants un cadre d'apprentissage digne et épanouissant. »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Municipales : la culture, un enjeu pour les candidats à Neufchâtel-en-Bray](#)



Jeunesse et sports : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe

Paris Normandie

7-9 minutes

Enjeux de campagne (8/8). Dans le cadre des élections municipales qui se dérouleront les 15 et 22 mars 2026, Paris Normandie vous détaille, chaque jour, les propositions des candidats à la mairie de Dieppe suivant huit thématiques. Aujourd'hui, jeunesse et sports.



Quels programmes en matière de jeunesse et sports ? - FC Dieppe

Nicolas LANGLOIS

Tous ensemble pour Dieppe



Nicolas Langlois - DR

« Les jeunes nous le disent : ils sont fiers d'être dieppois ! Ils ont de l'intelligence, du talent, et ils se projettent ici. Faisons-leur

confiance en créant un lieu unique à l'école Michelet pour les aider à se lancer, trouver un logement, passer le permis de conduire. Permettons-leur de vivre une vie lycéenne et étudiante ici, avec des loisirs, des concerts dont la programmation pourrait leur être confiée, des équipements sportifs où la pratique libre est permise.

Mieux répondre à leur besoin de transports

Notre premier enjeu, c'est l'emploi, dans les industries du territoire qui vont renouveler un tiers de leurs effectifs mais aussi le port, les services. C'est aussi de nouvelles formations, du CAP à l'école de production et l'école d'ingénieur.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ensuite, nous voulons mieux répondre à leur besoin de transports et aller vers la gratuité pour les moins de 26 ans.

Enfin, nous voulons continuer à soutenir les clubs sportifs et les événements qu'ils organisent, symboles du dynamisme de notre ville et donner un bel avenir aux Bains, lieu de sport et de détente cher aux Dieppois. »

Antoine LABÉ

Dieppe conquérante !





Antoine Labé - DR

« Dieppe doit être la ville des jeunes. Cela passe notamment par une augmentation du nombre de places en crèche, pour permettre aux tous petits de s'épanouir et aux jeunes parents d'être soutenus et accompagnés. En matière scolaire, un plan de rénovation des écoles sera déployé avec l'acquisition de matériel éducatif modernisé.

La lutte contre le harcèlement scolaire une grande cause de notre mandat

Par ailleurs, nous ferons de la lutte contre le harcèlement scolaire une grande cause de notre mandat en mettant en place un plan d'action, en lien avec l'Education nationale, les parents d'élèves et les associations.

Accompagner les jeunes, c'est aussi les aider à y voir clair dans leur orientation et participer à leur insertion professionnelle via des ateliers, job-dating et formations adaptées, notamment pour les métiers liés à l'EPR2. De la petite enfance au lancement dans la vie active, Dieppe sera aux côtés de ses jeunes. »

André Gautier

Dieppe qu'on aime





André Gautier - DR

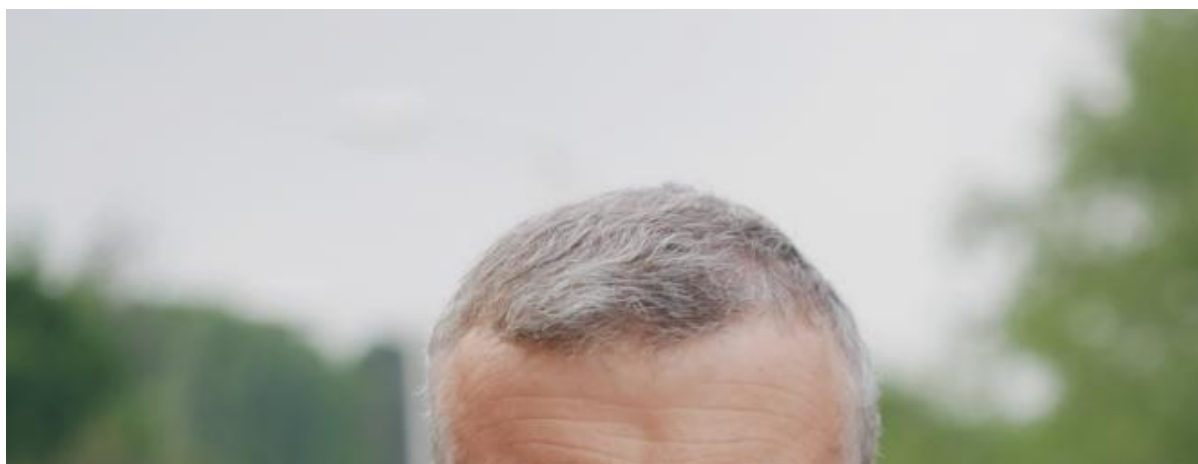
« La Ville, en charge des écoles, doit offrir le meilleur cadre d'enseignement en poursuivant les travaux de mise en accessibilité et de rénovation des écoles et en les dotant d'équipements et de moyens adaptés aux besoins pédagogiques ; en privilégiant les circuits courts d'approvisionnement de la restauration scolaire avec les producteurs locaux ; en développant le soutien scolaire pour tous (aide aux devoirs, lecture, apprentissage de l'anglais) et en adaptant les horaires d'ouverture des crèches municipales aux besoins des parents et aider les crèches associatives.

Dieppe doit aussi soutenir ses clubs

Dieppe doit aussi soutenir ses clubs et leurs milliers de licenciés car les activités physiques et sportives, sont d'intérêt social, sanitaire et éducatif, en définissant, avec les clubs sportifs, des critères équitables et transparents de subventions : en créant un équipement omnisport d'agglomération pouvant accueillir des compétitions d'envergure et un plan « piscines » d'agglomération. Enfin, en développant les sports nautiques en lien avec les clubs dieppois. »

Hugo Lomenède

Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs





Hugo Lomenède - DR

« Tout le monde constate que la jeunesse, et notamment les enfants, ont tendance à l'obésité. C'est lié à la sédentarité, au temps passé devant les écrans, et pour les classes les plus pauvres à la « mal bouffe ». Alors il est urgent de permettre à tous les jeunes une pratique du sport régulière et gratuite. Mais là encore la ville ne peut pas tout faire.

Même l'entretien des piscines devient de plus en plus compliqué faute de moyens

Avec la baisse des subventions de l'État, même l'entretien des piscines devient de plus en plus compliqué faute de moyens. Pourtant rappelons-nous les discours lénifiants de Macron sur la nécessité pour tous les écoliers de faire une demi-heure de sport tous les jours !

Mais des discours à la réalité il y a un monde. L'Éducation Nationale est de plus en plus le parent pauvre dans le budget, contrairement à l'armée. Manque de profs, d'AESH, et bien sûr de profs de sport. Comme pour le reste de la société, le problème de

l'accès au sport pour les jeunes ne sera résolu que quand on se sera débarrassé de ce système qui ne fonctionne que pour satisfaire les intérêts des gros actionnaires. »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Communauté de communes Aumale-Blangy : trois projets financés par la Région et le Département](#)



[Culture : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe](#)



Bolbec/Lillebonne : jeunesse et sports au cœur des municipales

Paris Normandie

5–7 minutes

David Duhamel

Vivre Bolbec Autrement





David Duhamel - DR

« Investir dans la jeunesse, c'est investir dans l'éducation. Face aux suppressions de postes d'enseignants qui se préparent pour la prochaine rentrée, nous avons besoin d'une municipalité combative.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Nous investirons pour offrir les meilleures conditions d'éducation aux enfants et aux jeunes Bolbecais, agirons pour le développement de formations post-bac dans les lycées de Bolbec et Lillebonne, maintiendrons et améliorerons l'aide aux devoirs, démarcherons les entreprises locales afin d'organiser une bourse aux stages pour les jeunes.

Inciter les jeunes à s'engager dans la vie citoyenne

Nous prendrons des initiatives pour inciter les jeunes à s'engager dans la vie citoyenne, le bénévolat.

Nous organiserons des Assises du Sport pour réfléchir avec les clubs aux nouveaux équipements sportifs nécessaires, aux pratiques qui se développent afin de bâtir un plan pluriannuel d'investissement. »

Douglas Potier

Fiers de Bolbec





Douglas Potier - Richard Durand

« Avec un taux de chômage de 20 %, un centre-ville sinistré, une absence totale d'animations et la dégradation continue de l'image de la commune dont ils sont les victimes sur le marché de l'emploi, les jeunes Bolbécais sont trop souvent obligés de quitter la ville pour trouver du travail et des loisirs ou construire une famille.

Dès le 22 mars, la nouvelle municipalité RN financera le permis de

conduire des jeunes les plus méritants, tout en soutenant et en valorisant ceux qui souhaitent suivre des études.

Nous exigerons enfin la réouverture du bassin sportif de la piscine

Ceux qui étudieront la médecine pourront notamment bénéficier d'une bourse en contrepartie d'un engagement à venir exercer à Bolbec.

Dans le même temps, nous referons de notre grand évènement sportif annuel - le semi-marathon - une véritable fête populaire en organisant dans toute la ville des animations célébrant le débarquement de Normandie.

Nous exigerons enfin la réouverture du bassin sportif de la piscine et travaillerons à l'installation d'un bowling et d'un laser game à Bolbec. »

Christophe Doré

Bolbec, Ensemble Continuons





Christophe Doré - Jérôme Stalin

« La priorité sera donnée à la reconstruction du centre de loisirs du Vivier, après en avoir déjà réhabilité une partie sur ce mandat. Pour mieux répondre aux besoins des familles, nous comptons élargir les horaires du périscolaire et développer les actions de soutien à la parentalité. Bien entendu, notre Conseil municipal de jeunes continuera d'être force de propositions et de porter des actions concrètes avec notre soutien.

Conforter Bolbec comme ville reconnue active, sportive, et inclusive.

Quant au sport et au monde associatif, nous continuerons de les soutenir comme nous l'avons toujours fait, aussi bien dans leur fonctionnement que leurs nouveaux besoins logistiques. J'ai à cœur de conforter Bolbec comme ville reconnue active, sportive, et inclusive. C'est pourquoi nous continuerons d'accompagner nos associations dans la démarche « Sport handicap et Sport adapté » et que nous voulons aménager un nouvel espace Sport santé pour tous à la place de l'ancienne piste de BMX dans le cadre privilégié du parc du Val-aux-Grès. »

Patrick Cibois

De l'Ambition pour Lillebonne



Patrick Cibois - DR

« Le sport et la jeunesse seront au cœur de notre action municipale. Nous soutiendrons les associations et leurs bénévoles

pour renforcer leur dynamisme, valoriser leurs réussites et organiser une journée des associations en centre-ville. Nous encouragerons une pratique sportive accessible à tous, en développant le sport inclusif, le handisport et le sport adapté.

Soutenir le suivi scolaire et l'accompagnement des famille

Nous créerons un espace de jeux couvert et sécurisé pour les enfants, favorisant l'éveil et le partage. Adossé à cet équipement, un lieu dédié aux jeunes leur permettra de se retrouver et de développer leurs projets dans un cadre bienveillant. Des aires de jeux seront aménagées dans les quartiers (Goubermoulin et le Toupin).

Enfin, nous soutiendrons le suivi scolaire et l'accompagnement des familles, en accordant une attention particulière aux familles monoparentales. »

Christine Déchamps

Lillebonne Autrement, poursuivons ensemble





Christine Déchamps - DR

« Concernant la jeunesse, nous rénoverons des menuiseries de l'école maternelle du Clairval, végétaliserons des cours d'écoles. Nous mettrons en place un « Conseil des Droits et des Devoirs des Familles », un « pass-loisirs » pour les écoliers lillebonnais. Nous créerons la « Maison des 1000 premiers jours » dans la structure Familia, viserons l'obtention du label crèche AVIP (à visée d'insertion professionnelle). Nous réfléchirons à une extension des horaires des accueils périscolaires.

Dispositif « Sport-Santé, Sport sur ordonnance »

Pour ce qui est des sports, nous rénoverons le terrain de foot synthétique aux Hauts Champs, créerons une base de vie sur le stade des Hauts Champs, mettrons en place le dispositif « Sport-Santé, Sport sur ordonnance », développerons les activités ticket sport enfants/adultes et enfants/famille

Nous couvrirons le boulodrome Bénard, créerons un terrain de Beach dans le parc des Aulnes, réorganiserons les « Olympiades » en partenariat avec l'USL Omnisport, proposerons des séjours « Universités sportives d'été » et agrandirons la « Maison des

pêcheurs » du Parc des Aulnes. »

À Bolbec, le conseiller municipal Rachid Chebli dénonce les publications racistes d'un membre de la liste RN

5–6 minutes

Rachid Chebli, conseiller municipal d'opposition à Bolbec et sur la liste du candidat PCF, déclare avoir porté plainte suite à des publications racistes d'un membre de la liste RN.

Sur le même thème

[Facebook](#)

[Justice](#)

[Municipales 2026](#)



À Bolbec, la campagne des élections municipales perturbée par une plainte suite à des publications racistes (©LB/76actu)

« J'étais horrifié, c'est insupportable ». Le conseiller d'opposition à [Bolbec](#) Rachid Chebli est encore sous le choc concernant **des images à caractère raciste** qu'il a découvertes sur le réseau social Facebook. Elles ont été repostées par un membre de la liste du candidat (RN) Douglas Potier, alors que Rachid Chebli est lui-même présent sur une autre liste, celle du candidat David Duhamel (PCF).

« C'est carrément de l'incitation à la haine raciale »

« J'ai envoyé un courrier à Mme la procureure du Havre le 18 février. Je voulais faire les choses bien, étayer ma demande. J'ai passé les vacances scolaires à travailler sur ce courrier. **Je ne veux pas croire qu'elle classe l'affaire** », déclare l'élu. « Il y a des gens racistes, et bien sûr on peut penser ce qu'on veut, mais il est interdit de l'exprimer car le racisme est un délit, rappelle-t-il. Et là on est même au-delà, c'est carrément de **l'incitation à la haine raciale**. Ce n'est pas une opinion, il faut que la loi passe par là »

À ce jour, la procureure du Havre Soizic Guillaume a déclaré à *76actu* ne pas avoir reçu la plainte, et donc pas ouvert d'enquête.

Les images ont été supprimées du réseau social, mais pas avant que Rachid Chebli effectue **des captures d'écran**. Sous le surnom de Tonio Elvis, Antoine Courché aurait republié plusieurs images, se voulant humoristiques, à caractère raciste notamment contre les personnes arabes et musulmanes. « Ce qui m'a perturbé c'est **la violence des propos, la déshumanisation** », décrit Rachid Chebli.

« J'avais déjà été sensibilisé en septembre, lors de l'annonce ma candidature, avec des insultes racistes en commentaire sur Facebook, raconte-t-il. [Rachid Chebli avait d'abord annoncé sa candidature à la mairie de Bolbec avant de participer à la liste d'union de la gauche, menée par David Duhamel, Ndlr] Ça a été retiré. Cette fois c'est très différent ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

D'après les annonces de Douglas Potier, en cas de victoire de la liste RN, Antoine Courché deviendrait adjoint au logement et à l'environnement. « Peut-on imaginer une telle personne en charge d'un service public ? » s'interroge Rachid Chebli.

« Il faut dire 'stop', vous n'avez pas le droit de dire ça »

L'enseignant affirme avoir par ailleurs déjà eu des échanges professionnels « tout à fait normaux » avec Antoine Courché, et assure n'avoir aucun antécédent contre cette personne. « Ce n'est **pas du tout une technique électorale**. Je suis élu depuis 25 ans à Bolbec je n'ai jamais rien vu de tel, de façon aussi ouverte. Là c'est un délit. **Il faut dire 'stop'**, vous n'avez pas le droit de dire ça ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Troisième sur la liste d'union de la gauche à Bolbec, Rachid Chebli affirme avoir le soutien de David Duhamel et des colistiers. « J'irai au bout, j'assume. Quelles qu'en soient les conséquences. **On ne peut pas laisser ça**. Pour les habitants, pour moi, pour nos enfants. Je me dois de réagir. On est dans un pays de droit. Je peux faire appel à la justice ».

Contacté par *76actu*, Douglas Potier **ne souhaite pas commenter** cette affaire. « Ça ne m'intéresse pas. Nous avons une commune avec 20 % de pauvreté à redresser », déclare-t-il.

Une autre plainte déposée

Rachid Chebli fait savoir qu'il a par ailleurs écrit une charte, qu'il a transmise à L'Association nationale des Élus Locaux d'Opposition (AELO), pour appeler à une campagne municipale plus

respectueuse. Il déclare l'avoir également transmise à l'association des maires de France, cette fois sans réponse. "Avec la présidentielle qui va commencer, je veux l'envoyer à tous les candidats, qu'ils s'engagent en ce sens. C'est un sujet dont je veux qu'on s'empare au niveau national. Sinon, vers quoi on s'embarque ?", dit-il.

En effet, ce n'est pas la première plainte dans cette campagne municipale à Bolbec, puisqu'une autre a été déposée concernant des "fausses rumeurs" publiées, également sur Facebook, par plusieurs personnes envers un colistier de la 3e liste, celle menée par Christophe Doré, le maire sortant. Cette plainte a bien été prise en compte par la procureure du Havre qui confirme qu'une enquête a été ouverte.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Gorgibus, Distant, Buirette...

Découvrez la minute Municipales à Saint-Valery-en Caux

Brice Recotillon

4–5 minutes

Du lundi 9 au vendredi 13 mars 2026, la rédaction cauchoise de Paris Normandie présente en vidéo sa rubrique, la minute Municipales. Focus aujourd'hui sur les enjeux au sein de la commune de Saint-Valery-en-Caux.



Publié: 10 Mars 2026 à 08h18 Temps de lecture: 1 min

La minute Municipales vous emmène aujourd'hui à Saint-Valery-en-Caux. Une commune du littoral de 4000 habitants où Jean-François Ouvry, le maire sortant, a annoncé dès le mois de septembre 2025 qu'il ne briguerait pas de second mandat.

Trois listes opposées

Pour lui succéder, son premier adjoint Benjamin Gorgibus fait office de candidat naturel. La tête de liste de « Cap sur demain » souhaite poursuivre le travail entrepris par la majorité actuelle. Son but est de faire de Saint-Valery-en-Caux une ville bien ancrée au sein du 21^e siècle.

Face à lui, Raphael Distant présente une liste d'opposition pour la deuxième fois consécutive. Élu au conseil municipal depuis une douzaine d'années, Distant mise sur la reconstruction du tissu

social pour fédérer les habitants. Lui aussi rêve d'une commune occupant le rôle de phare de la côte d'Albâtre.

Enfin, Bertrand Buirette représentera la liste Saint-Val Autrement. Novice en politique, ce retraité actif de 66 ans peut compter sur l'expérience de deux de ses colistiers (Hervé Plessis et Didier Blondel) pour donner du coffre à sa candidature. Attractivité, économie et patrimoine sont les sujets majeurs des trois candidats.

On rappelle que les élections auront lieu les dimanches 15 et 22 mars 2026.

Lire aussi



[Jeunesse et sports : les propositions des candidats aux municipales à Yvetot](#)



Métropole de Rouen : un groupe politique de petites communes qui monte, qui monte

Sylvain Auffret

5–6 minutes

Pour se faire entendre au sein du futur conseil des 71 communes de la Métropole post-élection, des « petits » candidats ont créé un nouveau groupe politique. Leur nombre atteint désormais vingt-deux.



Vingt-deux (plus deux colistiers) candidats ont annoncé rejoindre cette liste en cas de victoire les 15 ou 22 mars. - DR

Fin novembre 2025, on les avait quittés à [treize](#), ils sont désormais vingt-deux*. Vingt-deux candidats aux élections municipales qui rejoindront un nouveau [groupe politique](#) au sein du conseil métropolitain à venir en cas de victoire (la Métropole regroupe 71 communes représentées par [un ou plusieurs conseillers](#) en fonction du nombre d'habitants, NDLR).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Lancé il y a un an et demi par quatre élus de petites communes, le futur groupe « Ensemble : Petites Communes et Indépendants » (EPCI) veut rassembler celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans le fonctionnement actuel de l'intercommunalité, trop politisé, trop polarisé, souhaitant conserver leur indépendance et qui veulent que leurs problématiques soient plus écoutées.

En attendant le 8 avril

Sur les 22 candidats, *« 10 seront élus le 15 car ils sont seuls en lice, donc le groupe existera quoi qu'il arrive, car il faut six élus pour créer un groupe »*, raconte Nicolas Amice, maire de Saint-Pierre-de-Manneville, qui fait partie de ces dix.

Pour les autres, il faudra attendre le 22 mars pour connaître le gagnant du scrutin. En attendant, le groupe se prépare pour l'après-municipales et parfait ses propositions de fonctionnement *« moins centralisé, moins linéaire »* de la Métropole.

Un groupe d'élus qui se revendique autonome et en défense de ses administrés. *« On ne donnera pas de consigne de votes »*, explique des membres du groupe sans étiquette, parmi lesquels figurent les maires sortants de [Déville-lès-Rouen](#) et [Darnétal](#), qui comptent respectivement environ 11 000 et 10 000 habitants, pas vraiment des petites communes. Le président de la Métropole sera élu le 8 avril.

(*Anneville-Ambourville, Bardouville, Berville-sur-Seine, Boos, Darnétal, Déville-lès-Rouen, Épinay-sur-Duclair, Hautot-sur-Seine,

la Bouille, Orival, la Bouille, le Mesnil-sous-Jumièges, Orival, Quevillon, Sahurs, Saint-Jacques-sur-Darnétal, Sainte-Marguerite-sur-Duclair, Saint-Martin-de-Boscherville, Saint-Pierre-lès-Elbeuf, Val-de-la-Haye et Yainville)

Lire aussi



[Municipales 2026. Au Houlme, Patricia Parmain présente une deuxième liste de gauche](#)



[Municipales 2026. Matthieu Foutel, conseiller d'opposition, se présente à Saint-Jacques-sur- Darnétal](#)



Municipales 2026 au Mesnil-Esnard. Trois listes en lice et des projets qui divisent la campagne

Robin Rioult

5–7 minutes

Le maire sortant, Jean-Marc Vennin, et les candidats Fabrice Louvet et Jean-Marie Ghys sont dans la course au Mesnil-Esnard. Avec quelles mesures sur les grands projets, l'éclairage nocturne, la démocratie locale ? On vous résume.



Par Robin Rioult

Publié: 10 Mars 2026 à 06h47 Temps de lecture: 1 min

Avec un peu plus de 8 170 habitants, Le Mesnil-Esnard compte trois listes. Il y a le maire sortant, [Jean-Marc Vennin](#), accompagné par « Le Mesnil-Esnard, poursuivons ensemble » (divers droite). En face de lui, le conseiller municipal d'opposition [Fabrice Louvet](#), tête de liste « L'avenir ensemble au Mesnil-Esnard » (divers gauche), ainsi que la candidature de [Jean-Marie Ghys](#), de la liste « L'essentiel, c'est vous » (divers droite). En 2014, [la participation était de 63 %](#) contre [l'équivalent en abstention](#) lors des élections en 2020.

Les grands projets interrogent

La série de projets amorcée lors du mandat 2020 est au cœur des débats. Jean-Marc Vennin, veut continuer en ce sens. « *Un seul mandat ne suffit pas pour travailler sur les projets importants, surtout avec un mandat écourté [par le Covid].* » Au programme : construction d'une nouvelle salle pluriactivité et d'un parking souterrain sur le site de l'ancienne caserne, aménagement de la piste cyclable route de Paris, main dans la main avec la Métropole, projet d'une chaufferie biomasse.

Les deux opposants, quant à eux, sont plus circonspects. « *La commune est trop endettée avec des investissements qui ont été surdimensionnés* », assume Fabrice Louvet, qui considère la mairie en pleine dérive budgétaire. Pour lui, le projet de parking souterrain doit être revu à la baisse, tout comme la piste cyclable, « *une aberration vu le coût de cet équipement* », qui doit être renégociée avec la Métropole. Jean-Marie Ghys estime que « *les budgets ne sont pas tenus.* » Tout aussi méfiant quant au projet de parking souterrain, il veut s'assurer que la piste cyclable ne se fera pas sans accompagnement des commerçants, et propose d'installer des abris vélos.

« On a beaucoup moins de cambriolages et d'agressions depuis qu'on a coupé la lumière. »

Jean-Marc Vennin, Candidat aux élections municipales 2026, Mesnil-Esnard.

Éclairage nocturne et démocratie locale

La question de l'éclairage public nocturne traverse aussi la campagne. Jean-Marc Vennin défend l'extinction pour des raisons économique, écologique et sécuritaire. « *On a beaucoup moins de cambriolages et d'agressions depuis qu'on a coupé la lumière* », avance-t-il.





L'éclairage nocturne fait parler de lui avant les élections au Mesnil-Esnard. - Photo d'archive PND

Fabrice Louvet prône lui le « *rétablissement de l'éclairage public la nuit* » pour lutter contre l'insécurité, tout en cherchant des solutions « *écologiques et économiques* ». Jean-Marie Ghys plaide, lui, pour « *une consultation citoyenne sur ce sujet* », rappelant que « *les gens demandent plus de caméras, mais ça coûte très cher* ».

Jean-Marie Ghys veut « *plus de dialogue avec les habitants* » mais aussi avec la Métropole. Il propose de mettre en place des consultations directes, « *dans le cadre d'un conseil citoyen* ».

Fabrice Louvet attaque la majorité sur ce sujet, et promet « *d'instaurer une vraie démocratie et en finir avec le "Circulez il n'y a rien à voir" du maire actuel.* » Jean-Marc Vennin, quant à lui, défend son bilan. « *La proximité c'est parfois lourd, et il faut que j'essaie d'être moins sur la défensive [...]. Mais je ne refuse jamais un rendez-vous à personne !* »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Municipales 2026. Pour le candidat LO dieppois, « il faut que les travailleurs prennent le pouvoir »

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

7-9 minutes

Hugo Lomenède est tête de liste Lutte ouvrière pour les prochaines municipales à Dieppe. S'il souhaite pouvoir placer des élus dans l'instance communale, il sait qu'il n'accédera à l'écharpe de maire que dans un contexte de mobilisation nationale, voire internationale. Explications.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 9 Mars 2026 à 20h12 Temps de lecture: 3 min

Votre objectif n'est pas de devenir maire : pourquoi être candidat ?

Hugo Lomenède : « Le but serait que les travailleurs prennent les choses en main, mettent le nez dans les affaires des communes, des entreprises... partout. Qu'ils puissent contrôler ce qui est fait de la richesse produite. [Moi, je suis un porte-parole, un porte-voix.](#) Pour l'instant, un objectif réaliste serait d'avoir au moins un élu, comme c'est déjà arrivé dans d'autres communes ou au Parlement européen : cela permettrait de faire passer nos idées, de faire entendre la voix des travailleurs. Il faut que les travailleurs prennent

le pouvoir : même si je suis sincère, je ne connais pas la vie ni les besoins des gens et je ne peux pas décider pour eux. »

Si jamais vous étiez élu, comment réorganiseriez-vous une mairie telle que celle de Dieppe ?

« Si j'étais élu, ce serait dans un contexte de mobilisation, de grève, d'occupation d'usines ; une situation de bouleversement complet, au moins à l'échelle du pays voire plus largement. Je pense au Printemps arabe qui s'est propagé d'un pays à l'autre, à [la révolte actuelle en Iran](#) alors qu'auparavant c'était le Népal... Les crises économiques ont des impacts mondiaux et ne sont pas des phénomènes isolés, encore moins au niveau des communes. Alors si les travailleurs se mobilisent au point que les communes passent sous leur contrôle, il y aura déjà des organisations en AG dans les entreprises et toutes les instances : ce contexte puissant emporterait tout et ne s'arrêterait pas à une ville. Mais juin 36, ça a bien commencé quelque part. On quantifierait les besoins de la population, et on regarderait les moyens et force de travail nécessaires pour y arriver. Aujourd'hui, on travaille au moins huit heures par jour mais qu'est-ce qui est fait de la richesse produite, au regard des besoins de la population à part enrichir une minorité ? Sinon il n'y aurait pas de SDF, tout le monde pourrait payer ses factures, se soigner, faire des études, etc. »

Comment faites-vous campagne ?

« On est présents sur les marchés de Neuville et de Dieppe, où on distribue des tracts, on échange... On a commencé le porte-à-porte dès octobre, dans toutes les cités de Janval, Neuville, les Bruyères, la Ferme des hospices. Parmi les personnes qui nous ont ouvert – on a eu quelques refus mais rien de notable –, on a eu des discussions très intéressantes et on a pris les coordonnées d'une cinquantaine de personnes ; certains ont accepté de figurer sur notre liste. Nous tiendrons une réunion publique le 7 mars à 16 h à la Maison des associations. »

Quelles sont les doléances qui vous sont soumises lors du

porte-à-porte ?

« Les gens nous ont dit que la situation se dégrade, que c'est de plus en plus difficile de joindre les deux bouts, avec aussi de nombreuses tracasseries administratives. [On nous a aussi parlé de logement](#) : on a rencontré des SDF, des gens qui sont hébergés et dépendent donc de relations affectives, familiales ou amicales, alors que cela devrait être un droit élémentaire. Certains logements ne sont pas adaptés à la taille des familles, ou à la mobilité des personnes âgées. Et puis il n'y a pas assez de logements, mais certains restent vides. Côté emploi, même ceux qui travaillent peuvent être dans des situations précaires : c'est pourquoi [le mouvement des Gilets jaunes](#) est né, mais il n'a pas passé le seuil des entreprises, ça a été sa limite. »

De quoi Dieppe et les Dieppois ont-ils besoin ?

« De la même chose que partout : [des médecins](#), un boulot garanti, des salaires et des pensions qui suivent les prix comme c'était le cas jusqu'en 1983, d'écoles dont l'État ne se désengage pas [pour rester ouvertes avec des effectifs moins importants par classe](#), etc. Mais on ne peut pas vraiment changer les choses quand on accompagne juste la dégradation. »

Qui voyez-vous président.e de la République en 2027 ?

« [Nathalie Arthaud \(porte-parole nationale de Lutte ouvrière, NDLR\)](#), ce qui voudrait dire qu'il y aurait de grandes mobilisations, de grandes grèves et que les travailleurs relèveraient la tête. Elle sera présente le 21 mars à la fête de LO à Oissel ! »

Quels sont les derniers film ou série, livre et album ou chanson que vous avez vu, lu et écouté ?

« J'ai vu [le film Dossier 137 avec Léa Drucker](#) sur le traitement des violences au moment des Gilets jaunes, c'était passionnant. Le dernier bouquin que j'ai lu, c'est le programme de transition de Trotsky (rires) ! Je n'écoute pas de musique, mais plutôt des émissions historiques et scientifiques à la radio. »

Réunion publique de la liste LO menée par Hugo Lomenède, le 7 mars à 16 h à la Maison des associations. Les autres candidats dieppois sont : André Gautier (LR), Antoine Labé (RN) et Nicolas Langlois (PCF).

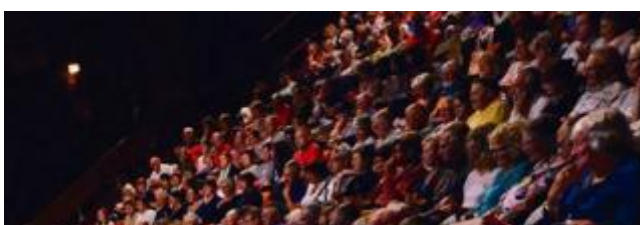
NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Jeunesse et sports : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe](#)



[Communauté de communes Aumale-Blangy : trois projets financés par la Région et le Département](#)



Municipales 2026. Une commerçante tête de la liste « Tous ensemble pour Argueil »

Christine Dhenain (correspondante)

5–6 minutes

Nathaly Rosa, 55 ans, commerçante depuis huit ans et propriétaire du bar-restaurant les 4 Rivières, est tête de liste de « Tous ensemble pour Argueil ».



Par Christine Dhenain (correspondante)

Publié: 9 Mars 2026 à 17h26 Temps de lecture: 2 min

Pourquoi avoir souhaité être tête de la liste « Tous ensemble pour [Argueil](#) » ?

Nathaly Rosa : « Depuis l'été dernier, nous ne savions pas si la maire allait se représenter. Alors, nous avons commencé à monter une liste pour pouvoir aménager des projets, voir les besoins sur la commune. La liste s'est faite avec des personnes qui n'ont pas d'ambitions personnelles. En tant que commerçante en centre-bourg, j'écoute beaucoup les habitants et me mets à leur hauteur : on sent un mal-être, les gens se sentent perdus. Écouter, comprendre les besoins de la population, être proche des gens, c'est notre motivation. Nous voulons mettre Argueil en valeur sans le dénaturer. »

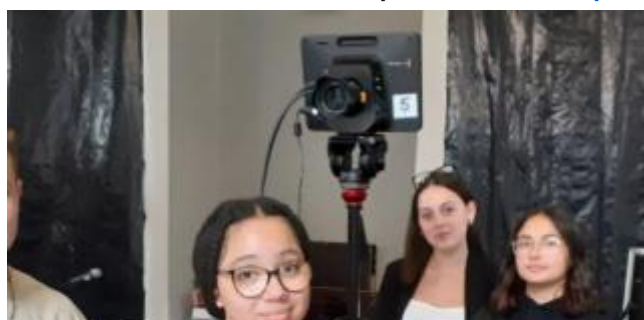
Quels seront vos projets prioritaires ?

« Nos points prioritaires sont la sécurité, la tranquillité et la protection des gens. Revoir la vitesse à certains endroits, mais aussi l'éclairage public, lancer le dispositif « Voisins vigilants ». La solidarité est importante : ne pas laisser les gens seuls dans leur désarroi, les soutenir, les rencontrer face à des situations critiques. On veut faciliter la vie des familles, rencontrer jeunes et parents, garder le lien social entre les générations, en partenariat avec les associations. Lesquelles ont besoin d'être mises en valeur avec plus de communication. Pour rendre Argueil attractif, nous souhaitons développer l'activité touristique, en mettant en place des parcours historiques, en valorisant notre patrimoine, en rendant visible davantage les commerces et les services avec de la signalétique. Mais aussi créer un label de mise en valeur, donner l'envie de venir à Argueil en gardant son identité. Ce serait bien aussi d'avoir un comité des fêtes. Ce sont des projets qui sont liés. »

Comment décrire votre liste ?

« J'ai cherché des personnes de tous les horizons professionnels : formateur, agriculteur, assistante maternelle, dirigeant de proximité, retraités, des gens qui ont vu l'évolution d'Argueil, des jeunes. L'âge se situe entre 23 ans et 67 ans pour une moyenne d'âge de 46 ans. Chacun a proposé des projets, il y a une cohésion d'écoute avec un dialogue ouvert. Nous sommes une liste neutre sans étiquette politique, nous avons la même vision : être là pour la commune, tous ensemble dans un village uni. Notre volonté est d'unir aujourd'hui, bâtir demain et agir chaque jour. »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Municipales 2026. In extremis Bellengreville a deux candidats et ne sera pas mise sous tutelle !

Paris Normandie

6–7 minutes

Alors que les habitants pouvaient craindre de ne pas voir de liste se constituer pour les prochaines municipales, finalement deux personnalités de la commune ont décidé de se lancer dans l'aventure de la campagne.



Publié: 9 Mars 2026 à 10h15 Temps de lecture: 2 min

L'annonce de Bruno Gendron qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat de maire à Bellengreville avait désorienté l'équipe municipale, aucun adjoint ne souhaitant reprendre les rênes. À commencer par Christiane Lefort, première adjointe sollicitée. *« C'est un rôle très ingrat et une grosse responsabilité. Il faut avoir du tempérament et être très solide »*, explique la secrétaire du club Saint-Germain. Les candidatures auront été finalement tardives, avec deux listes, emmenées respectivement par Cyril Larchevêque et Yohann Treboutte. Pour les deux candidats, il n'était pas envisageable de voir leur commune mise sous tutelle.

**Cyril Larchevêque : « Unir les générations,
construite l'avenir ensemble »**

C'est une première candidature pour Cyril Larchevêque, fort d'une expérience de deux mandats consécutifs de conseiller municipal et d'une « *bonne connaissance du patrimoine communal* », avec une liste incluant six élus sortants dont trois adjoints : « *On n'était pas forcément repartis pour continuer mais on a réussi à se motiver* », confie cet agriculteur de 43 ans. Sophie Agez, colistière, fille de l'ancien maire René Godefroy : « *Je suis née ici, j'ai toujours participé à la vie du village. Mon père y a été conseiller, adjoint, maire, pendant trente ans. C'est pour moi une suite logique et je tenais à faire honneur à sa mémoire. Il faut aussi savoir avec qui l'on part.* » Pour Cyril Larchevêque aussi « *c'est dans les gènes, comme l'a dit un voisin que je connais bien* ». Clin d'œil à Gérard Larchevêque, son père, maire de Sauchay dans une famille très investie dans la vie communale.

Cyril Larchevêque et ses colistiers (dont six issus du conseil actuel) aller dans la continuité des projets lancés par Bruno Gendron. « *Je pense aussi que c'est une équipe qui va aller de l'avant* », ajoute-t-il, sur la base de « *concret, de local et du bon sens* ». La liste souhaite « *préserver l'âme du village, la qualité et le cadre de vie, tout en préparant l'avenir, rendre des services au quotidien et assurer la sécurité de tous* ». Le programme promet d'être dense mais le candidat insiste : « *Il faut prendre le temps.* »

Yohann Treboutte : « Agir pour Bellengreville »

C'est le dernier jour que Yoahnn Treboutte a présenté sa liste en préfecture. À 57 ans, ce responsable QHSTE et sécurité sur le port de Dieppe n'en est pas à sa première mission d'élu : second adjoint de René Godefroy de 2007 à 2024 dont une partie en tant que premier adjoint au décès de ce dernier, sous la mandature de Bruno Gendron, il a aussi été président du Sivos Bellengreville-Sauchay-Ancourt pendant douze ans avant sa dissolution.

Outre la volonté de ne pas laisser son village sans maire, c'est cette dissolution qui l'a motivé à se présenter une seconde fois aux élections municipales : « *Je ne l'ai pas digéré. On s'était beaucoup*

investi, avec de beaux projets pour les élèves. Aujourd'hui, on y a perdu financièrement. » Le candidat souhaite miser sur l'avenir, avec des projets défendus aussi par la liste de Cyril Larchevêque : *« Ce n'est pas une liste d'opposition. Il y a d'ailleurs des personnes qui se seraient inscrites sur ma liste mais je me suis présenté trop tard. Et puis avoir deux listes est un gage de démocratie. Les habitants auront au moins le choix. »*

La sienne est composée de trois anciens élus. La moyenne d'âge est de 42 ans. *« Notre intérêt est d'agir pour le village, lui redonner une dynamique. Aujourd'hui, Bellengreville est un village mort ; il n'y a plus de liens avec la population, comme celui que tissait l'employé communal avec les habitants dans le quotidien. Il faut toucher toutes les générations. »* À l'instar de Cyril Larchevêque, la sécurité est aussi un élément important pour Yohann Tréboutte.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Jeunesse et sports : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe](#)



"M'avalier c'est difficile, et avaler les Ecologistes aussi", les raisons de l'union de la gauche à Rouen

Écrit par Myriam Libert

4–5 minutes

Cette année, Socialistes et Ecologistes de Rouen ont décidé de partir unis dès le premier tour des élections municipales. Pour quelles raisons ont-ils fait ce choix ? Explications.

[Élections municipales 2026](#)

Depuis 2008 et l'élection de Valérie Fourneyron à la mairie de Rouen, Ecologistes et Socialistes partaient jusqu'alors désunis au premier tour, puis se retrouvaient au second tour.

Cette fois, plus question pour les Ecologistes de faire bande à part : la gauche rouennaise part rassemblée dès le 1er tour.

"Nous, ce qu'on voulait c'était éviter que la ville bascule où à droite, où à l'extrême droite" explique Jean-Michel Bérégovoy, figure rouennaise et candidat Les Ecologistes sur la liste de Nicolas Mayer-Rossignol "Fiers de Rouen".

Pourtant, il y a quelques mois encore, l'alliance semblait inenvisageable.

Il y a six ans, quelques mois après l'incendie de Lubrizol, les Ecologistes dépassent alors les 23%. Les attentes des Rouennais sont fortes, et la percée est historique.

Dans les rues de la métropole normande ces jours-ci, les électeurs sont partagés. *"Au premier tour je trouve ça dommage que les partis ne soient pas capables de se présenter individuellement"* explique cette jeune femme.

"Je crois qu'un des problèmes pour gagner les élections, c'est la division" répond cette autre.

Voir le reportage de B.Garguy-Chartier et Léa Sombret

durée de la vidéo : 00h02mn07s



Pourquoi la gauche et les Ecologistes partent rassemblés dès le 1er tour à Rouen ? • ©FTV

Le maire sortant, Nicolas Mayer-Rossignol (PS) justifie cette union.

Partir divisés avant même le premier tour alors qu'on a un bilan commun à 95% aurait été très étrange

Nicolas Mayer-Rossignol, maire PS de Rouen, candidat à sa réélection

Une adjointe au maire comprend que certains trouvent cette union étonnante. *"Les Verts auraient pu incarner un nouveau souffle au premier tour. Mais ils ont raté le coche, ce sont toujours les mêmes visages, il y a un manque de renouvellement"*.

"M'avaler c'est difficile, et avaler les Ecologistes aussi, plaisante Jean-Michel Bérégovoy, candidat Les Ecologistes sur la liste de Nicolas Mayer-Rossignol *"Fiers de Rouen"*.

Je vous garantis que si vous regardez le programme, nos idées sont bien présentes, et vous verrez qu'il y aura un grand nombre d'élus écologistes à la fin du processus, si bien sûr nous gagnons

Les autres listes qui se présentent aux élections municipales à Rouen, rivalisent de critiques.

À l'instar de Maxime Da Silva, tête de liste La France Insoumise, *"Faire mieux à Rouen"*. *"Celles et ceux qui ont fait le choix des places plutôt que le choix du combat contre la fonte des glaces, eh bien, ils finiront par disparaître"* ironise le candidat.

Même sentiment du côté de Marine Caron, tête de liste DVD (divers droite) *"Réussir Rouen"*. *"Je ne m'occupe pas de ceux qui cherchent à sauver des places, au détriment des valeurs ou du projet"*.

Faux, rétorquent les intéressés. *"On a longtemps négocié, pendant deux mois, pour affirmer nos convictions, et assurer un accord programmatique"* affirme une élue écologiste, *"c'est ce qu'il fallait faire pour éviter à tout prix la victoire de la droite ou de l'extrême droite"*.

Dans cette dernière ligne droite de la campagne, nul ne sait encore si cette union permettra à la gauche de gagner la mairie, pour la quatrième fois consécutive.

Avec Baptiste Garguy-Chartier

REPLAY. Accusations de racisme, marché inattractif, manque de médecins... Ce qu'il faut retenir du débat des candidats à la mairie de Bolbec

Écrit par Clémence Blanche

9–12 minutes

Plus que 6 jours avant le premier tour des municipales 2026 ! Sur le plateau de France 3 Normandie, ce lundi 9 mars, les trois candidats à la mairie de Bolbec ont débattu. Jour de marché, attractivité des familles et mutuelle municipale... Voici ce qu'il faut retenir de leurs échanges.

[Élections municipales 2026](#)

La campagne bat son plein ! Pour décrypter les enjeux du vote et les propositions des candidats, France 3 Normandie a consacré un débat exclusif à Bolbec, ce lundi 9 mars 2026.

26 minutes pour vous aider à faire un choix éclairé les 15 et 22 mars prochains.

Notre journaliste Bénédicte Drouet a reçu les 3 candidats pour détailler et mieux comprendre leurs propositions et leur vision de la politique locale.

- **Christophe Doré** (SE), tête de liste "[Bolbec Ensemble Continuons](#)". Le maire sortant divers centre brigue un deuxième mandat sans étiquette. Ce coiffeur de profession âgé de 57 ans est aussi le président de la Chambre des métiers et de l'artisanat de Normandie.

- **David Duhamel** (PCF), tête de liste “[Vivre Bolbec autrement](#)”. Le candidat âgé de 27 ans mène une liste d’Union de la gauche.
- **Douglas Potier** (RN), tête de liste “[Fiers de Bolbec](#)”. Le candidat de 30 ans a déjà trois campagnes à son actif (2014, 2020 et 2026), menées auparavant avec la droite.

Une polémique s’est immiscée dans la campagne pour la mairie de Bolbec. Antoine Courché, présent en 3e position sur la liste du candidat RN Douglas Potier est visé par une plainte pour avoir partagé des publications racistes et islamophobes sur les réseaux sociaux.

La première prise de parole était destinée au candidat Douglas Potier, qui n’avait pas souhaité répondre [aux questions de nos journalistes](#) sur le sujet ce week-end.

*“Je tiens d’abord à rappeler que je suis issu de la communauté des gens du voyage et que ma famille a fui la Normandie parce qu’elle a fui les persécutions vichystes. Je combats le racisme d’où qu’il vienne, a asséné **Douglas Potier (RN)**. En tout état de cause, je n’ai pas vu ces caricatures satiriques et personne n’a été en mesure de me les fournir.”*

“La justice fera son travail et se prononcera, pour ma part je ne suis pas inquiet, ce qui m’inquiète le plus c’est l’indignation sélective de mes adversaires”, a ainsi réagi le candidat RN, n’évoquant donc pas de potentielles conséquences pour son colistier visé.

Il ajoute que Rachid Chebli, colistier de David Duhamel, aurait lui aussi commis “*de graves dérapages homophobes*”. Il s’agit de “*rires gras*” en réponse à une blague homophobe d’une dame pendant une manifestation.

*“Ne détournes pas le sujet”, a répondu **David Duhamel (PCF)**. “Ce que j’ai pu voir ce n’est pas un simple désaccord politique, c’est une attaque contre la République, puisque j’ai vu les images. En France la dignité humaine ne se négocie pas, et la couleur de peau ne définit pas la valeur d’un citoyen. Bien sûr, je condamne*

fermement tout ce que j'ai pu voir."

*"Ma position est très claire, il semblerait qu'une plainte ait été déposée, que la justice fasse son travail, conclut **Christophe Doré (SE)**. Je crois qu'il y a une montée de la haine sur les réseaux sociaux, il est temps que les choses soient encadrées, ça ne peut pas durer, il se passe trop de choses derrière les écrans [...] Aujourd'hui des propos racistes n'ont plus lieu d'être tenus sur la place publique."*

Les habitants de Bolbec, interrogés par nos journalistes, déplorent la fermeture des commerces le samedi, jour du marché. Ce dernier est un point de crispation de la ville, en manque d'attractivité pour les camelots (des marchands ambulants).

David Duhamel (PCF) ouvre le bal : *"Il y a un réel problème autour du marché, je m'engage à créer une grande concertation avec les camelots et les commerçants, pour discuter et voir si le lundi est toujours approprié ou non, et rendre l'emplacement des camelots gratuits."*

Au tour de **Douglas Potier (RN)** de réagir : *"Nous portons cette mesure depuis douze ans, l'exonération du droit de place pour les commerçants. Ça rapporte 9 000 euros sur 27 millions d'euros de budget."*

Il annonce que le marché sera déplacé au samedi. Il souhaite *"rendre vie au marché"* en organisant aussi *"des animations festives à destination des familles : nous ferons venir des véhicules anciens, des tracteurs, des animaux, des spectacles de rue"*.

durée de la vidéo : 00h02mn12s





Focus sur les municipales 2026 à Bolbec (Seine-Maritime). •

©France Télévisions

Christophe Doré (SE) s'exprime à son tour : *"Le marché est une problématique que nous connaissons, nous avons fait une délégation de service public avec quelqu'un qui nous a accompagnés, ça n'a pas fonctionné. Faire venir les camelots le samedi c'est une idée absurde parce que le samedi il y a un marché à Saint Romain."*

"Je rappelle qu'aujourd'hui c'est 12% seulement de vacances dans notre ville, la plus basse sur le territoire de l'agglomération, Bolbec a beaucoup évolué de ce côté-là", dit-il avant d'ajouter que l'occupation du domaine public est réglementée par la loi.

Rien d'impossible pour **David Duhamel (PCF)**, expliquant qu'une de ses colistières parlementaire a déjà fait changer la loi sur ce genre de sujets. Au-delà du marché, le candidat de gauche propose également d'avoir *"des enseignes qui conviennent vraiment aux Bolbécais"*.

Pour **Douglas Potier (RN)** de son côté, le problème trouve sa source du côté du pouvoir d'achat des habitants. Il souhaite faire venir des familles de classe moyenne *"qui pourront créer de la richesse et consommer"* notamment en mettant en place une politique de soulagement fiscal, et en améliorant la propreté et la sécurité de la ville.

La santé était déjà au cœur des débats en 2020, lors des dernières élections municipales. Depuis, un centre de santé communal a vu le jour avec trois médecins salariés à Bolbec. Tous s'accordent pour dire que ce n'est pas suffisant.

"On propose de renforcer ce centre de santé qui est aujourd'hui embryonnaire", affirme **David Duhamel (PCF)**.

Pour lui, son financement doit être porté par l'agglomération. *“On a un centre qui rayonne au-delà de Bolbec, pourquoi c'est aux habitants uniquement de le financer ?”*

Il ajoute que son équipe propose la création d'une mutuelle municipale, ouverte à tous les profils d'habitants.

Le maire sortant **Christophe Doré (SE)**, souhaite avant tout insister sur le *“coup de maître d'avoir réussi à mettre en place ce centre municipal de santé. Je crois qu'il faut le saluer, certes ça ne suffit pas, c'est encore embryonnaire, j'aimerais en avoir trois autres de plus, mais c'est déjà bien”*.

Avant d'ajouter que des externes et internes viennent travailler à Bolbec en formation depuis plusieurs années.

“3 médecins salariés, oui, mais dans le même temps 5 médecins sont partis depuis 2018” en raison d'un départ à la retraite, renchérit **Douglas Potier (RN)**.

Pour y remédier, il souhaite d'abord *“proposer aux étudiants de médecine une bourse en contrepartie d'une attestation sur l'honneur de venir s'installer et travailler à Bolbec”*.

En deuxième position, il souhaite augmenter la rémunération des médecins en jouant notamment sur les régimes indemnitaires et les primes, enfin, faire appel à une agence de profilage *“pour aller chercher des médecins à la source”*.

À l'issue d'échanges nourris, les trois candidats ont eu la possibilité de s'exprimer sur le thème de leur choix.

“Il y a 12 ans vous avez fait de moi le chef de file de l'opposition et le plus jeune élu de l'histoire de cette ville, commence Douglas Potier (RN). Vous avez vu au cours des six dernières années la ville s'enfoncer dans le déclin, le matraquage fiscal, la désertification médicale et commerciale, dans l'insalubrité et l'insécurité, ça n'est pas admissible. Une liste patriote, sincère, la seule à vous avoir proposé un programme chiffré et cohérent [...] Je suis un homme libre et c'est en tant qu'homme libre que je

redresserai la ville.”

*“Dimanche le choix qui nous attend est historique, soit Bolbec continue dans le manque de visions, soit nous choisissons l’audace, l’union et l’action”, continue **David Duhamel (PCF)**.*

“Nous avons des leviers à Bolbec pour apporter des pistes d’amélioration concrètes pour que chacun dispose d’un médecin, pour que votre pouvoir d’achat s’améliore, pour redynamiser notre ville en la rendant plus belle, plus humaine, plus vivante. Le temps de la droite et de l’immobilisme touche à sa fin”, dit-il avant d’inviter les téléspectateurs à un meeting, mercredi 11 mars.

Christophe Doré (SE) est *“très heureux d’être à la tête de la seule liste indépendante des partis politiques, ni de droite, ni de gauche et surtout pas macroniste. Très fier de l’avoir porté pendant ses six années, je pense que nous vous l’avons prouvé par notre action, notre rigueur, notre sérieux, que nous sommes en mesure de continuer nos actions, que ce soit dans tous les quartiers, par rapport au logement, à la propreté, à l’énergie... Et surtout sans fausses promesses, comme le sont certains de mes opposants. Je vous souhaite à tous et à toutes de bien réfléchir pour dimanche”.*

Les chiffres à retenir à propos de Bolbec :

Les [élections municipales](#) auront lieu les dimanches 15 et 22 mars prochains.

L’actu des régions

Chaque jour, un tour d’horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L’actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Seine-Maritime. Municipales : la plupart des jeux seront faits dès le premier tour

Ghislain Annetta

4–5 minutes

Avis aux électeurs : déplacez-vous dans les bureaux de vote dès ce dimanche 15 mars. Par devoir civique, évidemment, mais aussi si vous voulez peser, par votre vote, sur le destin de votre ville ou de votre village. Si vous attendez le second tour, le 22 mars, pour agir, vous risquez d'être déçus... et de trouver porte close.

La prime majoritaire

Si dans votre commune, la liste est seule en piste ou même si deux équipes briguent la victoire municipale, les jeux seront faits dès le premier tour. Ce sera sûrement le cas à [Rives-en-Seine](#), [Lillebonne](#), Port-Jérôme-sur-Seine, [Barentin](#) pour ne donner que quelques exemples

C'est la faute du mode de scrutin appliqué désormais quelle que soit la taille de la commune. Avoir plus ou moins 1 000 habitants ne fait plus de différence. Les électeurs ne peuvent donc plus rayer des noms ou changer leur ordre sur les bulletins. Le droit au fameux panachage a disparu et, avec lui, l'élimination de la majorité des candidats, même si leur liste était en tête. En plus, pour les élections municipales, à la différence des législatives, il n'y a pas de nombre minimum de votants pour valider l'élection. En conséquence, un seul tour suffit quand la liste est unique et même s'il n'y en a que deux.

Deux voix d'écart, sept élus de différence

Pour avoir un deuxième tour dans ce cas, il faudrait... une égalité parfaite de voix lors du duel. Sauf ce cas quasi impossible, dès le premier tour, la liste arrivée en tête obtient forcément la majorité absolue des suffrages exprimés. Elle reçoit donc un nombre d'élus égal à la moitié des sièges à pourvoir. Cela s'appelle la prime majoritaire. Comment cela fonctionne concrètement ? Dans un village de 300 habitants comptant 11 conseillers à élire, deux listes sont candidates. Au premier tour, on compte 200 suffrages exprimés. La liste A obtient 101 voix, la B 99. Le score est serré, cependant la liste A, ayant dépassé 50% des suffrages, bénéficie de la prime majoritaire et obtient six sièges. Il en reste donc cinq à répartir.

Pour cela, il faut calculer le quotient électoral. C'est-à-dire le nombre de suffrages exprimés en rapport avec le nombre de sièges à répartir, soit dans le cas présent $200/5=40$. Il faut ensuite tenir compte de la règle de la plus forte moyenne. Donc pour deux voix d'écart, la répartition du scrutin donne neuf conseillers à la liste A et deux à la liste B. Les mathématiques ont gagné ce que le stylo de l'électeur a perdu...

Au moins trois pour un second tour

Pour qu'aucune liste ne décroche la majorité absolue, il faut qu'elles soient au moins trois, comme à Saint-Valery-en-Caux, Bolbec, Fécamp ou Yvetot (quatre dans la capitale du pays de Caux). Et encore, ce n'est pas une garantie puisqu'en 2020, Jean-François Ouvry s'était imposé dès le premier tour à Saint-Valery-en-Caux face à deux concurrents.

Cependant, dans cette configuration la plupart du temps, un second tour est nécessaire. Pour y participer, les listes doivent avoir réuni, au premier, au moins 10% des suffrages exprimés. Elles peuvent connaître des modifications, notamment par fusion. Une liste ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés est en

effet autorisée à fusionner avec celle ayant obtenu plus de 10%.
Les règles sont les mêmes. Si les noms changent, le caractère
paritaire doit être respecté. La répartition des sièges se fait alors
comme lors du premier tour avec prime majoritaire pour la liste
arrivée en tête, puis répartition des sièges restants à la
proportionnelle avec la plus forte moyenne.

Goderville. Dimanche, des duels dans quatre communes

Le Courrier Cauchois

3–4 minutes

A quelques jours du premier tour des municipales (le 15), les listes sont désormais connues dans les communes du secteur. Sur le territoire de Campagne de Caux, dans la très grande majorité d'entre elles (18 sur 22), une seule équipe se présentera devant les électeurs. Quatre communes feront toutefois exception avec la présence de deux listes en lice. De quoi pimenter l'élection ; surtout en cette année où il n'est plus possible de rayer des noms sur les bulletins dans les communes de moins de 1 000 habitants.

A Mentheville, Manneville-la-Goupil, Angerville-Bailleul et Bretteville-du-Grand-Caux, les habitants auront en effet le choix entre deux équipes pour conduire la commune lors du prochain mandat. Dans ces communes, la campagne a donné lieu ces dernières semaines à plusieurs prises de parole et réunions publiques afin de présenter les équipes et leurs orientations.

Maires sortants ou nouvelles équipes

A Manneville-la-Goupil notamment, une réunion publique s'est tenue il y a quelques jours afin de présenter l'une des listes candidates et d'échanger avec les habitants présents autour de plusieurs sujets concernant la vie communale. Dans plusieurs autres communes du secteur, les maires sortants ont choisi de briguer un nouveau mandat. C'est notamment le cas de Frédéric Carlière à Goderville, Claire Guérout à Ecrainville ou encore Pierre Rivoallan à Annouville-Vilmesnil.

Ailleurs, la situation est différente avec des maires qui ont décidé de passer la main. A Sausseuzemare-en-Caux et à Gonfreville-Caillet, de nouvelles équipes se présentent ainsi devant les électeurs pour prendre la relève, respectivement d'André Basille et Christian Leroux. A Tocqueville-les-Murs, le maire sortant Gervais Goupil, qui avait un temps envisagé de ne pas se représenter, a finalement décidé de repartir, sans qu'une autre tête de liste n'ait émané dans la commune.

Au-delà des enjeux propres à chaque commune, le scrutin municipal aura également des répercussions à l'échelle de la communauté de communes Campagne de Caux, qui regroupe les 22 communes du territoire de Goderville.

Un enjeu aussi pour l'intercommunalité

Ces dernières années, les relations entre élus au sein de l'intercommunalité se sont révélées parfois tendues, notamment autour de certains dossiers structurants. Le renouvellement des conseils municipaux pourrait ainsi modifier l'équilibre entre les communes et influencer les orientations prises pour le territoire dans les années à venir.

A quelques jours du scrutin, les électeurs sont donc appelés à choisir les équipes qui conduiront leur commune pour les six prochaines années.

Pour endiguer la crise de la police judiciaire, l'Intérieur mise sur une école de l'enquête

Simon Gendrel

6–8 minutes

“Pour répondre à l’un des enjeux, qui est l’attractivité de la filière [investigation], il fallait qu’on sorte un plan qui ne soit pas que financier”, confie l’un des préfigurateurs du [plan Investigation](#) présenté aux organisations syndicales le 27 février par le ministre de l’Intérieur, Laurent Nuñez. Comprenant 125 mesures, le plan entend *“renforcer les capacités d’enquête”* de la *“PJ”*, confrontée *“à l’évolution de la délinquance et de la criminalité”*, mais aussi au manque de moyens humains et matériels à l’heure de l’explosion du crime organisé.

Un chantier jugé *“indispensable”* pour une filière en souffrance, qui traite près de 2,7 millions de crimes et délits par an et fait face à près de trois millions de procédures judiciaires en attente de traitement. Ces annonces interviennent deux ans après la mise en œuvre de la réforme de la police et la départementalisation de la police judiciaire, source d’une importante division de la profession.

Côté syndicats, on salue la présentation d’une feuille de route *“grandement attendue”*, qui *“prend en compte la souffrance de la filière investigation”*, souligne notamment Romain Lecalier, secrétaire général adjoint du SCSI-CFDT, syndicat majoritaire des cadres de la sécurité intérieure. *“Il faut rester vigilant quant à sa mise en œuvre”*, prévient-il toutefois. Même prudence du côté du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN), qui, tout

en saluant ce plan, estime nécessaire *“une simplification profonde de la procédure pénale”*.

Modernisation des outils numériques

L’heure n’est cependant pas au grand soir de la procédure pénale. Ces annonces constituent plutôt *“le point de départ d’une feuille de route pluriannuelle qui a vocation à évoluer et s’enrichir”*. Parmi les priorités affichées : simplifier le travail des enquêteurs, notamment en modernisant les outils numériques. Un *“chantier énorme”*, estime Romain Lecalier. Le syndicaliste rappelle à ce titre *“l’échec complet”* du logiciel Scribe, lancé en 2015 pour remplacer l’ancien logiciel de rédaction des procédures pénales de la police nationale, le LRPPN, *“toujours en usage aujourd’hui”*.

Lire aussi : [Création de 2 missions d’information sur la réforme de la police judiciaire](#)

Pour tenter de tourner cette page, le ministère de l’Intérieur promet le développement d’un nouveau logiciel de rédaction des procédures, *“conçu pour standardiser, sécuriser et simplifier la formalisation des actes d’enquête”*. Plusieurs outils numériques doivent également être déployés dès 2026, afin, notamment, d’automatiser le suivi des procédures et d’accélérer l’analyse des images vidéo.

Pour le syndicaliste, la question dépasse la seule modernisation des outils. *“L’investigation se heurte à un souci plus structurel”*, résume-t-il. *“On a grandement amélioré nos conditions d’accueil des victimes, ce qui a conduit à l’augmentation du nombre de plaintes”*, or *“on annonce la création d’un recueil de plaintes en numérique, mais cela peut alourdir les procédures si les outils ne sont pas modernisés”*. Un constat qui appelle, selon lui, à *“mettre au niveau la police judiciaire française dans son ensemble”*. *“Nous ne sommes qu’au début du chantier”*, martèle-t-il.

S’attaquer à la crise des vocations

Autre chantier majeur pour la police judiciaire : s'attaquer à la crise des vocations. Près de 2 000 enquêteurs manquaient encore pour simplement *“contenir l'évolution”* du stock de 2,2 millions de dossiers en souffrance au 31 décembre 2024 au sein de la direction nationale de la police judiciaire (DNPJ). Pour y remédier, Laurent Nuñez a donné des garanties en promettant le recrutement de 700 enquêteurs supplémentaires. Il s'engage également à transformer la formation des enquêteurs, avec la création d'une école de l'enquête *“qui sera mise en place au sein d'une école déjà existante”*, précise la DNPJ. Les traits caractéristiques de cette école restent à définir et feront l'objet d'une présentation devant les syndicats dans les *“prochaines semaines”*.

En attendant, le ministre de l'Intérieur envisage la création d'un concours spécifique à la filière de la police judiciaire, non mentionné dans le communiqué de Beauvau. Communiqué qui souligne le renforcement de la spécialisation dès la formation initiale, la refonte de la formation continue, ainsi que le développement d'expertises clés en cybercriminalité, criminalité financière et accompagnement des victimes, avec une spécialisation des interventions, notamment pour la BRI.

Relancer l'attractivité

Pour Romain Lecalier, *“l'école de l'enquête permettrait de proposer de la remise à niveau ou de la formation continue”* et ce, pour les officiers et commissaires amenés à occuper plusieurs fonctions au cours de leur carrière. Sa principale vocation : *“Choisir et fidéliser les profils pour qu'ils restent dans la filière. Ces dernières années, elle a perdu beaucoup d'effectifs”*.

Lire aussi : [Au sein de la police, la réforme de la fonction publique amoindrie par le poids des syndicats](#)

L'école se destinerait davantage aux gardiens de la paix, ciblés pour renforcer les rangs de la filière investigation. Selon le secrétaire général adjoint du SCSI-CFDT, *“l'herbe doit redevenir*

plus verte au sein de la filière investigation pour attirer les effectifs en tenue". Autrefois convoitée, la PJ a perdu des effectifs au profit d'autres cycles offrant de meilleures conditions de travail, alors que ces avantages *"étaient auparavant réservés à la filière investigation"*, regrette le syndicaliste.

Afin de relancer l'attractivité, le plan Investigation prévoit l'octroi d'une prime de 150 € bruts par mois pour environ 31 500 agents, ainsi que l'instauration d'une prime de haute technicité de 125 € pour quelque 1 900 agents.

Enfin, le plan pourrait inclure la création d'un sigle de reconnaissance de la filière investigation, hautement symbolique dans les corps militaires et policiers, essentiel pour renforcer le sentiment d'appartenance. *"C'est tout bête, mais pour le personnel en tenue, il existe des boutiques spécialisées pour s'équiper, alors que pour ceux qui font de l'enquête, il y a peu de choses. C'est aussi l'idée de ce plan : redonner de la fierté aux enquêteurs"*, conclut Romain Lecalier.

En ligne, chez soi, sans oral et sur une demi-journée : comment l'UE a bâti un “téléconcours” pour ses hauts fonctionnaires

Carla Spodek

9–11 minutes

Une déferlante de candidats pour un dispositif entièrement repensé. Le 5 février 2026, l'[avis de concours AD5](#) ouvrant l'accès au premier grade d'administrateur européen a été à nouveau mis en ligne. Une date butoir au 10 mars 2026 pour le dépôt des candidatures y est indiquée. Aucune édition de ce prestigieux concours ne s'était tenue depuis 2019. Cette dernière édition avait rassemblé 22 644 candidats. Cette année, c'est plus de 50 000 inscrits qui sont attendus pour un taux de réussite estimé à seulement 3 %.

Une “petite révolution” à l'ère de la dématérialisation

Derrière ces chiffres, “l'objectif est simple : sélectionner les bonnes personnes pour une carrière dans l'UE, sur la base de leurs compétences et de leur potentiel, et non en fonction de contraintes logistiques” explique Olivier Salles, directeur de l'Office européen de sélection du personnel (Epsa). Nicolas Dross, fonctionnaire à la Commission européenne depuis 2005 et enseignant au Centre de préparation aux concours européens de Sciences Po Paris va jusqu'à qualifier la refonte de ce concours de “petite révolution”. Les modalités ont en effet profondément changé. Le concours est désormais intégralement en ligne, à distance, sur ordinateur

personnel, et se déroule sur une demi-journée. Cinq des six épreuves sont des QCM : trois tests de raisonnement, un test de connaissance de l'Union européenne réintroduit et un test inédit sur les compétences digitales.

Lire aussi : [Exclusif : le gouvernement lance un audit sur la procédure de sortie de l'INSP, les élèves réagissent](#)

La seule épreuve qui n'est pas un QCM consiste en une note de dossier, élaborée à partir de documents soumis à l'avance aux candidats qui la traiteront numériquement également. En dématérialisant intégralement le concours et en réduisant de moitié sa durée, ce dispositif garantit *“un concours sans discrimination”* estime Nicolas Dross. L'oral a été totalement supprimé du concours. Cette suppression vise à réduire les biais discriminants lors du processus de sélection. Nicolas Dross considère d'ailleurs, que ce travail d'objectivation ne se retrouve pas dans certains concours français comme l'INSP, où *“l'oral et le CV influencent fortement le jury. En supprimant la phase orale, on anonymise totalement. Avec les QCM, la correction est automatique”*, juge ce dernier, en précisant qu'il s'exprime là à titre personnel à partir de son expérience de fonctionnaire.

Une édition d'une ampleur inédite

La particularité de cette édition 2026 du concours européen se caractérise également par le nombre de lauréats, qui sera de 1 490. Un nombre bien supérieur à celui des éditions de 2017, 2018 et 2019, qui oscillait entre 120 et 165. Olivier Salles indique que *“cette augmentation [...] reflète la pause de sept ans dans l'organisation du concours AD5 [...]. Elle répond également aux demandes des institutions visant à disposer d'une plus grande flexibilité et à améliorer l'équilibre géographique du personnel.”* Un changement de paradigme qu'il justifie également par *“l'ampleur des défis futurs auxquels l'UE sera confrontée : une liste de réserve plus importante permet de disposer d'un vivier durable et diversifié*

de professionnels qualifiés pour répondre aux besoins évolutifs des institutions.”

Toutefois, cette augmentation induit nécessairement une concurrence renforcée pour l’obtention d’un poste dans les institutions européennes, puisque réussir ce concours pourtant si sélectif ne garantit pas une intégration effective dans la fonction européenne. Les lauréats décrochent uniquement une inscription sur une liste de réserve, leur permettant de postuler par la suite aux postes vacants au sein des différentes institutions européennes. C’est lors de cette deuxième étape, celle des entretiens de recrutement, que les candidats doivent faire preuve d’aisance à l’oral. Le taux d’emploi effectif varie d’une édition à l’autre, mais il a souvent avoisiné, par le passé, le taux de un tiers, ce qui en fait un recrutement très sélectif.

Une véritable égalité des armes entre lauréats ?

Ainsi, bien que les compétences orales ne soient plus évaluées au stade du concours, elles le sont au moment du recrutement effectif. Une étape que Nicolas Dross considère comme indispensable, car les administrateurs sont amenés, au cours de leur carrière, à *“faire preuve d’aisance orale, devoir convaincre, animer des réunions”*. Il reconnaît toutefois que l’objectivité garantie par l’automatisation du concours peut être fragilisée ensuite, lors de ces entretiens de recrutement. *“Un recruteur est toujours plus subjectif qu’un jury de concours, concède-t-il. Les expériences internationales, les stages à Bruxelles ou au Collège d’Europe, les parcours académiques à l’étranger constituent des indices additionnels, qui peuvent influencer la sélection. Ce n’est toutefois en aucun cas de la discrimination, mais bien un faisceau d’indices.”*

Lire aussi : [“Une illusion méritocratique” : les élèves de l’INSP s’attaquent de nouveau à la procédure de sortie](#)

Dans le même sens, le directeur de l’Epso explique qu’*“en proposant les épreuves dans les 24 langues officielles de l’UE et en*

permettant aux candidats de passer les tests à distance, le nouveau modèle crée des conditions véritablement équitables. Le talent ne doit pas être filtré par la géographie, le coût des déplacements ou la proximité de Bruxelles ou d'autres grandes villes". Il justifie ce modèle d'une liste de réserves par "les besoins en recrutement [qui] évoluent au fil du temps en fonction des priorités politiques, des contraintes budgétaires et du renouvellement du personnel. C'est pourquoi les institutions ont demandé des listes de réserve plus importantes, afin de répondre à ces besoins et également d'améliorer l'équilibre géographique du personnel au sein des institutions de l'UE."

Il ajoute, que, concernant l'oral, "tant lors de la phase de concours que lors de la phase de recrutement, les candidats sont évalués selon le même [cadre de compétences](#) utilisé dans l'ensemble des institutions de l'UE desservies par Epso. [...] L'expérience professionnelle, qu'elle soit internationale ou non, est évaluée en fonction des besoins spécifiques du poste. L'objectif n'est pas de privilégier un parcours particulier, mais de garantir la meilleure adéquation entre le profil du candidat et le poste."

Justifier une si longue absence

Pourquoi un concours si attractif a marqué l'arrêt pendant sept ans ? Pour Nicolas Dross, la crise sanitaire du Covid est un des éléments déclencheurs. Plus largement, la généralisation du télétravail dans les institutions européennes a également renforcé le besoin d'une refonte du concours. *"De la même façon qu'on a le télétravail, on a le téléconcours. On cherche désormais des collègues adaptés à ces nouveaux modes de travail"*, explique Nicolas Dross, soulignant l'importance de profils capables de s'adapter à un environnement numérique.

De plus, Olivier Salles ajoute qu'*"à cause des limites de capacité des prestataires externes de tests, Epso a donné priorité à l'organisation de concours spécialisés afin d'assurer le recrutement*

dans des domaines clés, tout en stabilisant les conditions de tests à grande échelle. La relance du concours AD5 est devenue possible une fois qu'un cadre de tests stable et fiable a été mis en place, permettant de reprendre l'organisation de concours à grande échelle dans des conditions appropriées."

Accessibilité, inclusivité et durabilité

À ces contraintes logistiques se joignaient d'importantes critiques structurelles rendant nécessaire une réforme de ce concours. *"Pour relever trois défis structurels : l'accessibilité, l'inclusivité et la durabilité",* résume Olivier Salles.

Lire aussi : [Fonction publique : concours et contractuels, deux terrains propices aux discriminations](#)

Les recours juridiques, notamment, ont affaibli plusieurs éditions précédentes du concours. La question de discriminations liées au régime linguistique a été au cœur de contentieux devant la Cour de justice de l'Union européenne. L'Italie et l'Espagne ont contesté à plusieurs reprises la limitation de la deuxième langue du concours à l'allemand, l'anglais ou le français. Plusieurs avis de concours ont d'ailleurs été annulés par la Cour pour violation du régime linguistique, bien que les résultats aient finalement été maintenus pour protéger la sécurité juridique des candidats. Le Médiateur européen a également reproché la longueur excessive des concours. Nicolas Dross insiste aussi sur le rôle des États membres, attentifs à l'absence de discrimination dans le cadre du recrutement, et sur la nécessité que leurs ressortissants soient bien représentés. Sans leur soutien, souligne-t-il, *"une réforme d'une telle ampleur n'aurait pas pu se faire"*.

Une opportunité unique

Enfin, malgré la complexité et la sélectivité du parcours, le concours conserve une forte attractivité. Il ouvre en effet l'accès au premier grade d'administrateur européen, avec un salaire brut

mensuel entre 5 973 et 6 758 euros en début de carrière, et permet d'accéder à des postes à responsabilité. Et si d'autres voies existent pour accéder à la fonction publique européenne, il s'agit uniquement d'alternatives permettant d'y accéder temporairement. Nicolas Dross résume cela, en soulignant que *“si vous voulez faire carrière dans la fonction européenne, il n’y a pas d’autre choix que de passer par là”*.

Santé : les pistes de l'Igas pour mieux faire remonter les données RH et anticiper les évolutions salariales

Par Paul Idczak

5–6 minutes

Dans un contexte de tension sur les ressources humaines dans les métiers du social, l'inspection générale des affaires sociales (Igas) s'est récemment penchée sur une question stratégique : comment permettre d'améliorer la connaissance des données RH dont disposent les différents pouvoirs publics du secteur, afin de mieux anticiper les besoins et les tendances des prochaines années ? Les principaux éléments de réponse figurent dans un [rapport diffusé en février dernier](#), dans lequel l'inspection générale formule diverses grandes recommandations.

Selon l'Igas, face au déficit d'attractivité des professions du social et aux tensions des finances publiques, il est ainsi essentiel de *“mieux anticiper et suivre les évolutions de la masse salariale, évaluer les tensions RH dans différents secteurs, et calibrer des réponses structurées dans le cadre d'une politique RH solide et partagée”*, grâce à *“des travaux prospectifs robustes”*.

Absence de “*vision globale*”

L'Igas formule un large constat dans son rapport : les sources de données RH sont, le plus souvent, très disparates et incomplètes. Résultat : les données *“hétérogènes”* qui remontent via ces mêmes sources *“ne permettent pas d'avoir une vision globale sur la situation des différents champs et, quand elles le font, c'est avec*

une ou plusieurs années de retard". Les systèmes d'information dont disposent les différentes strates publiques du social ne sont donc pas, selon l'Igas, des outils de prise de décision ou d'intervention face à des situations de crise, mais uniquement un moyen, pour les cadres, de *"constater, a posteriori, et encore de manière imparfaite, des évolutions"*.

Lire aussi : [Un premier bilan chiffré pour l'évaluation RH des cadres supérieurs des ministères sociaux](#)

Les situations ne sont cependant pas identiques selon les secteurs : si le secteur sanitaire ne bénéficie pas de données actualisées *"sur l'absentéisme, les vacances de postes et les tensions RH"*, les données dans le médico-social sont *"relativement abondantes"*, mais leur fiabilité n'est pas éprouvée. Les manques les plus criants concernent la protection de l'enfance et la petite enfance, deux pans actuellement *"quasiment dépourvus de toute remontée de données RH"*. Deux secteurs sur lesquels le décideur devrait *"prioriser"* ses efforts, estiment les auteurs du rapport.

Ces derniers mettent aussi en avant une autre problématique : la strate régionale, via les ARS, peine à trouver sa place, *"faute d'outils, de moyens et de rôle bien identifié"*. Cela, alors même que cet échelon est, selon l'Igas, *"potentiellement le mieux placé pour suivre la situation des établissements en difficulté ou pour élaborer des stratégies d'attractivité adaptées aux territoires"*. En comparaison, les administrations centrales sont, elles, bien mieux pourvues, disposant *"de leviers majeurs sur l'attractivité ou la maîtrise de la masse salariale"*. D'où un nécessaire outillage du niveau territorial, *"pour mener une politique RH adaptée aux enjeux locaux"*.

Fiabilisation et prospective

Face à ces observations, les inspecteurs généraux estiment primordial, en premier lieu, de fiabiliser les données et de mieux exploiter les données existantes, notamment celles de la

déclaration sociale nominative (DSN). Généralisée depuis 2022 dans la fonction publique, la DSN permet aux employeurs de payer les cotisations sociales et de transmettre de manière sécurisée aux organismes sociaux les informations nécessaires à la protection sociale de leurs agents.

Lire aussi : [La DRH de l'État outille les ministères pour intégrer l'IA dans la gestion RH](#)

Dans ce cadre, le rapport souligne que la réalisation des promesses de simplification induites par cette déclaration nécessite tout de même *“un investissement conséquent”* pour fiabiliser les données, qui pourrait prendre la forme d'une *“task force interadministrative en charge de la fiabilisation déclarative”*. Des efforts qui doivent, par ailleurs, ouvrir la voie à une suppression *“des redondances et des doubles saisies”*.

En outre, les inspecteurs généraux recommandent de développer les outils de prospective RH, afin de mieux *“anticiper, cibler puis évaluer les décisions prises”*. Pour cela, le rapport émet l'idée de la création d'un tableau de bord annuel, puis trimestriel, qui recenserait les indicateurs de tension RH *“pour l'ensemble du secteur social, médico-social et sanitaire”*. Autre levier évoqué : l'élargissement des missions de l'observatoire national de la démographie des professionnels de santé *“aux autres professions du champ médico-social puis social”* et le renforcement de ses moyens *“par des appuis ponctuels de ressources externes ou de spécialistes en santé publique”*. Tant de moyens visant, *in fine*, à *“poser les bases”* d'une politique RH globale pour le secteur, *“qui ne se limite pas aux enjeux budgétaires et financiers”*.

Dans les écoles, 61 % des incidents graves déclarés concernent des personnels

Victoria Beurnez

2-3 minutes

Par [Victoria Beurnez](#) - 9 mars 2026 - 1 min de lecture



Au cours de l'année scolaire 2024-2025, la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) de l'Éducation nationale a recensé [14 incidents graves pour 1000 élèves](#) dans les collèges et lycées et 4 pour 1000 élèves dans les écoles. C'est pourtant dans le premier degré (écoles maternelles et élémentaires) que les victimes de ces événements sont le plus souvent issues des personnels. Ces membres du personnel y sont concernés par 61 % des incidents graves déclarés, contre 41 % dans le second degré, et sont le plus souvent touchées par des atteintes aux personnes, physiques ou verbales et, dans une moindre mesure, des atteintes aux biens ou à la sécurité.

Au Sénat, une proposition de loi pour limiter la “bureaucratisation” de la dépense publique

Par Philippine Ramognino

7–9 minutes

Comment expliquer l'écart qui se creuse entre le niveau de satisfaction des usagers des services publics et celui de la dépense publique ? Pour le sénateur du groupe Rassemblement démocratique et social européen (RDSE), Christian Bilhac, la réponse tient dans la manière dont sont alloués les deniers publics, et plus particulièrement dans la bureaucratisation des services publics. Le constat qu'il dresse à travers une [proposition de loi](#) : les mesures d'économies régulièrement avancées ne prennent pas suffisamment en compte les différences entre dépenses de fonctionnement et dépenses opérationnelles. Et ne permettent pas, ainsi, de privilégier celles qui déploient concrètement les services au quotidien. *“Le constat est unanime : défaillances, allongement des délais de traitement des dossiers, complexité administrative croissante, superposition de compétences se multiplient malgré le vote de plusieurs lois de simplification adoptées ces dernières années”*, assure-t-il dans l'exposé des motifs.

Lire aussi : [Le Cercle de la réforme de l'État appelle à éviter le simple rabot budgétaire sur les opérateurs](#)

Selon le sénateur, cette situation est notamment imputable à la politique du rabot régulièrement mobilisée pour réduire la dépense publique. *“Je suis un ancien haut fonctionnaire, je ne vais pas critiquer la fonction publique. Mais dès lors qu'il y a une réduction*

budgétaire, il est logique que les administrateurs de cette structure privilégient son fonctionnement”, explique-t-il. Résultat : les coups de rabot ne permettant pas de cibler les économies à faire mais s’appliquant de manière globale à une mission, les frais généraux finissent par augmenter par rapport aux coûts directement liés au cœur de l’objectif de la structure.

Le vice-président de la commission des finances propose donc d’adopter une autre approche, à travers une proposition de loi visant à *“instaurer une règle d’or”* pour les dépenses publiques. Celle-ci prendrait la forme d’un plafond des dépenses de fonctionnement consacrées aux frais généraux et de structure à ne pas dépasser, qui serait fixé à 18 %. Il s’appliquerait aussi bien aux administrations centrales et déconcentrées qu’aux collectivités locales.

Obligation interministérielle

“Lorsqu’on observe aujourd’hui plus de 30 % de frais administratifs à l’hôpital alors qu’ils étaient inférieurs à 10 % il y a trente ans, il y a un réel problème”, alerte-t-il. Selon sa logique, les frais généraux concernent les dépenses qui ne sont pas directement liées à la mise en œuvre opérationnelle des services publics. Si on prend l’exemple de l’Éducation nationale, ils regroupent l’ensemble des frais engendrés par le ministère, les rectorats, les académies ainsi que les personnels chargés des tâches administratives dans les établissements. À l’inverse, les dépenses opérationnelles concernent les personnels directement en contact avec les élèves, à savoir les enseignants, les psychologues ou encore les infirmiers scolaires.

“Combien sont devant des tableaux Excel, et combien font le métier pour lequel on paie des impôts ?” interroge le sénateur. Le vice-président de la commission des finances prend également l’exemple du ministère du Logement, dont la mission est de développer le logement en France. *“Il faut que les crédits affectés à*

la construction de logements et leur modernisation, en somme que les crédits opérationnels, représentent plus de 80 % des crédits de la mission budgétaire”, illustre-t-il, ajoutant que cette logique est valable pour l’ensemble des ministères.

Contrôler la répartition des crédits

Telle que la loi de finances est aujourd’hui votée, les parlementaires se prononcent sur le montant des crédits et le plafond des ETP par mission budgétaire, sans pouvoir orienter de manière plus fine la dépense et l’allocation des emplois. Pour le sénateur, cet état de fait induit un manque de transparence, et nécessite donc d’aller plus loin que la logique de la Lolf, en mettant en place un ratio de l’efficacité de la dépense publique. *“On ne peut pas continuer à avoir des frais administratifs qui ne soient pas contrôlés, poursuit le sénateur. C’est le rôle de l’administration centrale de régler les crédits alloués par le Parlement, mais elle le gère sans contrôle de ce dernier”*. Si cette “règle d’or” venait à s’appliquer, le Parlement pourrait alors vérifier “l’utilité” de chaque euro investi.

Lire aussi : [Finances publiques : un redressement timide qui reporte l'essentiel des efforts à plus tard](#)

“Dès lors, il convient de fixer des règles afin que la dépense publique soit mieux contrôlée et plus efficace”, présente la PPL. Elle propose deux principales mesures : établir de nouvelles règles de préparation et de suivi des budgets, accompagnées d’une obligation de mettre en place des comptabilités analytiques, “obligeant les gouvernements successifs à respecter des engagements fermes en matière de gestion des dépenses”. Cette évolution de la réglementation s’accompagnerait d’une mise à disposition de nouveaux outils accessibles aux parlementaires “afin qu’ils puissent étudier l’impact budgétaire des mesures qu’ils préconisent”.

Un taux modulable

Mais pourquoi fixer ce plafond à 18 % des dépenses ? Le sénateur s'appuie notamment sur le secteur privé, où le ratio de frais généraux tourne autour de 15 %. Son idée : que les budgets de gestion soient inférieurs à 20 % du budget général des administrations. *“Le taux de 18 % n'est pas intouchable, il pourrait même être modulé”*, temporise le sénateur.

Sa démarche consiste avant tout à ouvrir le débat, à travers une *“PPL d'appel”*. Si la proposition venait à être examinée, il est donc tout à fait ouvert à affiner ce taux en fonction des secteurs. Le sénateur prend notamment l'exemple de la mission dont il a la charge en tant que rapporteur du budget au Sénat : celle concernant le fonctionnement de la Cour des comptes.

“Évidemment qu'on ne peut pas y appliquer ce ratio, comme pour le Conseil d'État, dont l'essentiel des frais rémunèrent les juges”, illustre-t-il. Par ailleurs, Christian Bilhac fixe le seuil des administrations auxquelles s'appliquerait cette “règle d'or” à 30 millions d'euros. *“On ne va pas enquiquiner les petites communes rurales : en général, on y compte davantage les centimes qu'on ne gaspille de l'argent public”*, considère-t-il.

Lire aussi : [Enquête sur le service public : faut-il repenser le modèle français ?](#)

Sa PPL revêt finalement des enjeux de consentement à l'impôt. *“L'objectif est de rationaliser la dépense publique, et que chaque euro des impôts des citoyens dépensé soit un euro utile”*, résume le sénateur. Christian Bilhac se revendique du camp de ceux qui considèrent que les Français ne critiquent pas tant le niveau de l'impôt que la manière dont il est *in fine* utilisé. *“Les citoyens voient leurs impôts augmenter et, en parallèle, les services publics se détériorer. Tous les secteurs sont en déshérence”*, conclut le sénateur de l'Hérault. Selon lequel il est urgent d'agir, car ce décalage, comme la “dérive bureaucratique”, encouragerait le rejet de la classe politique au sens large.

Égalité professionnelle dans la fonction publique : des progrès réels mais des résistances persistantes

Par Marie Malaterre

4–5 minutes

Le constat est le même chaque année. En matière d'égalité professionnelle, les choses avancent doucement, mais les progrès sont visibles. À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes qui s'est tenue le dimanche 8 mars, la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) a dressé un bilan des avancées récentes en matière d'égalité professionnelle dans la fonction publique. Et nul ne peut le nier, les chantiers avancent. L'écart de rémunération brute entre les femmes et les hommes dans les ministères est ainsi passé de 15 % en 2015 à 9,8 % en 2025 et, à travail égal, il s'établit à 8,5 %. Des évolutions qui s'expliquent néanmoins par le recul du temps partiel des femmes, passé de 18 % à 13 %, leur progression dans les emplois d'encadrement supérieur ainsi que par l'augmentation de la part des femmes en catégorie A, de 55 % à 61 %.

Lire aussi : [Rémunérations dans la fonction publique : la ségrégation des corps reste le premier obstacle à l'égalité professionnelle](#)

La direction rappelle par ailleurs que les femmes représentent 43 % des primo-nominations aux emplois d'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État en 2024, contre 33 % en 2013.

Rappelons également qu'à compter de 2026, l'objectif légal est porté à 50 %, conformément à la [loi du 19 juillet 2023](#) visant à

renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique.

La DGAFP revient également trois mesures récentes qui, selon la direction, élargissent les droits des agentes, notamment la création d'un congé de naissance indemnisé et accessible à tous les parents à compter de juillet 2026, ou encore le renforcement de la [protection des fonctionnaires stagiaires enceintes](#) dans les écoles de service public.

Pour autant, du côté des organisations syndicales, les revendications restent très nombreuses. L'intersyndicale a ainsi interpellé, la semaine dernière, dans un courrier commun, la ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations, Aurore Bergé, et le ministre de l'Action et des comptes publics, David Amiel. *“Derrière les discours institutionnels sur l'égalité femmes-hommes, les choix budgétaires et politiques actuels organisent une régression sociale assumée, en particulier dans la fonction publique”*, font-ils valoir.

Grossesse, autorisations spéciales d'absences, rémunérations...

Parmi les mesures qui ne passent pas et qui touchent particulièrement les femmes, la décote de 10 % en cas de congé maladie ordinaire, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2025, y compris pour les femmes enceintes, ce qui *“constitue une attaque d'une gravité exceptionnelle”*, dénonce l'intersyndicale. Précisant que l'adoption récente de la mesure d'allongement du congé pour grossesse pathologique n'y remédie pas totalement et laisse sans solution une grande partie des femmes concernées. *“La santé des femmes et la grossesse ne peuvent constituer des sources d'économies budgétaires, écrivent les syndicats. Être enceinte ne devrait jamais être un facteur de pénalisation ni de précarité.”*

Concernant les négociations en cours sur le nouvel accord égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction

publique, pour les organisations syndicales, le compte n'y est pas. En cause, notamment, la volonté du ministère de réduire le nombre de jours d'autorisation spéciale d'absence (ASA) garde enfant malade. Un projet que les syndicats qualifient de *“contradiction insupportable”*.

Autre sujet, celui de la transposition de la directive européenne sur la transparence salariale et l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, qui impose à la France une transposition d'ici juin 2026. Concernant la fonction publique, selon les syndicats, les discussions en cours font craindre une portée limitée de ce texte *“si les indicateurs sont édulcorés”*. De même si les discussions centrales sont retardées sur la valeur du travail, élément identifié aujourd'hui comme la première cause des inégalités dans la fonction publique.

Sur ce sujet, le ministère du travail a présenté en fin de semaine dernière son projet de loi aux organisations syndicales. Les dispositions concernant la fonction publique devraient être communiquées aux partenaires sociaux à la fin du mois.